

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SUR LA PORTÉE D'APPLICATION
DE
LA LOI DU 9 AVRIL 1898
SUR
LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue en Novembre 1906

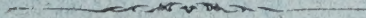
PAR

Léon DESPLATS

Avocat près la Cour d'appel de Montpellier

Lauréat de la Faculté de Droit de Montpellier (Mention 1898)

Lauréat de la Conférence des Avocats stagiaires
(Prix de stage 1903)



MONTPELLIER

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI

1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SUR LA PORTÉE D'APPLICATION

DE

LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Présentée et soutenue en Novembre 1906

PAR

Léon DESPLATS

Avocat au Barreau de Montpellier

Lauréat de la Faculté de Droit de Montpellier (Mention 1898)

Lauréat de la Conférence des Avocats stagiaires

(Prix de stage 1903)

MONTPELLIER

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI

—
1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, Professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, Professeur de Droit administratif.

GLAIZE, Professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, Professeur de Droit civil.

CHAUSSE, Professeur de Droit romain.

MEYNIAL, Professeur d'Histoire du Droit.

VALERY, Professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, Professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, Professeur de Droit civil.

PERREAU, Professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, Professeur de Droit international public.

RIST, Professeur d'Économie politique.

N., Chargé d'un cours d'Économie politique.

N., Chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

ROCHETTE, Secrétaire.

LAURENS, Professeur honoraire.

GIRAUD, Secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. CHARMONT, *Président.*

MARGAT, {
PERREAU, } *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MADAME LÉON DESPLATS-GIRAL

A NOTRE CHÈRE FILLE SIMONNE

L. DESPLATS.

A MES PARENTS

A MADAME VEUVE GIRAL

A MONSIEUR LOUIS NÈGRE

AVOCAT PRÈS LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
ANCIEN BATONNIER
SÉNATEUR DE L'HÉRAULT

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR CHARMONT

L. DESPLATS.

ÉTUDE SUR LA PORTÉE D'APPLICATION
DE
LA LOI DU 9 AVRIL 1898
SUR
LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

INTRODUCTION

SECTION I

**La responsabilité patronale avant l'adoption
de la théorie du risque professionnel**

Avant le vote de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers victimes d'accidents du travail se trouvaient dans une situation à tous égards déplorable.

La responsabilité patronale ne pouvait trouver son fondement, en vertu des principes des articles 1382 et suivants du Code civil, que dans la faute, l'imprudence ou la négligence du patron ou de ses préposés.

Les ouvriers victimes d'un accident du travail étaient tenus de démontrer cette faute, imprudence ou négligence, et ce n'était que lorsqu'ils réussissaient à rapporter cette preuve qu'ils pouvaient aspirer à recevoir une indemnité.

Encore fallait-il qu'ils établissent, en outre, qu'il y avait une relation de cause à effet entre cette faute et l'accident.

Cette double preuve était le plus souvent impossible à rapporter par les victimes. Tantôt l'accident avait anéanti toutes traces ou tous indices qui auraient pu divulguer la faute patronale ; tantôt les camarades de travail, seuls témoins, le plus souvent des accidents, refusaient de prêter aux victimes l'appui de leurs témoignages, n'osant parler de peur d'encourir la colère des patrons et de perdre leurs places ; tantôt la rapidité et la brutalité de l'accident ne permettaient pas à la victime de se rendre compte des causes et des circonstances de l'accident. Ces difficultés étaient rendues plus sensibles encore lorsque la victime avait succombé et que sa femme ou ses enfants se voyaient contraints d'assumer la charge des procès à soutenir contre les patrons.

D'autre part, la procédure était très lente. Les victimes étaient tenues avant tout de demander et d'obtenir l'assistance judiciaire. Après quoi, les exceptions dilatoires, les enquêtes, contre-enquêtes, les expertises, les renvois, les délais d'appel et l'appel retardaient indéfiniment la solution, sans compter que souvent les victimes grièvement blessées restaient de longs mois hors d'état de pouvoir agir et revendiquer leurs droits. Les patrons, presque toujours représentés par des Compagnies d'assurances, s'efforçaient de faire traîner en longueur les procès et parvenaient par ce moyen, en lassant les victimes, à leur faire accepter des transactions dérisoires.

Ainsi, parmi les victimes d'accidents dus à la faute

des patrons ou de leurs préposés, bien peu, en définitive, se voyaient allouer une indemnité. Si l'on tient compte enfin de ce que, seuls, les accidents dus à la faute des patrons et représentant, d'après les statistiques, à peine le 1/4 des accidents du travail, pouvaient donner droit à une indemnité, l'on voit qu'il était très rare que les victimes obtiennent la réparation du préjudice qui leur avait été causé.

L'on s'accorde à répartir en cinq classes distinctes les accidents du travail selon leurs causes déterminantes, savoir :

- | | |
|--|------------|
| 1 ^o Les accidents dus à la faute du patron, | 25 % (1) ; |
| 2 ^o Les accidents dus à la faute de la victime, | 25 % ; |
| 3 ^o Les accidents dus à un cas fortuit | } 50 % |
| 4 ^o Ceux dus à un cas de force majeure | |
| 5 ^o Ceux dus à une cause inconnue | |

En somme, seuls les accidents de la première catégorie, et de ceux-là encore un nombre extrêmement restreint en fait, donnaient lieu à une indemnité au profit de la victime.

Depuis longtemps, à la vérité, l'on avait essayé de modifier cet état de choses regrettable. L'on avait compris combien peu il était équitable de ne point secourir l'infortune des malheureuses victimes du travail et du devoir. Diverses tentatives avaient été

(1) Ce tableau ne donne qu'une moyenne approximative en chiffres ronds, moyenne à peu près admise d'ailleurs et qui se rapproche notamment de façon très sensible de la statistique établie en 1889 par l'Office impérial des assurances de Berlin. M. Tolain, rapporteur de la Commission du Sénat, en 1889, a cependant signalé une statistique assez sensiblement différente : faute du patron, 12 % ; faute de la victime, 20 % ; cas fortuits, force majeure ou causes inconnues, 68 %.

faites pour étendre la protection légale à un plus grand nombre d'accidents.

On commença tout d'abord par élargir la conception de la faute, imprudence ou négligence. La jurisprudence en était arrivée ainsi à retenir comme quasi délit de nature à engager la responsabilité patronale, non point seulement les fautes graves et nettement caractérisées, mais encore les fautes même les plus légères et les omissions les plus minimales. La jurisprudence, en outre, n'exigeait plus la démonstration d'un lien étroit de cause à effet entre la faute et l'accident, elle se contentait d'une relation plus ou moins lointaine. Par cet accroissement de l'idée de faute, l'on parvint à mettre à la charge des patrons tous les accidents dus à un risque, à un danger même inhérent à l'industrie, qu'une mesure préventive, un perfectionnement d'outillage, certaine attention et vigilance auraient pu écarter (1).

Beaucoup d'accidents dus à des cas fortuits rentrèrent ainsi dans la catégorie des accidents pouvant donner droit à des indemnités en faveur des victimes.

C'était déjà un grand pas en avant. Cependant ce système laissait toujours subsister pour les victimes les inconvénients résultant de ce qu'elles avaient la charge de la preuve. Si minime que soit la faute, il fallait la prouver.

On songea alors à renverser cette charge de la preuve pour la faire peser sur le patron.

Pour y parvenir, deux auteurs, M. Sainctelette (2), en Belgique, et M. Sauzet (3), en France, concurent

(1) Rouen, 28 février 1868, sous Cass. 13 janvier 1868. D. 68-1-13.

(2) Sainctelette. Responsabilité et garantie.

(3) Sauzet. Revue critique, année 1883. Responsabilité des patrons, p. 596 et 608.

en même temps l'idée de faire dériver la responsabilité patronale non point d'un délit ou d'un quasi délit, mais du contrat même de travail intervenu entre le patron et l'ouvrier.

Ils considéraient, dans leur système, qu'en contractant avec son ouvrier, le patron s'était créé l'obligation de veiller à sa sécurité et de le protéger contre les accidents, les risques ou les dangers auxquels l'ouvrier était exposé par le fait de son travail.

Le patron, dans cette conception, ayant contracté avec un ouvrier sain, s'engageait par l'effet même de son contrat à le restituer sain et sauf. S'il n'en était pas ainsi, c'était à lui, patron, à dégager sa responsabilité en établissant l'absence de toute faute à lui imputable.

Ce système ne fut pas admis par la jurisprudence française.

Elle lui reprochait de n'être point juridique et le réfutait en affirmant que l'obligation pour le patron de veiller à la sécurité de ses ouvriers ne dérivait pas d'un contrat, mais qu'elle était créée par la loi elle-même.

M. Saleilles imagina alors un second système qu'il essaya de faire admettre par la jurisprudence. S'appuyant sur les articles 1384 et 1386 du Code civil et les généralisant, il faisait découler la responsabilité du patron du fait qu'il était propriétaire de l'usine et de son outillage, et par suite comptable des dommages matériels dont les choses qui sont sous sa garde sont l'occasion pour les tiers. La victime n'avait donc dans ce système qu'à prouver, et c'était généralement chose facile, qu'il existait un rapport de cause à effet entre les choses et l'accident. Dans ce système, les cas fortuits

passaient au compte du patron, car les accidents dus à ces cas fortuits étaient incontestablement le fait des choses sous la garde du patron, et ce à raison même de l'essence du cas fortuit qui est toujours un fait inhérent à une chose.

Ce système, évidemment très séduisant, semblait vouloir être admis par la jurisprudence.

Un arrêt de la Cour de Cassation, Ch. civ. (1) avait, en effet, mis à la charge d'un patron, en l'absence de toute faute constatée ou même présumée, la réparation d'un dommage causé par un vice de construction de son outillage.

Il avait reconnu le droit à une indemnité pour les ayants-droit d'un ouvrier tué sur un remorqueur par l'explosion d'une chaudière due à un vice de construction constaté, et ce en précisant « qu'aux termes » de l'art. 1384 C. civ. cette constatation, qui excluait » le cas fortuit et la force majeure, établissait, vis-à-vis » de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant » soit la faute du constructeur de la machine, soit le » caractère occulte du vice incriminé ».

La Chambre civile de la Cour de Cassation avait donc admis la théorie de M. Saleilles, de la responsabilité de plein droit du propriétaire du seul fait des choses sous sa garde.

Cette théorie n'avait pas cependant triomphé de toutes les résistances. Elle avait des adversaires irréductibles, notamment M. Esmein (2) qui n'admettait

1) Cass. civ., 16 juin 1896. S. 97-1-17.

(2) Esmein, note sous cass., 30 mars 1897. S. 98-1-65.

point l'extention ainsi donnée à l'art. 1384 et soutenait avec énergie que les termes de l'art. 1384 ne s'appliquaient point à toutes choses inanimées indistinctement et ne pouvaient s'étendre qu'aux faits des animaux ou de la ruine des bâtiments, prévus par les articles 1385 et 1386. D'autre part, s'appuyant sur la tradition et les anciens principes, il affirmait qu'il était impossible de ne point reconnaître comme fondement nécessaire de la responsabilité édictée par les articles 1382 à 1386 une faute prouvée ou présumée de la personne déclarée responsable.

La Chambre des requêtes de la Cour de Cassation avait, d'autre part, nettement refusé de se rallier à l'opinion admise par l'arrêt précité de la Chambre civile et avait, par un arrêt postérieur, en date du 30 mars 1897 (1), affirmé qu'elle s'en tenait toujours à l'antique notion de la faute en jugeant, à l'occasion d'un accident dû à l'explosion d'une machine dont on n'avait pu déterminer la cause, que la responsabilité du propriétaire ne pouvait être retenue, « l'accident rentrant dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant fonder aucune responsabilité.

La loi de 1898 mit fin à ce conflit en créant la théorie légale du risque professionnel, à laquelle avait insensiblement préparé l'évolution que nous venons de résumer de la doctrine et de la jurisprudence.

(1) Cass. req., 30 mars 1897. S. 98-1-65.

SECTION II

Le Risque professionnel

Tandis que la jurisprudence et la doctrine s'efforçaient, ainsi que nous venons de le constater, de trouver le moyen de faire fléchir dans l'intérêt des ouvriers les règles sévères de notre ancien droit, le Parlement se préoccupait de réaliser, par une intervention législative, le but poursuivi.

La plus ancienne des propositions par lesquelles se manifesta l'initiative parlementaire fut celle qui fut déposée le 29 mai 1880 par M. Martin Nadaud.

Cette proposition était bien timide. Elle se bornait à réaliser le renversement de la charge de la preuve en établissant une présomption de faute à l'encontre du patron : « Article unique. — Lorsqu'un homme louant » son travail à un autre homme s'est blessé ou tué à » son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le » résultat d'une faute commise par la victime. »

Ce système n'avait d'autre avantage que de faciliter les revendications des victimes d'accidents. Il n'apportait aucune modification à leurs droits; les accidents dus à la faute des ouvriers, aux cas fortuits, aux cas de force majeure, aux causes inconnues restaient à la charge des ouvriers.

On songea un instant à mettre les accidents des trois dernières catégories, cas fortuits, force majeure et causes inconnue, voire même les accidents dus à une faute très légère, à la charge de l'Etat. Ce fut exprimé dans une proposition déposée par M. Penleveyllé, le

14 janvier 1882, ainsi conçue : « Article 1^{er}.— Tous les
» accidents graves arrivant dans l'exécution d'un
» travail commandé, lorsqu'ils seront le résultat d'un
» cas fortuit, de la force majeure ou même d'une im-
» prévoyance légère de la victime, seront à la charge
» de l'Etat. »

On sentait la nécessité de décharger les ouvriers de supporter les conséquences de ces accidents dont ils étaient les victimes irresponsables. Mais d'autre part, on ne concevait pas encore qu'il pût être équitable de faire peser les conséquences de ces accidents sur les patrons et chefs d'entreprises que l'on tenait pour aussi irresponsables que les victimes.

Ce fut Félix Faure qui, pour la première fois, dans une proposition de loi, en date du 11 février 1882, formula la théorie du risque professionnel :

« Le chef de toute entreprise industrielle est respon-
» sable, dans la limite de la présente loi, du dommage
» causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans
» le travail, soit que l'accident qui a amené la mort et
» les blessures provienne du bâtiment, de l'installation
» de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il pro-
» vienne du travail même. »

La théorie du risque professionnel consistait, en un mot, à laisser à la charge du patron la réparation des accidents survenus dans son exploitation et qui sont la conséquence du travail qui s'y opère.

Le risque professionnel devait rester à la charge du patron. De même que le patron doit, en effet, prévoir, comme le dit si justement M. Sarrut, avocat général à la Cour de Cassation (1), la destruction, l'usure de son

(1) Sarrut. Note sous Cass, 21 janvier 1903. D. 1903-1-105.

matériel, le patron doit prévoir les accidents de son personnel, les blessures, la mort des ouvriers, étant donnée surtout la complication du mécanisme industriel. Il y a là un passif éventuel à la charge de son industrie.

En droit, le principe trouvait facilement sa justification. Dès l'instant que le patron retirait seul les bénéfices de l'exploitation, il était juste et légitime qu'il en supporte toutes les charges, tous les frais généraux. Il était également équitable que le patron soit tenu de restituer sain et sauf tout homme qui lui louait ses services. Enfin, dès l'instant que les risques étaient inhérents à l'exploitation, il était tout indiqué que l'exploitation en assume les conséquences.

En fait, la justification de la théorie du risque professionnel résultait des conditions du travail moderne, devenu et appelé à devenir de plus en plus dangereux avec les progrès du machinisme et la fréquence des grands travaux de toutes natures. Elle résultait également de l'orientation nouvelle de nos esprits vers des conceptions plus respectueuses de la personnalité humaine.

La théorie du risque professionnel une fois formulée devait triompher de toutes les résistances; on voulut, dans les débuts, restreindre son champ d'application en laissant subsister en face d'elle l'ancienne théorie de la responsabilité délictuelle et en ne l'appliquant qu'à défaut ou en surcroît de celle-ci, selon les cas. Ainsi dans le projet de la commission de la Chambre des députés, en date du 24 mai 1883 (1). On discuta égale-

(1) PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — TITRE I^{er}. — *De la responsabilité du droit commun.*

ARTICLE PREMIER. — Dans les cas où actuellement et aux termes du droit

ment sur le point de savoir si la théorie du risque professionnel devait mettre à la charge des patrons et chefs d'entreprises les accidents dus à la faute de la victime.

Certaines dissidences se produisirent sur ce point entre la Chambre et le Sénat. Il est évident que l'on devait écarter de la protection du nouveau régime, et tout le monde fut d'accord à ce sujet dès l'abord, les accidents dus à la faute intentionnelle de la victime. Il était par trop clair et par trop juste que de tels accidents ne pouvaient être mis à la charge des chefs d'entreprises. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point.

commun, l'ouvrier victime d'un accident de travail est fondé à réclamer judiciairement une indemnité représentative de l'intégralité du préjudice par lui souffert, il n'est rien innové à la législation existante, sauf en ce qui concerne le mode de preuve, dans certaines industries, ainsi qu'il est réglé à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2. — Dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, entreprises de transport et en outre dans les autres exploitations de tout genre où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique, le chef de l'entreprise est présumé responsable des accidents survenus dans le travail à ses ouvriers ou préposés.

Mais cette présomption cesse lorsqu'il fournit la preuve, ou bien que l'accident est arrivé par force majeure ou cas fortuits qui ne peuvent être imputés ni à lui ni aux personnes dont il doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause exclusive la propre imprudence de la victime.

TITRE II.—*De la responsabilité spéciale à raison du risque professionnel.*

ART. 3. — Dans les industries spécifiées en l'article 2 qui précède, le chef d'entreprise (sans préjudice de la responsabilité qui lui incombe aux termes du droit commun) encourt vis-à-vis des personnes qu'il emploie une responsabilité spéciale à raison du risque professionnel. Il doit, en conséquence, dans les limites fixées à l'article 5 ci-après, venir en aide à tout ouvrier ou employé victime d'un accident dans l'exécution de son travail.

ART. 4. — Par exception est déchu de tout droit à réclamer le bénéfice de cette responsabilité spéciale, la victime qui se sera intentionnellement exposée à l'accident, lorsqu'il y aura eu pour le chef d'entreprise ou ses préposés, impossibilité de l'en préserver.

SECTION III

Etendue du risque professionnel

I. — Le risque professionnel ne s'applique qu'aux accidents.

— Définition des accidents. — Exclusion des maladies professionnelles.

La loi du 9 avril 1898, dans son article 1^{er} comme dans la rubrique sous laquelle elle a été promulguée, déclare s'appliquer aux accidents du travail, mais ne donne aucune définition de ce qu'elle vise par ces mots. Il n'eût pas été cependant inutile de préciser le sens et la portée du mot accident.

L'Office impérial allemand en a donné une définition aux termes de laquelle l'accident est un événement qui, portant atteinte à l'intégrité du corps humain, se produit d'un seul coup et se trouve nettement limité par un commencement et une fin.

En France, le Ministère du Commerce s'est approprié la formule qu'avaient adoptée les Compagnies d'assurances dont les polices portaient généralement dans leurs articles 1^{ers} : « La garantie de l'assureur est » limitée aux accidents corporels de toute nature » provenant d'une cause violente, instantanée, extérieure et involontaire ».

Le Ministère de la Justice, dans une circulaire du 10 juin 1899, dit que « l'accident consiste dans une lésion » corporelle provenant de l'action soudaine d'une force » extérieure ».

M. Sachet emprunte à M. Marestaing une autre formule : « L'accident, dit-il, est une atteinte au corps

» humain provenant de l'action soudaine et violente
» d'une cause extérieure (1) ».

Ces diverses définitions paraissent incomplètes à MM. les docteurs Ollive et Le Meigneun, qui prétendent qu'il serait nécessaire de les compléter en ajoutant que l'accident est un fait anormal et étranger au cours du travail (2).

En définitive et en empruntant à chacune de ces définitions ce qu'elle a d'exact, on peut fixer les éléments qui caractérisent un accident. Ces éléments sont : 1^o un fait anormal et étranger au cours du travail ; 2^o un fait soudain ; 3^o violent ; 4^o ayant une cause extérieure et involontaire ; 5^o produisant une lésion corporelle et personnelle.

Ces termes s'expliquent eux-mêmes sans qu'il soit besoin de les commenter.

Lorsque tous ces éléments ne se trouvent point réunis, c'est que l'on n'est pas en présence d'un accident.

Ainsi, on constate souvent que le dommage corporel que subit un ouvrier ne provient pas d'un fait anormal et soudain, mais se produit par l'effet d'une intoxication lente et progressive et pour ainsi dire inévitable.

Il n'y a pas alors accident du travail, mais bien ce que l'on s'accorde à appeler en médecine comme en législation : maladie professionnelle.

Les maladies professionnelles sont dues au travail, comme les accidents. Elles ont avec ceux-ci quelques points de ressemblance.

Ainsi, leur cause est dans une action extérieure et involontaire et leur effet est de produire une lésion

(1) Sachet. Législation sur les accidents du travail. 4^e éd., p. 141.

(2) Ollive et Le Meigneun. Accidents du travail. Médecine légale, p. 9.

corporelle et personnelle. Mais par contre, elles se différencient des accidents en ce que leur apparition et leur marche ne sont ni soudaines, ni violentes, mais progressives, enfin en ce qu'elles ne constituent pas un fait anormal et étranger au cours du travail, mais qu'elles trouvent au contraire leur origine dans l'exécution normale, habituelle du travail.

Le mot accident ne peut donc englober en aucune façon les maladies professionnelles. Celles-ci sont, par suite, exclues de l'application de la loi de 1898. Pour distinguer en pratique les maladies professionnelles des accidents, on admet, selon le critérium qui a été fourni par la Cour de Cassation (1), que l'on reconnaît les maladies professionnelles à ce qu'on ne peut leur assigner ni origine ni date déterminée et à ce qu'elles sont la conséquence de l'exercice habituel de la profession.

Les maladies professionnelles proviennent en général soit de l'emploi et de la manipulation de substances toxiques, soit de l'insalubrité des ateliers, soit de conditions de climat ou de lieu défavorables.

Lors des travaux préparatoires, de nombreuses tentatives avaient été faites pour essayer de faire protéger aussi bien les maladies professionnelles que les accidents.

Le 28 juin 1888, M. Camille Raspail exposait à la Chambre des députés « que parmi les ouvriers exposés » à des accidents de travail, il en existait un grand » nombre qui étaient beaucoup plus à plaindre que les » travailleurs des grandes manufactures ». Il citait ainsi les malheureux atteints de coliques de plomb et

(1) Cass., 23 juillet 1902. Rubod, opusc. cit., p. 36.

d'autres maladies professionnelles et demandait qu'ils puissent bénéficier, au même titre que s'ils avaient été victimes d'accidents, des indemnités de la loi de 1898.

La Chambre prononça la disjonction de cette proposition sur la promesse formelle qu'une loi spéciale distincte de la loi de 1898 serait proposée par le gouvernement sitôt après le vote de cette dernière.

Le 3 juin 1893, M. Paire demanda à la Chambre des députés : « d'assimiler aux suites d'accidents l'incapacité de travail et le décès causés par des maladies dites professionnelles ».

Le 28 octobre 1897, toujours à la Chambre des députés, M. J. Goujon revenait à la charge.

Toutes ces tentatives restèrent sans succès.

La loi de 1898 ne voulut pas admettre que les maladies professionnelles fussent soumises à son régime.

Après son vote, les propositions de réforme ne tardèrent pas à affluer.

Le 3 juin 1901, M. Vaillant demanda que les maladies professionnelles fussent comprises dans les accidents du travail et que la tuberculose fût tenue pour maladie professionnelle.

Le 5 décembre 1901, M. Breton intervenait à son tour pour faire assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail. Ces propositions, devenues caduques par le renouvellement de la Chambre des députés, vont être reprises devant la nouvelle législature par le Gouvernement lui-même, qui s'est enfin décidé à déposer un projet de loi qui a dû être mûrement étudié et préparé par une commission spécialement instituée à cet effet et qui avait été nommée sur l'initiative de M. Mirman.

Il faut évidemment reconnaître que les difficultés de l'application intégrale de la loi de 1898 sont des plus sérieuses.

Les plus insurmontables tiennent à la détermination de la personne responsable. La maladie professionnelle est, en effet, le résultat d'une très longue intoxication, de telle sorte que si l'ouvrier qui en est atteint a plusieurs fois changé de patron il est le plus souvent impossible de déterminer où et chez qui la maladie a pris naissance. Dès lors, à la charge de quel patron mettre l'indemnisation du préjudice? On ne peut concevoir que ce soit à la charge du dernier employeur, car ce n'est point chez lui que la maladie s'est déclarée, ce n'est point son exploitation qui l'a déterminée. La même raison s'oppose à ce que les indemnités soient mises à la charge du premier patron, car il n'est pas certain que la maladie se soit déclarée chez lui. Pour les patrons intermédiaires, même raisonnement. Il est très probable que l'on sera contraint, dans ces conditions, d'organiser une sorte de participation entre les divers patrons successifs pour les déclarer tous tenus de contribuer au paiement des indemnités qui seront accordées à un ouvrier atteint d'une maladie professionnelle. Peut-être même organisera-t-on des caisses mutuelles entre les divers patrons pour leur faciliter leur libération et rendre moins lourde la charge qui leur sera imposée.

Une seconde difficulté sera la détermination de la nature et de l'origine des maladies professionnelles qui seront protégées par la loi. Il est, en effet, souvent difficile, même aux médecins les plus expérimentés, de reconnaître si la cause de la maladie est dans l'exploit-

tation ou dans une prédisposition naturelle. On a proposé, pour remédier à cette difficulté, de munir chaque ouvrier d'une sorte de livret de santé sur lequel son état serait périodiquement constaté.

Malgré ces difficultés sérieuses, mais cependant assez facilement solubles, il est incontestable que les maladies professionnelles doivent de toute nécessité être assimilées aux accidents du travail et donner droit comme ceux-ci à une indemnité.

La maladie professionnelle est, en effet, une des manifestations du risque professionnel. Elle est due au travail même dont elle est l'une des conséquences. Est-il juste, dans ces conditions, qu'un ouvrier, ainsi atteint à raison même de son travail et placé en état incontestable d'infériorité par le fait de ce travail, ne puisse bénéficier d'une indemnité au prétexte que l'apparition des lésions est lente et progressive alors que lorsqu'elles se révèlent brusquement une rente lui est allouée ? Incontestablement non. Il n'y a point de bonnes raisons pour motiver l'exclusion des maladies professionnelles du risque professionnel. Elles en font, au contraire, partie intégrante et les difficultés plus ou moins grande d'application ne sauraient retarder plus longtemps l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents.

En attendant toutefois la réforme prochaine qui viendra accomplir cette œuvre, il n'en reste pas moins qu'actuellement les maladies professionnelles doivent être distinguées des accidents qui, seuls, sont protégés par la loi de 1898.

II. — Le risque professionnel ne s'applique qu'aux accidents survenus « par le fait ou à l'occasion du travail ».

Dans les projets primitifs de la loi sur les accidents du travail, l'on ne retrouvait point ces expressions « par le fait ou à l'occasion du travail ».

Ainsi, dans le texte voté en 1884 par la Chambre des députés, il était dit que les chefs d'entreprises étaient responsables des accidents survenus à tout ouvrier ou employé dans l'exécution de son travail.

Dans le texte voté le 10 juillet 1888 par la Chambre des députés, on lisait : « Tout accident survenu dans » leur travail aux ouvriers et employés..... quelle qu'ait » été la cause de l'accident. »

Le texte actuel portant « par le fait ou à l'occasion du travail » fut adopté par le Sénat en 1890. Il fut ensuite modifié par la substitution de *et* à *ou* en 1893. Puis le texte de 1890 fut enfin repris et devint le texte définitif.

L'expression « dans le travail » du projet du 10 juillet 1888 avait incontestablement une portée plus étendue que celle de l'expression « par le fait ou à l'occasion du travail ». Elle avait pour effet de faire déclarer le patron responsable de tout accident quelle qu'en fût la cause survenu à la victime au cours du travail et dans les heures du travail. C'était évidemment exagérer la portée du risque professionnel qui ne doit s'appliquer qu'aux accidents provenant de l'exécution par l'ouvrier de son travail et ayant ce travail pour cause directe.

L'expression « par le fait ou à l'occasion du travail »

restreint à ses limites véritables l'application de la théorie du risque professionnel.

L'accident survenu par le fait du travail est celui qui est le résultat direct du travail. « Un accident sera » survenu par le fait du travail, dit M. Cabouat (1), » toutes les fois que l'ouvrier aura été frappé, soit par » la suite de la réalisation d'un risque ou danger inhé- » rent au travail, soit par le fait d'une chose apparte- » nant au patron et faisant partie intégrante de » l'outillage du chantier ou de l'atelier. En d'autres » termes, doit être compris sous l'expression générique » de fait du travail, tout accident déterminé par cette » sorte de risque irréductible que comportent tant la » la fabrication en elle-même que l'emploi d'engins » mécaniques ou la manipulation de matières dange- » reuses. »

La Cour de Cassation (2) considère que l'accident survenu par le fait du travail est tout accident causé par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux et pendant le temps du travail.

L'accident survenu à l'occasion du travail est celui survenu sur le lieu et dans le temps du travail et qui présente avec celui-ci une relation directe bien que due à une cause étrangère et occasionnelle.

Il résulte de la première condition que l'ouvrier doit être sous la surveillance et l'autorité du patron, la responsabilité cessant là où cesse son travail.

Quant à la deuxième condition, il n'est pas nécessaire, aux termes d'un arrêt de la Cour de Cassation du

(1) Cabouat. Opusc. cit., p. 190.

(2) Cass., 17 février 1902. Rubod, opus. cit., p. 20.

8 juillet 1903 (1), que l'accident soit en corrélation étroite avec la tâche assignée à l'ouvrier qui en a été victime. Il suffit que le travail en ait été l'occasion. Mais il faut en tous cas que le travail soit la cause directe ou indirecte de l'accident. C'est ce qui est affirmé par un arrêt de la Cour de Montpellier, 2^{me} Chambre, rendu le 24 juillet 1902, sous la présidence de M. Andruéjol (2), ainsi conçu : « Attendu qu'il ne suffit pas, » pour qu'il y ait lieu à l'application de la loi de 1898, » que la lésion de l'ouvrier provienne d'une cause » extérieure sur les lieux et aux heures du travail; qu'il » est nécessaire que la lésion ait eu pour origine une » cause inhérente au travail... »

En définitive, on peut résumer ainsi les caractères de l'accident survenu à l'occasion du travail :

1^o Il faut qu'il soit survenu sur les lieux et pendant le temps du travail ;

2^o Pendant que l'ouvrier est sous la surveillance et la direction du patron, la responsabilité de celui-ci cessant là où son autorité prend fin ;

3^o Il faut que l'accident se rapporte à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise pour atteindre une production déterminée.

De nombreuses décisions de jurisprudence ont fait l'application de ces principes de la façon suivante :

Le lieu du travail s'entend non seulement des locaux et emplacements de l'exploitation, mais également des dépendances et annexes, cantines, abris, baraques, etc.....

(1) Cass., 8 juillet 1903. Rubod, opusc. cit., p. 105.

(2) Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

Le lieu du travail comprend également tous les endroits où l'ouvrier peut se rendre sur l'ordre de son patron pour les besoins de l'exploitation. Il comprend également le trajet suivi par l'ouvrier au cours des déplacements qu'il fait pour se rendre aux endroits ainsi indiqués par son patron.

Le lieu du travail ne comprend pas cependant le trajet que l'ouvrier doit faire pour se rendre au chantier lorsqu'il va commencer son travail ou pour en revenir lorsqu'il l'a fini (1). A moins toutefois que le

(1) Trib.^e Valenciennes, 1^{er} mai 1902 Rec. ministère com. Jurisp., t. V, n° 17, p. 15.

— Cass., 2 mars 1903. Rubod, opusc. cit., p. 67.

— Cass., 3 mars 1903. Rubod, opusc. cit., p. 67.

— Montpellier, 3^e Ch. Président Andruéjol, 11 nov. 1904. Arrêt inédit.

— Montpellier, 2^e Chambre. Président Denayrouse, 3 avril 1903 :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi de 1898, les accidents prévus par la législation nouvelle sont ceux qui surviennent par le fait du travail ou à l'occasion du travail ; que la condition essentielle pour qu'un accident puisse rentrer dans cette catégorie c'est qu'il ait été causé directement ou indirectement par le travail ;

» Que si la loi a entendu garantir les ouvriers contre les risques professionnels, elle n'a nullement entendu viser les risques individuels non plus que les accidents qui peuvent les atteindre en dehors de l'usine et du chantier ;

» Que pour ces derniers accidents étrangers ou sans relation avec lui ils demeurent régis par les principes généraux et le droit commun en matière de responsabilité.

» Or, attendu en fait que l'accident... est survenu demi-heure après la cessation du travail ; qu'il a eu lieu en dehors du chantier ; en gare même et au moment où S*** prenait le train.... Que l'ouvrier a été blessé par le choc d'une portière restée ouverte, c'est-à-dire par un fait tout à fait étranger au travail et sans rapport d'aucune sorte avec le travail...

» Que dans ces conditions il faut bien reconnaître qu'il n'y a aucun lien entre l'accident et le travail et que le risque couru par l'ouvrier ne peut être considéré comme un risque professionnel ; qu'il apparaît plutôt comme un simple risque individuel échappant par conséquent aux prévisions de la loi de 1898 ;

» Que la circonstance que l'accident s'est produit pendant le retour de l'ouvrier ne saurait modifier le caractère de l'accident... dont la cause est connue et manifestement étrangère au travail. »

patron ne se soit chargé de transporter les ouvriers de chez eux ou d'un point déterminé jusqu'au chantier.

Le temps du travail comprend même les interruptions de travail lorsque l'ouvrier reste sur le chantier, soit pour le service, soit pour prendre sa nourriture ou son repas, soit pour satisfaire ses besoins naturels. Ainsi la Cour de Cassation, 28 avril 1902 (1), a déclaré protégé par la loi de 1898 un accident survenu à un ouvrier sur le chantier où il travaillait, au moment où, pendant une interruption régulière de travail, il allait jeter à la mer les restes de son repas.

De même un arrêt de Cassation du 10 novembre 1903 a jugé qu'un marin ayant terminé son service, mais obligé de rester la nuit à bord, doit être considéré comme victime d'un accident du travail s'il se noie la nuit en tombant du bateau amarré, bien qu'il n'ait pas eu à exécuter de manœuvre (2).

Dès que le travail a officiellement cessé, l'ouvrier n'est plus sous la surveillance ni la direction de son patron. Dès lors tout accident qui peut lui survenir, même sur le chantier, n'est plus protégé par la loi de 1898 (3).

(1) Cass., 28 avril 1902. Rubod, opusc. cit., p. 29.

(2) Cass., 10 novembre 1903. Rubod, opusc. cit., p. 124.

(3) Cass., 20 mai 1903 :

« Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué, que D... et son patron B... avaient travaillé jusqu'à la fin du jour ; qu'ils abandonnèrent tous les deux le chantier après que le patron se fût opposé à ce que D... remontât sur l'échafaudage pour relever une corde qui en pendait ; que, cependant, la nuit venue, D..., malgré cette défense, était revenu sur le chantier et remonté sur l'échafaudage d'où il avait fait une chute qui avait occasionné sa mort ; qu'en décidant que cet accident survenu plus d'une heure après que le travail avait pris fin, alors que D... n'était plus sous la surveillance et l'autorité de son patron, et parce qu'il avait fait ce que celui-ci lui avait défendu, n'engageait pas la responsabilité du patron, et ne rentrait pas dans le cas d'application de la loi de 1898, l'arrêt attaqué a sainement jugé. »

En ce qui concerne la relation que l'accident doit avoir avec le travail, il importe peu que l'ouvrier blessé ait été occupé à un travail principal ou à un travail accessoire. Il est toujours protégé. Ainsi est considéré comme protégé un accident survenu à un ouvrier occupé à éteindre un incendie sur le chantier de son patron (1).

Enfin la relation entre l'accident et le travail peut être plus ou moins lointaine. La plus minime corrélation suffit. Ainsi ont été déclarés victimes d'accidents de travail un ouvrier blessé en plantant un drapeau au haut d'un édifice pour en signaler l'achèvement (2); un ouvrier blessé en nettoyant une bicyclette lui servant à faire des courses pour son patron (3); un ouvrier non gréviste poursuivi même hors du chantier par des grévistes et frappé grièvement par eux (4); un ouvrier blessé sur le chantier par un morceau de verre lancé par un autre ouvrier (5); un cocher blessé au cours d'une discussion relative au paiement du prix d'une course (6); un ouvrier projeté par la foudre dans un puits auprès duquel il se trouvait pour les besoins de son travail (7); un ouvrier horloger blessé dans l'atelier par la balle d'un revolver imprudemment manié par un autre employé (8).

(1) Nancy, 21 novembre 1902, *Gaz. Pal.*, 1903-1-7.

(2) Boulogne-sur-Mer, 18 décembre 1903, *Rec. min. com. Jurisp.*, t. IV, n° 11, p. 55.

(3) Cass., 11 mai 1904. *Rubod*, opusc. cit., p. 176.

(4) Trib. Montpellier, président Charignon, avril 1906 : affaire Richin c. Société des Manutentions maritimes. Jugement inédit.

(5) Cass., 23 avril 1902. *Rubod*, opusc. cit., p. 28.

(6) Trib. Seine, 6 juin 1905.

(7) Paris, 11 janvier 1902.

(8) Paris, 14 novembre 1902.

III. — Le risque professionnel s'applique à tous les accidents quelle que soit leur cause, sauf à ceux dus à la faute intentionnelle de la victime. Il s'applique en partie seulement à ceux dus à la faute inexcusable de la victime.

Ainsi que nous l'avons vu, les accidents se divisent d'après leur cause en cinq catégories :

- 1^o Accidents dus à la faute du patron ;
- 2^o Accidents dus à un cas fortuit ;
- 3^o Accidents dus à un cas de force majeure ;
- 4^o Accidents dus à une cause inconnue ;
- 5^o Accidents dus à la faute de la victime.

1^o FAUTE DU PATRON. — Il n'est pas besoin de dire que ces accidents restent en toutes hypothèses à la charge du patron.

Il en était responsable en vertu du droit commun avant que la théorie du risque professionnel ne fût mise en pratique. A plus forte raison est-il tenu depuis lors des conséquences de sa faute personnelle, puisque la théorie du risque professionnel a été imaginée non pour restreindre, mais pour généraliser au contraire son ancienne responsabilité. Le patron répond donc toujours de sa faute personnelle. Bien plus, alors que jadis la victime devait démontrer contre lui cette faute et la relation de cause à effet entre cette faute et l'accident, aujourd'hui il n'est plus besoin d'établir cette double preuve. La responsabilité du patron est de plein droit. En outre, s'il est établi que la faute du dit patron a été très lourde, inexcusable, il en est tenu compte et l'indemnité à laquelle il est tenu envers la victime est augmentée dans une certaine proportion.

2^o CAS FORTUITS. — Les accidents dus à un cas fortuit sont ceux qui sont déterminés par le hasard. Le cas fortuit résulte d'événements imprévus et inévitables. Il a sa source dans la fatalité. Le cas fortuit porte toujours sur la chose ou sur la matière. Il est intimement lié avec l'exploitation. C'était même au point qu'avant la loi de 1898 l'accident dû au cas fortuit était notoirement désigné du nom d'accident professionnel.

Les accidents dus au cas fortuit sont donc, à n'en pas douter, compris dans le risque professionnel. Dès l'instant que l'on considère que les accidents doivent être une charge de l'industrie appelée à figurer dans les frais généraux, il est évident que les accidents professionnels sont tout indiqués à raison de leur essence pour en faire partie.

C'est là la grande innovation de la théorie nouvelle. Jadis le cas fortuit restait exclusivement à la charge de l'ouvrier, aujourd'hui il n'en est fort heureusement plus ainsi.

3^o CAS DE FORCE MAJEURE. — La force majeure est l'œuvre des forces naturelles déchaînées devant laquelle toute action humaine reste impuissante. Les accidents qu'elle entraîne sont, eux aussi, compris dans le risque professionnel.

Cependant il est une réserve à formuler. Tous les hommes, quels qu'ils soient et à quelque classe qu'ils appartiennent, sont exposés à devenir les victimes des forces naturelles et des éléments déchaînés. C'est là, comme le disait M. Léon Say au Sénat, « le grand risque professionnel de l'humanité qui fait que tout être

humain est mortel et exposé à souffrir par suite d'événements dans lesquels il n'a aucune part de responsabilité ».

Est-il besoin de dire que les accidents subis par les ouvriers à raison de ce risque humain qui leur est personnel ne sont point compris dans le risque professionnel mis à la charge du patron ? Evidemment non. Ce n'est que si ces accidents se rattachent au travail par un lien de connexité que le patron en deviendra responsable.

Ces principes ont été appliqués en jurisprudence dans certaines espèces où il s'agissait de rechercher notamment si les insulations constituaient ou non des accidents du travail.

Il est intervenu sur ces espèces des arrêts de principe de la Cour de Cassation qui ont jugé : que la loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux accidents dus à l'action des forces de la nature même quand ils sont survenus pendant le travail. Qu'il n'en serait autrement que si le juge du fait constatait que ce travail a contribué à mettre les dites forces en mouvement ou qu'il en a aggravé les effets (1).

(1) Cass. req., 8 juin 1904 : « Attendu que l'arrêt déclare qu'il n'est point établi que G.... qui travaillait avec d'autres ouvriers également exposés aux ardeurs du soleil et dont aucun n'a été atteint d'insolation, ait été appliqué à des travaux plus pénibles que ses camarades, ni que le patron ait manqué de prendre pour le protéger des précautions indiquées par l'usage ou la prudence. Que, dans les conditions, l'insolation ne peut être attribuée qu'à un défaut particulier de résistance de l'organisme de G.... Par ces motifs rejette. »

— Cass. req., 15 juin 1903 : « Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt que le toit de la voiture que conduisait G.... abritait des rayons du soleil la place où le cocher se tenait nécessairement pour diriger le cheval ; qu'il n'est pas établi que les effets de l'insolation qui a provoqué la mort

4^o CAUSES INCONNUES. — Comme les précédents, les accidents dus à ces causes sont compris dans le risque professionnel. Ces accidents sont tous inhérents au travail. Si leur cause n'a pu être précisée, c'est que le patron, le chef d'entreprise a vu sa vigilance déjouée ; la surveillance qui lui incombait a été mise en défaut. C'est donc à lui qu'est imputable le manque de précisions sur les causes de l'accident.

Il est donc très juste que les accidents de cette catégorie soient mis à sa charge et englobés dans le risque professionnel.

5^o FAUTE DE LA VICTIME.— Les principes généraux de notre Code civil voulaient que chacun soit responsable des fautes qu'il commet et que les accidents dus à la faute, imprudence ou négligence de la victime restent à sa charge. Cette solution eût été inconciliable avec la théorie du risque professionnel. Le risque professionnel, en effet, mettant de plein droit à la charge du chef d'entreprise les accidents du travail, devait inévitablement rompre avec

avaient été provoqués ou aggravés par les conditions dans lesquelles cet ouvrier accomplissait le travail commandé. »

— Cass. civ., 2 mars 1904 : L'accident qui fait l'objet de cet arrêt s'est produit alors que M.... était employé à décharger une voiture dans la cour d'une usine en plein soleil, circonstances qui ont été considérées comme aggravant les forces de la nature.

— Montpellier, 3^e ch., Andruéjol, 24 décembre 1904 :

« Attendu qu'en admettant que S... ait été frappé d'insolation le 1^{er} juillet 1902 sur les chantiers de la gare P.-L.-M. à Montpellier, il n'est nullement établi que l'insolation ait été provoquée ou aggravée par les conditions dans lesquelles le travail s'accomplissait.

Que le travail confié à S..., n'était ni anormal ni excessif ; que les experts estiment que ce travail n'était même pas fatigant ;

Que, d'autre part, le chantier largement aéré n'offrait rien de dangereux ; qu'il n'y a donc pas lieu de faire application de la loi de 1898. »

les règles de la responsabilité personnelle. A appliquer dans toute sa rigueur le principe de la théorie nouvelle, il aurait donc fallu laisser à la charge de l'entreprise les accidents dus à une faute quelconque de la victime, sans même tenir aucun compte du degré de gravité de cette faute.

La seule restriction compatible avec ce système, restriction d'ailleurs nécessaire, était l'exclusion des accidents volontairement provoqués et déterminés par la victime, c'est-à-dire dus à une faute intentionnelle.

Ce système correspondait à la conception pure du risque professionnel. Il eut ses chauds partisans. MM. Maxime Lecomte et Bernard essayèrent de démontrer au Sénat qu'il y avait intérêt à l'adopter pour éviter de diminuer la force et la portée de la théorie du risque professionnel par des restrictions favorisant l'incertitude et pour ne pas instituer un moyen détourné permettant à l'arbitraire des tribunaux d'atténuer les conséquences du principe nouveau. M. Cheysson (1) s'efforça également de faire triompher ce système en essayant d'établir qu'au fond toute faute de la victime, si lourde, si grossière qu'elle puisse être, est motivée par les besoins du travail et les conditions de son exécution, et que dès lors toute faute, même inexcusable, doit rester à bon droit à la charge du chef d'entreprise.

Malgré tout ce qui fut tenté pour le faire admettre, ce système, après avoir été adopté en 1888 par la

(1) Cheysson. Accidents du travail. Revue de la prévoyance et de la mutualité, année 1899.

Chambre des députés, échoua. A couvrir toutes les fautes des victimes d'accidents de la protection du risque professionnel, l'on s'exposait, répliquait-on aux défenseurs du premier système, à voir ces fautes se multiplier. C'eût été, disait le rapporteur de la commission du Sénat en 1895, vouloir que le laisser-aller s'introduisît dans l'exploitation. C'eût été courir le risque périlleux de voir les ouvriers se laisser aller plus facilement à l'inobservation des règlements d'ateliers ou des prescriptions verbales, à eux faites. D'autre part, l'on soutenait qu'il eût été immoral de permettre qu'un ouvrier qui, par une faute très lourde, avait causé un désastre dont il aurait été la première victime, eût pu encore exiger de son patron une indemnité.

Ces raisons décidèrent quelques parlementaires à proposer de laisser certaines fautes des victimes à leur charge exclusive.

En définitive et après de longues hésitations, l'on se décida en faveur d'une solution intermédiaire qui consistait à exclure d'une part totalement, comme d'ailleurs dans le premier système, les accidents dus à une faute intentionnelle de la victime, et d'autre part à exclure, non plus totalement mais partiellement, certains accidents dus à des fautes déterminées de la victime en réduisant les indemnités allouées dans ces cas à celle-ci.

L'on discuta longuement pour déterminer quelles fautes seraient soumises à cette exclusion partielle.

L'on s'accordait à n'exclure que les fautes grossières. Mais comment et sur quelles bases établir la démar-

cation entre ces fautes grossières exclues et les fautes protégées ?

On songea d'abord à faire revivre l'ancienne distinction faite en droit romain entre la faute légère et la faute lourde. Mais on s'aperçut bien vite que cette expression était trop vague et prêtait, faute d'une définition précise qui puisse lui être appliquée, à des interprétations très diverses et très incertaines.

MM. Félix Faure et de Mun proposèrent alors de refuser partiellement le bénéfice du risque professionnel aux accidents dus à une faute ayant motivé une condamnation pénale. Cette idée n'eut pas de succès.

Enfin le Sénat crut trouver le moyen de préciser mieux, tout en la restreignant à des limites très étroites, l'exception apportée au fonctionnement du risque professionnel en proposant l'expression « fautes inexcusables » pour désigner celles qui entraîneraient l'exclusion partielle de la loi nouvelle. Cette expression fut en définitive adoptée.

Ainsi donc, et aux termes de l'article 20 de la loi de 1898, il fut stipulé : qu'aucune indemnité ne serait attribuée à la victime qui aurait intentionnellement provoqué l'accident et que, d'autre part, le tribunal aurait droit, s'il était prouvé que l'accident était dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée par la loi.

Il importe maintenant de préciser exactement ce qu'il faut entendre par faute intentionnelle et par faute inexcusable.

A. — *Définition et caractères de la faute intentionnelle*

— Une faute intentionnelle est un acte volontaire et réfléchi conçu et exécuté dans le but de déterminer sciemment un accident.

M. le Président Magnaud en a, dans un jugement, donné une notion très nette : « La faute intentionnelle, dit-il, est celle qui a été volontairement commise pour produire un accident et se créer ainsi des droits à une indemnité ou encore, cas infiniment plus rare, celle qui, commise dans un but criminel, a déterminé un accident dont l'auteur, par suite de circonstances imprévues, s'est trouvé lui-même victime. On comprend fort bien qu'en pareil cas le législateur ait supprimé toute indemnité puisqu'il ne s'agit plus d'un accident causé par le travail, mais bien par une machination frauduleuse et criminelle (1). »

Il était évident que de tels faits criminels ou délictueux, en tous cas dolosifs, ne pouvaient décemment procurer à leurs auteurs un droit quelconque à une indemnité; au surplus, il est bien certain qu'ils ne pouvaient autoriser leurs auteurs à se prévaloir du risque professionnel qui ne protège les ouvriers que contre les risques inhérents au travail.

Parmi les fautes intentionnelles, celles qui, en fait, se rencontrent le plus fréquemment sont les suicides. Il est hors de doute que le suicide est un acte volontaire et réfléchi qui enlève à son auteur, s'il survit à sa tentative, ou à ses ayants-droit toute vocation à une indemnité. La Cour de Rouen a toutefois jugé par un arrêt intéressant à signaler qu'il devait en être autre-

(1) Château-Thierry, 17 janvier 1900. Gaz. Pal., 7 février 1900.

ment décidé au cas où le suicide n'aurait pas été un acte purement volontaire, mais aurait été surtout déterminé par des troubles cérébraux et des souffrances provenant d'un traumatisme précédemment subi par le suicidé dans son travail (1).

B. — *Définition et caractères de la faute inexcusable.*

— Ceux qui préconisaient l'adoption d'un système de risque professionnel intégral englobant même les fautes les plus lourdes et les plus grossières, au prétexte que toute restriction ouvrirait la porte à l'incertitude et à l'arbitraire, avaient singulièrement raison de redouter les dangers d'un système restrictif. Leurs craintes se sont absolument réalisées, car, ainsi qu'ils l'avaient bien compris, il était impossible de fixer un critérium sérieux auquel on pût reconnaître les fautes exclues des fautes non exclues. L'expression faute inexcusable n'était point, malgré les espérances que le Sénat avait fondées en elle, susceptible de fixer ce critérium.

Que pouvait-on, en effet, entendre exactement par une faute inexcusable. Le Sénat s'était prudemment gardé de l'indiquer. Il fallait que la doctrine et la jurisprudence y suppléent. C'est ce qui fut fait, mais avec une diversité vraiment presque aussi déconcertante que le laconisme du Sénat.

M. Valensi indique que la faute inexcusable doit s'entendre, en ce qui concerne la victime, d'une faute impardonnable, grossière, presque dolosive, enfin

(1) Cour Rouen, 5 novembre 1904. Recueil minist. commerce. Jurisprudence, t. V, n° 17, p. 68.

sans excuse. La faute inexcusable doit s'entendre d'une de ces fautes qui confinent au dol; sans doute elle ne sera pas le dol lui-même, mais elle impliquera une méconnaissance absolue du devoir professionnel, l'inobservation la plus complète des prescriptions expresses et formelles de la loi ou des données de l'expérience (1).

D'après M. Bellom la faute inexcusable est une faute plus que lourde, assimilable au dol et que ne commet point un homme soucieux de la vie de ses semblables et de la sienne (2).

D'autres définitions sont données par des décisions de jurisprudence.

La Cour de Paris (3) dit que, pour qu'il y ait faute inexcusable, il faut qu'il y ait une faute exceptionnelle plus que lourde, en quelque sorte coupable, et qui se rapproche de l'intention criminelle.

Pour le Tribunal de Reims (4), la faute, pour être inexcusable, doit être sinon plus grave que la faute lourde, au moins égale à celle-ci; En droit romain la faute lourde consistait à n'avoir pas compris et à n'avoir pas prévu ce que tout le monde aurait compris et prévu; On disait aussi que la faute lourde est celle qui est la plus voisine du dol, d'où il suit que la faute lourde ne diffère guère du dol que par l'absence d'intention coupable.

La Cour de Cassation (5) a reconnu faute inexcusable

(1) Valensi. Opusc. cité, p. 242.

(2) Bellom. Opusc. cité, p. 214.

(3) Cour Paris, 26 mars 1904.

(4) Trib. Reims, 30 décembre 1904.

(5) Cass., 2 août 1904. Rubod, opusc. cit., p. 193.

la faute commise par la victime de l'accident, qualifiée de lourde, sciemment commise sans nécessité ni utilité.

Toutes ces définitions et bien d'autres encore que l'on pourrait retrouver manquent de précision et de netteté. Leur application pratique est des plus malaisées, car en définitive elles ne précisent point pour la plupart les caractères de la faute inexcusable. Elles se bornent à la différencier de la faute intentionnelle et à la rapprocher de la faute lourde et du dol. Elles ne donnent point le critérium qui serait nécessaire pour mettre un terme indispensable aux errements et à l'arbitraire des tribunaux qui, ayant toute liberté souveraine d'appréciation, donnent libre cours à leurs tendances respectives et créent ainsi une diversité et parfois des contrariétés de jugement vraiment regrettables.

Seule la Cour de Montpellier (1), 2^e Chambre, Présidence de M. Andruéjol, a donné une formule plus concrète et plus précise, permettant de dégager les caractères essentiels de la faute inexcusable. C'est la formule suivante : « On doit considérer comme faute » inexcusable la faute que la prudence la plus élémentaire, la plus simple attention eût permis d'éviter. » Celle qui, sans être intentionnelle, dérive d'un fait » voulu et réfléchi accompli en connaissance d'un » danger certain et au mépris de ce danger. » A la faveur de cette définition, on peut essayer de déterminer les caractères que doit réunir la faute inexcusable, savoir :

(1) Cour Montpellier, 20 mars 1902 ; 19 juin 1902. Arrêts inédits extraits des minutes du greffe.

- 1^o Etre commise à l'occasion du travail ;
- 2^o Impliquer une faute ou une abstention volontaire ;
- 3^o Etre de nature à déterminer un accident ;
- 4^o Supposer chez l'auteur la connaissance des conséquences de son acte et des dangers présentés ;
- 5^o Supposer chez l'auteur la volonté de ne rien faire pour empêcher ces conséquences de se produire.

La faute inexcusable ainsi caractérisée, fait volontaire et réfléchi comme la faute intentionnelle, s'en distingue en ce que l'auteur de cette dernière poursuit comme sujet actif un but qui est de provoquer l'accident, tandis que l'auteur de la faute inexcusable se borne à subir comme sujet passif un accident qu'il ne provoque point, mais qu'il aurait dû et pu éviter, au lieu d'en préparer les causes.

La faute inexcusable, d'autre part, se distingue de la faute lourde en ce qu'elle est voulue et réfléchie alors que la faute lourde est plutôt le résultat de l'insouciance ou de l'inattention de son auteur.

Mais la détermination ainsi faite par la Cour de Montpellier des éléments de la faute inexcusable n'a qu'un intérêt et une portée purement locaux. Elle ne peut que très indirectement contribuer à mettre un terme aux incertitudes et aux errements des Tribunaux qui, à son instar, se forment chacun une conception personnelle de la faute inexcusable, et par suite font des applications notoirement différentes de leur pouvoir souverain d'appréciation. C'est là un état de choses déplorable qu'il conviendrait de faire cesser au plus vite, soit en définissant légalement la faute inexcusable, soit plutôt en acceptant la théorie du

risque professionnel intégral protégeant même les accidents dus à des fautes inexcusables, solution d'ailleurs plus conforme au principe fondamental du risque professionnel.

IV. — Le risque professionnel s'applique seulement aux accidents entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours.

Cette disposition a été insérée dans la loi pour empêcher que l'ouvrier abuse des circonstances pour prendre à tout instant et sous le prétexte d'un accident léger des repos de deux ou trois jours.

* * *

Maintenant que nous avons précisé ce qu'est le risque professionnel et quelle est son étendue, nous devons aborder la véritable tâche que nous nous sommes imposée et qui va consister à déterminer dans quelles limites la législation française sur les accidents du travail a admis l'application de la théorie du risque professionnel.

Dans un premier chapitre, nous étudierons quelles sont les entreprises assujetties au risque professionnel. Puis nous rechercherons dans un deuxième chapitre quelles sont les personnes sur lesquelles pèsent les obligations créées par le risque professionnel. Enfin, dans un troisième et dernier chapitre, nous indiquerons quelles sont les personnes qui sont appelées à bénéficier de la protection du risque professionnel.

CHAPITRE PREMIER

Professions assujetties

Etant donné le principe fondamental du risque professionnel, qui est basé sur la nature même du contrat de travail, il semblait que l'on aurait dû l'appliquer à toutes les professions, à tous les employeurs. Tout contrat de travail intervenu entre le chef d'une entreprise quelconque et un salarié aurait dû procurer à ce dernier la protection de la législation sur les accidents du travail.

L'activité ouvrière se manifestant dans trois catégories d'exploitations, industrielles, commerciales et agricoles, il aurait dû paraître juste et nécessaire d'assujettir toutes ces exploitations sans distinction à la loi que l'on se proposait de créer.

Ce fut là d'ailleurs l'esprit des premières propositions de loi qui furent soumises au Parlement. Les créateurs de la théorie du risque professionnel n'hésitaient point, en effet, à en vouloir d'emblée l'application intégrale. Le 29 mai 1880, l'honorable M. Martin Nadaud déposait un projet de loi ainsi conçu :

« ARTICLE UNIQUE. — Lorsqu'un homme louant
» son travail à un autre homme s'est blessé ou tué à son
» service, l'employeur sera de plein droit responsable,
» à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat
» d'une faute commise par la victime. »

Le 11 février 1882, Félix Faure reprenait la même proposition de loi dans des termes toutefois un peu différents : « Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable dans les limites » de la présente loi du dommage causé à tout ouvrier » ou employé tué ou blessé dans le travail. »

Ces propositions de loi logiques avec elles-mêmes, poussant les conséquences du principe nouveau jusqu'à ses limites véritables et nécessaires, marquant du premier coup le but fatal auquel tôt ou tard on devra atteindre, ces propositions qui semblaient devoir s'imposer par la netteté de leur conception furent cependant écartées par le législateur.

Peut-être par mesure de prévoyance et pour éprouver, par une sorte d'expérience préalable, la valeur du principe nouveau ; peut-être par ce sentiment d'hostilité naturelle que notre esprit malgré lui traditionaliste manifeste toujours au contact des idées neuves ; peut-être par crainte d'imposer trop brutalement au patronat des charges jusque-là imprévues par lui et pour ne pas provoquer, par une réforme trop inattendue et trop brusque, un désarroi propice à une dangereuse réaction des intérêts multiples lésés et coalisés ; peut-être pour toutes ces raisons et pour d'autres encore, le législateur préféra limiter étroitement le domaine d'application du risque professionnel.

Ce désir de limitation coûta au législateur de laborieux efforts d'élaboration.

Il décida, en principe, de réserver le bénéfice de la protection légale aux ouvriers et employés les plus exposés à des dangers fréquents. C'était d'autant plus naturel que non seulement les salariés de cette caté-

gorie étaient ceux qui devaient inspirer le plus d'intérêt, mais que, d'autre part, leurs employeurs étaient, à raison même de la fréquence des accidents auxquels leur personnel se trouvait exposé, les mieux préparés et aussi les moins récalcitrants à l'application du régime nouveau.

Le législateur, ceci posé, devait tout naturellement être amené à considérer que les salariés les plus exposés étaient ceux qu'occupaient les exploitations d'ordre industriel et à écarter de l'assujettissement au risque professionnel les entreprises commerciales et agricoles. Ce n'est point que les ouvriers de ces entreprises ne courent parfois et même souvent des dangers réels et sérieux, mais il est incontestable que les progrès du machinisme et de la science, rendant tous les jours plus complexes et plus hasardeux les procédés de fabrication, ont mis en relief les accidents et les risques dans les exploitations industrielles dans des proportions que la rapidité des informations de la presse ont rendu presque terrifiantes (1). Il était donc logique d'appliquer de préférence la loi nouvelle aux entreprises industrielles.

Mais comment indiquer de façon suffisamment précise dans un texte légal les entreprises qui seraient assujetties à l'exclusion des autres. On eut tout d'abord l'idée d'appliquer le risque professionnel aux exploitations qui seraient réputées les plus dangereuses. Cette

(1) Nous ne voulons point prétendre par là que le machinisme a augmenté dans de fortes proportions les risques d'accidents industriels, nous voulons simplement indiquer que le machinisme a rendu les accidents plus graves en eux-mêmes et plus apparents aux yeux du public.

manière de voir fut adoptée par le Sénat, dans les séances des 1^{er} avril 1889 et 20 mai 1890.

L'article 1^{er} de la loi était alors ainsi conçu : « Dans » toute industrie où le travail est reconnu dangereux, le » chef d'entreprise est responsable de tout accident sur- » venu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à » ses ouvriers ou employés. » Un règlement d'administration publique devait déterminer les industries dans lesquelles le travail serait reconnu dangereux.

Ce système présentait un double inconvénient. Non seulement il offrait des difficultés que la pratique aurait révélées insurmontables, pour parvenir à la détermination des entreprises réputées dangereuses, mais encore et surtout il avait pour effet d'exclure non seulement les entreprises commerciales et agricoles, mais encore celles des exploitations industrielles qui auraient été considérées comme les moins dangereuses.

Ce système, qui n'assujettissait au régime nouveau que les seules grandes industries réputées dangereuses, eut ses chauds partisans à la Chambre comme au Sénat. Il fut cependant jugé trop peu compréhensible en même temps que trop imprécis et on lui préféra un second système qui, dans l'esprit de ceux qui l'avaient conçu, devait avoir pour avantages non seulement de présenter plus de netteté, mais aussi de permettre d'étendre la loi à toutes les entreprises industrielles.

Ce fut le système de l'énumération qui consistait à inscrire expressément en tête de la loi nouvelle la liste des entreprises et exploitations auxquelles elles devait s'appliquer.

C'est ainsi qu'est né, en définitive, après de multiples remaniements dans l'énumération qui y est insérée,

le texte de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, qui est ainsi conçu : « Les accidents survenus — dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transports par terre et par eau, de déchargement, les magasins publics, mines, minières et carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosibles ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit... »

Les inconvénients de ce texte ne devaient point tarder à se révéler. Les difficultés d'interprétation que le législateur avait cru éviter furent nombreuses dès les premiers jours de l'application de la loi, ainsi que l'étude à laquelle nous allons nous livrer va le démontrer. Malgré leur apparence de netteté, les limites fixées par l'énumération de l'article 1^{er} à l'extension du régime nouveau n'étaient point solidement définies.

Il eût été, il faut le reconnaître, bien difficile qu'il en fût autrement. Comment concevoir, en effet, que l'on pût parvenir à resserrer dans des barrières étroites et artificielles un principe qui, par son essence et sa nature, est destiné à n'en point connaître.

L'œuvre du législateur de 1898 a donc été, comme nous allons le constater, imparfaite. Il ne pouvait en être autrement.

Le législateur l'a si bien compris que, depuis, il s'est efforcé de remédier au mal qu'il avait créé. De multiples projets de loi dus à l'initiative de parlementaires autorisés, tels que M. Mirman, sont à l'étude, qui auront pour effet, à brève échéance, souhaitons-nous,

d'étendre enfin le régime bienfaisant du risque professionnel au salariat tout entier. De grands progrès sont d'ailleurs déjà réalisés à l'heure actuelle. Par la loi du 30 juin 1899, le législateur a soumis à la protection du régime nouveau certains accidents survenus dans les exploitations agricoles. La loi toute récente du 12 avril 1906 vient d'étendre l'application de la loi du 9 avril 1898 à toutes les entreprises commerciales (1).

SECTION I

L'énumération de l'article 1^{er} est-elle limitative ou purement énonciative ?

Première difficulté.— La solution n'en fut pas des plus aisées. Les avis furent très partagés au début.

Il y eut de nombreux partisans de la théorie de la limitation littérale. Ceux-ci s'appuyaient pour défendre leur opinion sur les travaux préparatoires qui avaient repoussé, disaient-ils, certaines formules dans lesquelles les entreprises assujetties étaient désignées par des termes généraux et non limitatifs pour préférer un texte contenant une énumération. Cela seul d'après eux démontrait que l'intention du législateur était d'établir une liste limitative des industries assujetties.

(1) Cette loi, promulguée alors que notre présente étude était déjà commencée, lui a fait perdre beaucoup de son intérêt, car elle a eu pour résultat de mettre fin à la presque totalité des inconvénients qu'avait révélés l'interprétation de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et que nous nous étions proposé d'étudier dans le premier chapitre. Nous nous sommes efforcés cependant de conserver à ce chapitre un intérêt rétrospectif en essayant d'y mettre en relief, tout en l'écourtant comme il nous a paru convenir, les difficultés anciennes et l'heureuse solution qui leur a été en partie donnée par la loi nouvelle.

Ils prétendaient que le législateur avait voulu ainsi éviter les résultats arbitraires et les discussions complexes auxquelles devaient fatalement donner lieu, dans tout système purement énonciatif, la détermination des entreprises soumises à la loi et de celles non soumises.

Leur système puisait surtout sa force dans l'opinion formulée par M. Ricard, l'honorable rapporteur de la commission de 1892, qui avait élaboré l'énumération de l'article 1^{er}. Ce député avait exposé, en effet, dans son rapport que l'interprétation du texte présenté par la commission devait être restrictive (1).

Au surplus, les défenseurs de ce système ajoutaient que toutes les législations étrangères qui avaient admis avant la nôtre le risque professionnel avaient énuméré limitativement les exploitations assujetties.

Leur thèse faillit triompher. Elle fut en effet appuyée par M. le Ministre de la Justice qui, dans une circulaire en date du 10 avril 1899, disait : « L'article 1^{er} de » la loi du 9 avril 1898 fait une distinction. Il énumère » *limitativement* les établissements auxquels la loi » s'applique toujours et sans condition ; viennent » ensuite les autres exploitations. » M. Sachet, dans la première édition de son traité : *Législation sur les accidents du travail* (2), se rallia à cette opinion qui fut admise en outre par d'importantes décisions de jurisprudence (3).

(1) *Journal officiel*. Chambre. Doc. parl., année 1892, n° 1926, p. 301.

(2) Sachet. Opusc. cit., p. 65 et suivantes.

(3) Cour de Rouen, 11 avril 1900, sous Cass. 8 mai 1901. D. P., 1901-1-372 ; — Bourges, 4 juin 1901. S. 1902-2-140 ; — Rennes, 26 novembre 1901. S. 1902-2-203.

Il fallut la haute autorité de M. Loubat, procureur général près la Cour d'appel de Grenoble, pour démontrer, ainsi qu'il le fit dans la première édition de son *Traité sur le risque professionnel* (1), que cette conception était fausse et que l'énumération de l'article 1^{er} était purement énonciative.

Il le fit sans difficulté, en étudiant mieux et en faisant mieux connaître les travaux préparatoires. Il démontra ainsi que le système de l'énumération avait été préféré par le législateur parce qu'il était, comme nous l'avons indiqué plus haut, moins exclusif que tout autre. Sans doute, dans l'origine, l'énumération insérée dans le texte par la commission de 1892 et son rapporteur, M. Ricard, s'était vu imprimer un caractère limitatif, mais par la suite ce caractère se modifia. Si en 1892 M. Ricard proclamait que l'interprétation du texte devait être restrictive, trois ans plus tard, au Sénat, à la séance du 4 juillet 1895 (2), M. Poirrier proclamait le contraire dans les termes suivants : « Nous » vous le déclarons très sincèrement, le texte adopté » par la Chambre, comme nous l'avons dit dans le rapport, n'est pas un texte limitatif. . . Je vous ai déjà » dit, continuait-il, qu'à notre avis l'énumération de » notre article 1^{er} comprend l'industrie toute entière. »

De même dans la séance du 25 novembre 1895, M. Poirrier disait à nouveau : « Pouvez-vous avoir » un texte plus complet, plus vaste et plus général » que celui-là. » Au Sénat encore, le 20 mars 1896, M. Thévenet (3), rapporteur, affirmait : « Cette énu-

(1) Loubat. Opusc. cit., p. 116 et suivantes.

(2) *Journal officiel*. Sénat 1895, p. 724.

(3) *Journal officiel*. Sénat 1896, p. 281.

» mération renferme des termes très généraux, des
» termes qui embrassent à mon avis presque toutes
» les professions. » Enfin à la Chambre des Députés, le
28 octobre 1897, M. Charpentier (1) indiquait de son
côté : « L'article 1^{er} a plutôt un caractère énonciatif
» qu'un caractère limitatif, c'est à titre d'exemple que
» l'on a indiqué la plupart des cas connus où les acci-
» dents devaient se produire en se préoccupant autant
» que possible de les embrasser tous. »

Ainsi éclairée par ces affirmations catégoriques et
concluantes, l'interprétation devenait facile et la théo-
rie de M. Loubat devait s'imposer à tous. C'est ce qui
arriva. M. le Ministre du Commerce fut le premier à
s'y rallier et à la circulaire du Garde des Sceaux, en
date du 10 avril 1899, il opposa, le 24 août 1899 (2),
une circulaire dans laquelle on lit : « Il faut admettre
» que toute l'industrie petite et grande est assujettie
» à la loi » et dans laquelle il affirme en conséquence
que l'énumération de l'article 1^{er} est énonciative. Tous
les auteurs, suivant cet exemple, se rangèrent peu à peu
à l'opinion de M. Loubat, et après quelques tâtonne-
ments de peu de durée la jurisprudence finit par la
consacrer, notamment par arrêt de la Cour de Cassation
du 3 août 1903 (3) ainsi conçu : « Avec les entreprises
» qu'il désigne nommément, l'article 1^{er} de la loi du
» 9 avril 1898 assujettit à la responsabilité du risque
» professionnel, sous l'appellation d'usines et manu-
» factures tous les ateliers industriels. Le législateur
» en effet a renoncé à limiter cette responsabilité soit

(1) *Journal officiel*. Ch. députés, p. 2217.

(2) Recueil ministère commerce. Lois, règlements et circulaires, p. 108.

(3) Cass., 3 août 1903. *Gaz. Pal.*, 1903-2-501.

» à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie.
» Il a soumis l'industrie toute entière à la loi nouvelle et
» il considère tellement que toutes les victimes du
» travail industriel ont des droits égaux, qu'il a dû,
» pour les faire échapper à la règle qu'il posait, pré-
» ciser que la collaboration accidentelle d'un ou de
» plusieurs de leurs camarades n'assujettissait pas à
» la loi l'ouvrier qui travaille seul d'ordinaire (1). »

Enfin, M. Sachet lui-même, dans sa quatrième édition (2), a fini par se ranger, lui aussi, à cette opinion. C'était la fin de la controverse. Il est donc aujourd'hui admis par tout le monde que l'énumération de l'article 1^{er} n'est qu'énonciative et qu'elle englobe toute l'industrie.

Il faut reconnaître toutefois que cette solution entraînait de très grosses difficultés sur le point de déterminer quelle était la limite extrême où l'on

(1) Voir dans le même sens : Rouen, 6 février 1901. S. 1902-2-203 ; — Bourges, 17 juillet 1901. S., 1903-1-140 et 143. — Justice paix Rouen, 6 oct. 1903 : « Attendu en droit que si le législateur n'a pas compris immédiatement » dans la loi d'une façon complète tous les travailleurs sans exception, il a » voulu aller, au moins en matière industrielle, jusqu'au bout du risque » professionnel ; qu'il s'est efforcé (et cela résulte des déclarations du » rapporteur de la loi au Sénat (séance des 4 juillet, 25 novembre 1895 et » 20 mars 1896) d'employer, en édictant l'art. 1^{er}, des termes assez étendus » pour atteindre toute industrie, entreprise, exploitation qui peut présenter » pour les ouvriers des risques inhérents à leurs professions, indépendam- » ment de toute faute de ces ouvriers ou de leurs patrons. Qu'il ne saurait » faire doute que l'art. 1^{er} précité n'est point limitatif mais énonciatif et » que toute industrie doit y être comprise ; que la doctrine et la jurispru- » dence sont formelles à cet égard ; que d'une manière générale on peut » donc dire avec M. le Ministre du Commerce (circulaire du 24 août 1899) » que « la loi est applicable à tous les travaux industriels dont le but est » de réaliser un gain et auxquels convient, par suite, la qualification légale » d'entreprise. »

(2) Sachet. Législation sur les accidents du travail, 4^e édition, t. I, p. 63 et suivantes.

sortait du domaine industriel pour entrer dans le domaine commercial. Nous étudierons plus loin ces difficultés. Pour l'instant, il nous suffit de signaler qu'elles ont aujourd'hui disparu par l'effet de la nouvelle loi du 12 avril 1906 qui, en assujettissant au risque professionnel toutes les entreprises commerciales, a mis fin aux discussions sur le point de savoir comment le commerce se distinguait de l'industrie.

A côté de cet inconvénient aujourd'hui disparu, cette solution a eu l'avantage de permettre à la jurisprudence d'élargir progressivement le champ d'application de la loi et de préparer l'extension de la loi aux catégories d'entreprises que le législateur n'avait point visées. Certains tribunaux saisirent ouvertement et à dessein l'occasion qui leur était offerte d'étendre la protection légale au plus grand nombre de salariés qu'il leur fût possible. D'autres, plus timides ou plus réfractaires, ne cédèrent que difficilement à cette impulsion. C'est ainsi que la Cour de Montpellier crut devoir se classer dans cette dernière catégorie par un arrêt qu'elle rendit le 22 mars 1902, sous la présidence de M. Andruéjol (1) et dans lequel on lit : « Attendu qu'à raison de son » caractère d'exception, l'énumération de l'article 1^{er}, » si elle n'est pas strictement limitative, ne peut être » étendue qu'à des cas absolument similaires à ceux » prévus par la loi. »

Il nous faut maintenant étudier successivement les divers termes de l'énumération de l'article 1^{er} et préciser leur portée.

(1) Cour Montpellier, 22 mars 1902. Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

SECTION II

Industrie du bâtiment

Si l'on recherche les différents métiers qui peuvent être englobés sous le terme générique d'industrie du bâtiment, on est amené à reconnaître qu'ils sont extrêmement nombreux et de nature très diverse ; qu'ils sont loin d'avoir tous la même importance, enfin que les risques et dangers qu'ils présentent sont très variables.

Cette industrie comprend en effet toutes les entreprises qui concourent à la construction, à la réparation et à l'entretien des édifices. Elle comprend, en outre, toutes les professions qui s'occupent de la fabrication ou de la réparation des objets destinés à être incorporés aux bâtiments. Ces entreprises et professions sont si nombreuses qu'il serait aussi fastidieux que difficile d'en dresser la liste. Dans la plupart, surtout dans celles de la dernière catégorie, les risques sont peu fréquents.

C'est ce qui avait poussé, au cours des travaux préparatoires, M. Béranger à demander au Sénat, aidé et soutenu par M. Thévenet, le rapporteur, de limiter aux seules industries du bâtiment dangereuses l'application de la loi. Et pour distinguer les industries dangereuses, il proposait de n'assujettir que celles qui emploieraient des machines. « Nous avons supprimé » l'industrie du bâtiment lorsqu'elle n'emploie pas des » machines, disait M. Thévenet (1). Il nous a semblé, » en effet, que cette industrie comprenant une foule de

(1) *Journal officiel*. Sénat 1895, p. 609.

» petits patrons ne pouvait être soumise à la loi du
» risque professionnel que si son organisation, au lieu
» d'être rudimentaire, comprenait vraiment un matériel
» industriel et un chantier. »

Cette proposition ne fut pas admise. Cela démontre à l'évidence que toutes les branches de l'industrie du bâtiment sont, sans distinction, assujetties à la loi. Toutes les entreprises qui coopèrent aux travaux ou à l'aménagement des bâtiments sont donc comprises dans les industries visées par la loi.

Il est à remarquer que la nature du bâtiment importe peu. Que les travaux soient exécutés en maçonnerie, en briques, en planches ou autrement ; qu'ils soient extérieurs ou intérieurs ; qu'ils soient exécutés sur la surface du sol ou en dessous, toutes les entreprises qui s'y trouvent occupées sont assujetties. Ainsi il a été jugé que le curage des égouts (1), les travaux des puisatiers, devaient être considérés comme des travaux de l'industrie du bâtiment. Il a été jugé de même pour les travaux de vidange (2). Ils se rattachent, en effet, au bâtiment parce qu'ils le rendent plus agréable et plus habitable. Il a été également décidé *implicitement* ainsi pour les travaux de ramonage par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation qui a décidé que les ramoneurs étaient des *industriels* soumis à la loi de 1892 (3).

En somme, il suffit, pour qu'elles soient englobées dans l'expression industrie du bâtiment, que les profes-

(1) Seine, 31 décembre 1900. *France Judiciaire*, 1901-2-151.

(2) Cour Rouen, 18 février 1900. *Revue Judiciaire accidents travail* 1900, p. 341.

(3) Cass. crim., 10 février 1900. Bull. 1900, p. 101.

sions se rattachent par un lien étroit à un bâtiment quelconque et aux travaux ou fournitures qu'il nécessite ou qui s'y incorporent.

Il faut cependant, à notre avis, que ce lien soit habituel et non purement intermittent ou accidentel. Ainsi, il nous paraît qu'un menuisier ou un peintre qui ne travaillent point d'ordinaire pour le bâtiment ne devront pas être considérés comme assujettis. Ils ne le deviendront que temporairement pendant la période durant laquelle ils travailleront pour un bâtiment.

On s'était demandé si l'on devait comprendre dans l'industrie du bâtiment les entreprises d'ameublement. Les uns soutenaient que non, parce que les meubles ne s'incorporent pas au bâtiment, les autres soutenaient au contraire que oui, parce que, disaient-ils, les meubles sont destinés à compléter le bâtiment dont ils sont l'accessoire indispensable. Il était difficile de se prononcer. Nous étions portés (peut-être uniquement parce que nous souhaitions l'extension de la loi au plus grand nombre de cas possibles) à nous rallier à l'avis de l'affirmative qui avait d'ailleurs été adopté en jurisprudence par un arrêt de la Cour de Limoges (1).

Aujourd'hui, cette controverse n'a plus d'intérêt depuis la loi du 12 avril 1906. Les entreprises d'ameublement sont évidemment commerciales et dès lors assujetties à la loi nouvelle. Il en est de même d'ailleurs des entreprises que nous avons signalées ci-dessus comme n'ayant qu'un lien intermittent et non habituel avec le bâtiment.

(1) Cour, Limoges. 29 mars 1901. Rec. acc. trav., année 1901, p. 288.

SECTION III

Usines et Manufactures

L'un des premiers commentateurs de la loi du 9 avril 1898, Me Valensi, avocat du barreau de Marseille, écrivait en 1899 : « Aucune explication n'est utile en » ce qui concerne les usines et manufactures; en ce » qui concerne les chantiers, pas de difficulté non » plus (1) ».

L'expérience a démontré combien Me Valensi s'était mépris. Dans l'énumération de l'article 1^{er}, les mots usines, manufactures, chantiers, ont été certainement ceux qui ont soulevé les difficultés d'interprétation les plus délicates lorsque l'on a voulu déterminer les établissements qu'ils visaient.

Ici encore, à la vérité, il ne reste rien à l'heure actuelle de ces difficultés. Non seulement elles ont été solutionnées, mais les solutions intervenues ont perdu, comme nous le verrons, tout leur intérêt depuis que la loi nouvelle du 12 avril 1906 a étendu aux entreprises commerciales la loi du 9 avril 1898. Il est cependant intéressant d'examiner et de faire revivre les anciennes controverses.

Dans cette section, nous ne nous occuperons que des difficultés soulevées par les mots usines et manufactures, réservant pour la section suivante l'exposé de celles nées du mot chantier.

Les mots usines et manufactures n'avaient été l'objet d'aucune définition légale dans le texte de 1898.

(1) Valensi, Commentaire de la loi sur les accidents du travail, p. 66.

Quelle avait donc été la pensée du législateur en les employant ainsi ? Avait-il entendu leur conserver la portée restreinte que chacun de ces mots acquiert lorsqu'on le définit étroitement ? N'avait-il pas, au contraire, entendu les employer comme termes absolument génériques se complétant l'un par l'autre pour désigner dans un sens très compréhensible toutes les entreprises industrielles, de quelque nature et de quelque importance quelles soient ?

L'intérêt de la solution de ces questions était très grand jadis et il apparut en pratique lorsqu'on dut envisager la situation faite par la loi aux petits ateliers.

D'ordinaire, lorsque le législateur avait voulu formuler des dispositions légales s'étendant à toutes les entreprises industrielles, il avait eu soin, pour désigner toutes ces entreprises, de mentionner les ateliers en même temps que les usines et les manufactures. Ainsi, dans la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Ainsi également dans la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, il est à remarquer au contraire que les ateliers n'avaient pas été mentionnés. Que devait-on en conclure ?

Il semblait à première vue qu'il fallait en conclure que le législateur avait entendu ne pas soumettre les ateliers à l'application de la loi. Ceux qui soutenaient que l'énumération de l'article 1^{er} était strictement limitative ne manquèrent point de le prétendre. Pour

eux, l'omission du mot atelier avait été volontaire et marquait qu'à l'encontre des lois précitées des 2 novembre 1892 et 13 juin 1893, la loi du 9 avril 1898 n'était pas applicable à tous les établissements industriels. Ils étaient ainsi amenés à donner aux mots usines et manufactures un sens restreint et limité, exclusif des ateliers.

Cela leur était d'ailleurs facile, car ils n'avaient pour ce faire qu'à invoquer les termes de la circulaire ministérielle du 30 mars 1831 sur l'application de la loi du 4 germinal an XI qui exempte de l'impôt des portes et fenêtres les ouvertures éclairant ou aérant les manufactures.

Cette circulaire précisait en effet « que la dénomination de manufacture ne pouvait convenir qu'aux établissements industriels désignés à l'art. 64 de la loi du 25 mars 1817, c'est-à-dire comprenant plusieurs ateliers et réunissant un grand nombre d'ouvriers travaillant pour le compte du manufacturier ou du fabricant ».

Les ateliers des artisans tels que menuisiers, charpentiers, charrons, etc..., c'est-à-dire d'une façon générale tous les établissements dans lesquels un patron travaille d'ordinaire seul ou aidé d'un petit nombre d'ouvriers sans aucun outillage mécanique étant ainsi exclus des mots usines et manufactures, les partisans de ce système s'efforçaient alors de les définir limitativement. Toutefois ce n'était point chose très facile.

D'après M. le Garde des Sceaux (circulaire précitée du 10 juin 1899) : « Les manufactures étaient les établissements dans lesquels la main-d'œuvre do-

» mine et dans lesquels s'opère la fabrication d'objets
» déterminés; les usines étaient, au contraire, les éta-
» blissements qui servent à la préparation des matières
» premières en vue de leur application à des usages
» industriels. »

D'après un autre principe de classification, les usines étaient les établissements dont les produits sont obtenus par des machines plus que par le travail des ouvriers. Les manufactures, au contraire, supposaient la fabrication de certains ouvrages à la main.

Une autre définition, celle de M. Cabouat, appliquait le nom d'usine aux établissements où s'effectue au premier degré l'élaboration des matières premières isolées du sol par le travail antérieur des industries extractives; le nom de manufacture était alors réservé aux établissements transformant et ajoutant une nouvelle utilité aux produits bruts transmis par les usines ou l'agriculture.

Ces définitions péniblement élaborées correspondaient chacune à une limitation différente du domaine d'application de la loi et avaient le même résultat de ne comprendre dans leurs termes et de n'assujettir à la loi que la grande industrie seulement.

Or, nous avons vu tout à l'heure et nous avons conclu de l'examen des travaux préparatoires de la loi de 1898 que l'énumération de l'article 1^{er} de cette loi n'était d'une part qu'énonciatif, qu'il ne comportait aucun terme limitatif, et que d'autre part l'intention fermement manifestée du législateur avait été d'englober l'industrie toute entière dans cette énumération de l'article 1^{er}.

Le système qui vient d'être exposé ne pouvait donc être sérieusement soutenu.

L'absence du mot atelier dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi ne pouvait donc signifier que le législateur avait voulu ne point soumettre ceux-ci à l'application de la loi. Cela ne pouvait conduire à donner aux mots usines et manufactures un sens restreint et limité.

Bien au contraire, l'omission du mot ateliers indiquait nettement que le législateur avait entendu employer les mots usines et manufactures comme des termes absolument génériques permettant, par leur imprécision même, l'extension facile de la loi à tous les établissements industriels sans distinction. Il faut donc reconnaître avec M. Cabouat que, sous ces deux termes génériques, la pensée évidente du législateur avait été de grouper l'ensemble des travaux industriels ayant pour objet la transformation des matières premières livrées par les industries extractives en vue soit d'un usage industriel, soit d'une consommation (1).

Aucune distinction dès lors à faire ni selon l'importance des établissements industriels, ni selon les procédés ou moyens qu'exigeaient leur exploitation, ni selon le but de cette exploitation. Tous les établissements industriels, sans exception, y compris les ateliers, devaient donc être considérés comme visés par les mots usines et manufactures.

Cette opinion était aujourd'hui admise en général. Dès le 24 août 1899, le Ministre du Commerce, qui jusque-là cependant avait semblé la repousser, s'y était rallié dans une circulaire ainsi conçue (2) : « Il » semble bien que toute l'industrie sans distinction

(1) Cabouat. Opusc. cit., p. 258.

(2) Recueil min. commerce, n° 1. Lois, règlements et circulaires, p. 108.

» soit assujettie. En vain arguerait-on de l'absence du
» mot atelier employé dans d'autres lois pour sous-
» traire aujourd'hui la petite industrie, l'atelier de
» menuisier ou de modiste, au régime du risque profes-
» sionnel. S'il est constant que dans plusieurs des
» premiers projets votés apparaissait l'intention de
» restreindre d'abord à la grande industrie un essai de
» la législation nouvelle, les derniers débats montrent
» avec la même évidence que le législateur a entendu,
» dans ses votes définitifs, aller, du moins en matière
» industrielle, jusqu'au bout de la théorie du risque
» professionnel. . . . Il faut donc admettre que toute
» l'industrie petite et grande est assujettie à la loi. »

De son côté, M. le Garde des Sceaux, dans une circulaire du 22 août 1901, s'était rangé à cet avis et faisait rentrer les ateliers dans la rubrique compréhensive, usines et manufactures (1).

C'était également l'opinion admise par M. Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale au Ministère du Commerce, dans son rapport de juin 1900 au Congrès international de Paris (2).

Enfin, la Cour de Cassation, dans un arrêt du 15 décembre 1903, avait définitivement consacré cette opinion en statuant dans les termes suivants: « Attendu qu'en même temps que les entreprises qu'il désigne
» nommément, l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898
» assujettit à la responsabilité du risque professionnel,
» sous l'appellation d'usines et manufactures, tous les
» ateliers professionnels (3) ».

(1) Recueil min. commerce, n° 1. Lois, règlements et circulaires, p. 170.

(2) *Ibid.*, p. 299 et suivantes.

(3) Rubod. Accidents du travail. Jurisp. de la Cour de cassation, p. 141.

Ainsi était solutionnée une première et sérieuse difficulté qu'avait soulevée l'interprétation des mots usines et manufactures. Il était entendu que ces termes se complétaient l'un par l'autre pour désigner dans un sens très large et très compréhensif toutes les entreprises industrielles. C'était parfait. Mais le malheur voulait que la solution de cette difficulté en fassse immédiatement surgir une nouvelle. Quelles étaient les entreprises que l'on pourrait qualifier d'industrielles ? Comment les distinguer des autres entreprises et notamment des entreprises commerciales ?

En ce qui concerne les fabriques, les usines et les manufactures au sens restreint de ces mots et selon les définitions restrictives qui en ont été données ci-dessus, aucune discussion n'était possible. Ce sont des établissements nettement et par essence industriels.

Pour les ateliers, la chose était plus délicate. Le travail que l'on y effectue est parfois difficile à considérer comme un travail industriel et revêt plutôt un caractère purement commercial.

Quel était le critérium auquel on reconnaîtrait qu'un atelier était industriel ou commercial ?

Deux systèmes avaient été proposés entre lesquels s'étaient divisées les opinions de diverses autorités qui avaient eu à se poser et à solutionner cette question.

Par une circonstance peut-être unique dans notre Droit, trois autorités distinctes ont pouvoir d'interpréter la loi du 9 avril 1898. Tout naturellement l'autorité judiciaire y est appelée. L'autorité administrative a également même vocation. Ce sont, en effet, les Conseils de préfecture et le Conseil d'Etat qui sont

appelés à statuer sur la question de savoir quels sont les chefs d'entreprises qui sont astreints au paiement de la taxe de garantie mise par la loi à la charge des patrons assujettis au risque professionnel. Enfin un Comité consultatif des assurances contre les accidents est institué au Ministère du Commerce pour surveiller l'application de la loi et est appelé ainsi à donner des avis sur les questions d'assujettissement.

Ces diverses autorités avaient eu à se prononcer sur la difficulté qui nous occupe actuellement. Il est curieux de constater, comme nous le ferons plus loin à l'occasion d'autres difficultés, combien leurs opinions furent divergentes.

Le Comité consultatif des accidents fut le premier qui eut à se prononcer, et d'emblée il créa un système dans lequel il a toujours persisté. Il posa comme critérium que toute profession qui comporte des transformations de matières était une profession industrielle. Il assujettit dès lors à la loi « toute profession dont » l'exploitation n'est pas exclusivement limitée au » débit ou à l'échange de produits reçus tout préparés pour la vente (Avis du 24 janvier 1900) (1). Il ne tient d'ailleurs aucun compte de l'importance de la transformation subie par la matière première, ni des moyens employés pour cette transformation. Ainsi les fabricants de dentelles à la main (2), les modistes et couturières (3) sont considérés par lui comme industriels au même titre que les grands établissements métallurgiques.

(1) Recueil ministère commerce, n° 1. Lois, circulaires et règlements, p. 267. Avis XIX et XX.

(2) *Ibid.* Avis XXXII.

(3) *Ibid.* Avis XXXI.

Tout différent était le critérium auquel s'était rapporté le Conseil d'Etat. Ce dernier distinguait non plus d'après le résultat, mais d'après l'importance de l'exploitation, les dangers et risques auxquels elle exposait, la complexité de l'outillage et le nombre des ouvriers.

Cette distinction était donc une question de fait laissée à l'appréciation du juge. Le système du Conseil d'Etat était exprimé par un arrêt du 4 mai 1904 ainsi motivé : « Considérant que les établissements industriels ou commerciaux ne doivent pas être appréciés, » pour l'application de la loi de 1898 d'après la nature » économique et les résultats de leur exploitation, » mais d'après la nature du travail auquel il y est pro- » cédé, les risques que ce travail fait courir aux » ouvriers qui y sont employés et les conditions générales dans lesquelles il est exécuté (1). »

Entre les deux systèmes, l'autorité judiciaire avait hésité longuement. Elle sembla, dans les débuts, se rallier au système du Conseil d'Etat. C'était au moment où elle considérait l'énumération de l'article 1^{er} de la loi comme limitative. Le système du Conseil d'Etat avait, en effet, l'avantage de lui permettre de distinguer les manufactures des autres établissements industriels (2).

Aujourd'hui elle s'était franchement ralliée au système du Comité consultatif des Assurances depuis un

(1) Recueil ministère commerce, n° 17. Jurisp., t. V, mars 1905, p. 140.

(2) Cour Paris, 17 juillet 1903 : « Attendu que l'établissement de B.... » dans lequel le travail s'exécute, comporte plusieurs ateliers et l'emploi » de douze à quinze ouvriers ; qu'il constitue une manufacture au sens » de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898... » (il s'agissait d'un argenteur sur glaces).

arrêt de la Cour de Cassation du 3 août 1903 ainsi conçu (1) :

« Attendu qu'avec les entreprises qu'il désigne nom-
» mément l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 assujettit
» à la responsabilité du risque professionnel, sous
» l'appellation d'usines, manufactures et chantiers,
» tous les ateliers industriels ; que le législateur, en
» effet, a renoncé à limiter cette responsabilité, soit
» à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie
» qu'il a soumis l'industrie toute entière à la loi nou-
» velle et qu'il considère tellement que toutes les
» victimes du travail industriel ont des droits égaux,
» qu'il a dû, pour la faire échapper à l'application de
» la règle qu'il posait, préciser que la collaboration
» accidentelle d'un ou de plusieurs camarades n'assu-
» jettirait pas à la loi l'ouvrier qui d'ordinaire tra-
» vaille seul ;

» Attendu que l'industrie transforme l'objet auquel
» elle s'applique, à la différence du commerce où ne se
» font que des échanges ; que dans chaque affaire
» le juge du fait doit constater les conditions dans
» lesquelles s'effectue le travail qui a été la cause ou
» l'occasion de l'accident pour permettre à la Cour de
» Cassation d'exercer son contrôle. »

Dans un autre arrêt plus récent du 31 janvier 1905, la Cour de Cassation avait encore affirmé qu'elle persistait dans cette manière de voir en faisant une application d'espèce de sa théorie : « Attendu que l'arrêt
» attaqué constate que T*** transforme dans son
» établissement des vieux pavés en poudre de grès ;
» qu'il est donc assujetti à la loi de 1898 (2). »

(1) Rubod. Opusc. cit., p. 112.

(2) Rubod. Opusc. cit., p. 209.

Il n'est pas douteux que le système qui avait triomphé était le meilleur. Il avait pour certains, au début, le défaut de trop faciliter l'extension de la loi à une foule de petites professions industrielles dans lesquelles les risques et dangers courus étaient extrêmement minimes. Il n'en restait pas moins que c'était là véritablement que se trouvait la vérité. Ce système répondait en effet pleinement au vœu du législateur de 1898, comme d'ailleurs aux aspirations sans cesse croissantes de l'opinion vers la généralisation rapide de la législation sur les accidents du travail.

Nous avons ainsi signalé les difficultés les plus sérieuses qui s'étaient produites à l'occasion de l'interprétation des mots usines et manufactures.

La loi nouvelle du 12 avril 1906 qui assujettit au risque professionnel les entreprises commerciales a fort heureusement mis fin à toutes ces difficultés ainsi qu'à celles qui étaient posées en pratique, lorsqu'à une usine ou manufacture ou à un atelier était annexée une entreprise commerciale accessoire destinée à écouler les produits de l'industrie ?

Dans ce cas, on distinguait entre diverses hypothèses : 1^o *La partie industrielle était séparée de la partie commerciale de l'entreprise.* — En ce cas, seule la partie industrielle était soumise au risque professionnel, l'annexe commerciale y échappait. Nous avons eu personnellement à défendre un ouvrier attaché à une maison de vente de la C^{ie} Singer, fabricant de machines à coudre qui s'est vu refuser une indemnité par le Tribunal de Montpellier, motif pris de ce que la maison de vente était une entreprise purement commerciale

distincte de l'usine industrielle et dès lors non assujettie à la loi de 1898 ;

2^o *La partie industrielle et la partie commerciale de l'entreprise se trouvaient réunies dans les mêmes locaux, mais il y avait des employés spéciaux pour chaque branche.* — Dans ce cas, seuls les employés de la branche industrielle étaient considérés comme protégés. Nous estimons cependant que si un employé de la branche commerciale avait été victime d'un accident causé par un risque inhérent à la branche industrielle, il eût été en droit d'obtenir une indemnité ;

3^o *Les deux branches industrielles et commerciales étaient réunies et les mêmes employés étaient indistinctement occupés dans l'une comme dans l'autre.* — Tous les employés étaient alors protégés, mais seulement contre les accidents dus à un risque inhérent à la branche industrielle.

Aujourd'hui tout cela n'a plus qu'un intérêt rétrospectif.

Reste enfin à signaler en terminant que les usines, manufactures ou ateliers de l'Etat sont assujettis à la loi au même titre que les entreprises industrielles de même nature appartenant à des particuliers. Une seule exception est formulée cependant par l'article 32 de la loi. Elle concerne les ouvriers, apprentis et journaliers des ateliers de la marine et les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la Guerre.

SECTION IV

Chantiers

L'interprétation des mots usines et manufactures avait prêté, comme on vient de le voir, avant la loi du 12 avril 1906, à des difficultés déjà bien sérieuses.

Combien plus complexes encore et plus délicates avaient été celles auxquelles l'on avait eu à se heurter lorsque l'on voulut déterminer le sens exact du mot chantiers et rechercher quelles étaient les entreprises qu'il visait.

Ces difficultés venaient de la même cause. Aucune définition n'avait été donnée du mot chantiers, pas plus que des mots usines et manufactures par le texte de loi.

Devait-on attribuer au mot chantier un sens et une portée restreints et limités? Devait-on, au contraire, reconnaître que c'était un terme absolument générique susceptible de multiples adaptations? A cela se résolvait encore le problème à résoudre.

Comme pour les usines et manufactures, toutes les autorités compétentes pour interpréter la loi du 9 avril 1898 avaient été appelées à se prononcer. Mais ici les divergences avaient été plus accentuées encore et plus nettement inconciliables.

Le mot chantier était en effet susceptible d'une compréhension extrêmement variable.

La lutte entre ceux qui cherchèrent à profiter de cette circonstance pour élargir le domaine d'application de la loi et ceux qui, au contraire, essayèrent de le

maintenir dans des limites restreintes avait été des plus acharnées.

Pour les premiers, le mot chantier pouvait, au gré des volontés, se prêter à une interprétation des plus extensives.

D'après eux, il n'était pas et ne pouvait être employé avec le sens qu'on s'accorde à lui attribuer d'ordinaire. Il aurait désigné, en effet, dans ce cas l'emplacement où des ouvriers sont occupés en plus ou moins grand nombre à travailler le bois, la pierre, la terre et les différents matériaux destinés à l'édification du bâtiment, la construction de routes, chemins, chaussées, travaux d'art, etc. . . . Il aurait alors évidemment fait double emploi dans l'énumération de l'article 1^{er}, car de tels chantiers rentraient incontestablement déjà soit dans la catégorie des industries du bâtiment, soit dans la catégorie des usines et manufactures.

Il était impossible d'admettre qu'il puisse en être ainsi. On en était donc amené à conclure que le mot chantier devait être pris dans un sens général.

C'est ainsi que M. Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale au Ministère du Commerce, avait déclaré qu'il s'appliquait « aux agglomérations » de matériaux ou d'approvisionnement qui, par leur » importance, leur disposition, leurs manutentions, » présentent des conditions d'exploitation et des risques » analogues à celles des chantiers des bâtiments (1) ». C'était englober dans la loi tous les lieux de travail

(1) Paulet. Rapport au Congrès international des accidents du travail, Paris, 1900. Recueil ministère commerce, n° 1. Lois, circulaires et règlements, p. 299.

un peu vastes et offrant des dangers, sans plus se préoccuper de la nature du travail qui y était effectué.

Plus de distinction, dans ce système, entre les chantiers industriels et les chantiers commerciaux. La loi de 1898 ne s'appliquait plus seulement à l'industrie, mais à tout établissement important et présentant des risques et des dangers.

Ce système avait eu pour conséquence, on le voit, d'élargir dans des proportions considérables le champ d'application de la loi de 1898.

Il avait été définitivement consacré par l'adhésion du Conseil d'Etat qui en avait fait la base de sa jurisprudence pour déterminer quels étaient les établissements que l'on pouvait considérer comme chantiers, de même qu'il l'avait pris pour critérium pour décider dans quelle mesure les ateliers étaient assujettis à la loi ainsi que nous l'avons vu ci-dessus.

De nombreuses entreprises purement commerciales avaient été ainsi, par l'application de ce système, déclarées par le Conseil d'Etat assujetties à la loi de 1898. Ainsi les entreprises de marchands de vins en gros, par un arrêt du 29 juillet 1903 (1) ainsi conçu : « Considérant que C*** est imposé à la contribution des patentes en qualité de marchand de vins en gros ; que son établissement où il est procédé à la manutention des tonneaux et à leur mise en place constitue un chantier au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1898 ». Ainsi les entreprises de marchands de fer vieux en gros, par un arrêt plus caractéristique que le précédent, en date du

(1) Recueil ministère commerce. Jurisprudence, tome IV, numéro 11, page 296.

27 juillet 1904 (1) : « Considérant que le sieur S***, imposé à la contribution des patentes en qualité de marchand de fers vieux en gros, occupe pour l'exercice de sa profession des locaux d'une superficie totale de 1360 mètres carrés, comprenant une grande cour et deux hangars où des ouvriers se livrent au triage et au dépeçement des vieux fers ; qu'à raison de ces conditions d'exploitation l'établissement doit être considéré comme un chantier au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1898. »

La jurisprudence des tribunaux ordinaires avait elle-même semblé un instant se prononcer en faveur de ce système. Deux arrêts de la Cour de Montpellier 2^{me} chambre, rendus le 28 février 1902 et le 24 juillet 1902, sous la présidence de M. Andruéjol (2), l'adoptait implicitement dans les considérants suivants : « At-
» tendu que si exceptionnellement le chai d'un négo-
» ciant en vins peut, à raison de son importance, des
» manipulations que les vins y subissent, de l'installa-
» tion d'appareils spéciaux pour les mélanges ou les
» transformations, du nombre d'ouvriers qu'il comporte
» être assimilé à un chantier dans le sens donné à ce
» mot par l'article 1^{er} de la loi de 1898, tel n'est pas le
» cas dans l'espèce. »

D'autre part, ce système avait été remarquablement résumé et défendu par l'arrêt suivant de la Cour de Paris en date du 4 mars 1904 (3) intervenu sur le

(1) Recueil ministère commerce, t. V. Jurisprudence, mars 1905, p. 145.

(2) Cour Montpellier, 28 février 1902 et 24 juillet 1902. Arrêts inédits. Extraits des minutes du greffe.

(3) Recueil ministère commerce. Jurisprudence, t. IV, n° 11, p. 103.

point de savoir si un théâtre constituait ou non un chantier assujetti à la loi de 1898 (1).

(1) Cour Paris, 4 mars 1904. — 1^{er} Sur la fin de non recevoir : « Considérant que ni la loi du 9 avril 1898, ni les travaux préparatoires n'ont précisé le sens légal du mot chantier ; que s'il désigne certainement l'endroit où des ouvriers travaillent ensemble, soit à des terrassements, soit à la préparation des matériaux, rien dans la loi n'oblige à limiter à ces deux sortes de travaux le sens du mot chantier ; qu'il y a bien d'autres chantiers où les ouvriers travaillent dans les mêmes conditions ou dans des conditions pires et dignes aussi de la sollicitude du législateur ; considérant que la loi du 9 avril 1898 est une « œuvre d'humanité » ; que « son but est la protection de l'ouvrier », « son idée inspiratrice le risque professionnel » (Travaux préparatoires, passim) ; que le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, en 1893, disait : « Nous nous sommes efforcés d'élaborer un texte assez compréhensif pour atteindre, en même temps que les usines, toutes les industries, entreprises et exploitations présentant, pour ceux qui y sont employés, des dangers manifestes et en quelque sorte inévitables » ; que le rapporteur au Sénat, en 1895, s'exprimait ainsi : « L'énumération de l'article premier renferme des termes très généraux, termes qui embrassent, à notre avis, presque toutes les professions ; nous n'avons excepté formellement que l'agriculture » ;

» Considérant qu'en recherchant à la lumière de ces documents et de la discussion de la loi la pensée du législateur, — sans invoquer même l'opinion de ceux qui ne considèrent l'article 1^{er} que comme énonciatif, — on voit que le mot chantier n'a pas été ajouté à l'énumération de l'industrie du bâtiment, des usines et des manufactures dans une acception restreinte (auquel cas il ferait double emploi), mais, au contraire, dans le but d'étendre la protection de la loi aux ouvriers non compris dans les cas énumérés, mais qui, travaillant aussi en commun, sont exposés, à raison de la nature de leur travail, aux mêmes risques professionnels ; qu'il appartient, dès lors, aux tribunaux de rechercher quels sont les locaux qui doivent, au regard des ouvriers qui y travaillent, être considérés comme des chantiers dans le sens de la loi de 1898 ; — et considérant, en fait, qu'il résulte des documents versés aux débats que le théâtre municipal de Reims est un établissement important où sont représentées des pièces de tout genre : opéra, opérette, drame et comédie ; — qu'en dehors du personnel théâtral proprement dit, le service de la machinerie exige et emploie de nombreux ouvriers payés directement par la ville, et divisés en trois équipes ; que les ouvriers ainsi embrigadés sont placés sous les ordres d'un chef de personnel ;

» Considérant que le service de la machinerie comporte des manipulations journalières de décors de grande dimension et d'un poids considérable ; qu'il faut les transporter du magasin au théâtre et inversement du théâtre

Enfin le Comité consultatif des assurances contre les accidents l'avait trouvé à tel point séduisant que, poussé par son désir toujours manifesté d'élargir le plus possible le cadre de l'article 1^{er} de la loi de 1898, il n'avait pas hésité à s'y rallier.

Ainsi il n'avait pas hésité à considérer comme des chantiers assujettis à la loi de 1898 les entrepôts de bois, les magasins de marchands de charbons, de fers ou de vins en gros (1). (Avis des 4 avril et 19 décembre 1900.)

Ce qu'il y avait de curieux et ce qui d'ailleurs contribua à révéler les vices de ce système, c'est qu'en

au magasin, les disposer sur la scène et les en retirer au moyen de manœuvres multiples et compliquées, exécutées rapidement malgré le danger toujours imminent, manifeste et en quelque sorte inévitable selon l'expression du rapport précité ; — Considérant qu'il appert de cet exposé de faits que le théâtre municipal de Reims est un chantier dans le sens de la loi de 1897. »

— Montpellier, 2^e Ch., Andruéjol, 20 mars 1902. Arrêt inédit).

« Attendu que si les directeurs de théâtres sont en principe simples commerçants non assujettis à la loi de 1898, il en est autrement lorsque l'entreprise théâtrale doit, à raison de son organisation spéciale, de son outillage, de l'importance de la mise en scène, des dangers que présente la manipulation des décors ou accessoires, être assimilée à une entreprise industrielle dans laquelle ouvriers et machinistes en brigades, soumis à la surveillance de chefs et de sous-chefs, travaillent comme en un véritable chantier.

» Attendu que tel est le cas du directeur du théâtre municipal de Montpellier dont l'entreprise exige un nombreux personnel occupé à des manœuvres multiples et périlleuses, notamment cinq brigades de machinistes comprenant chacune un brigadier et cinq ouvriers, sous la direction d'un chef machiniste ;

» Que la manipulation de décors de grandes dimensions sur une scène des plus vastes présente des dangers incessants alors qu'il est nécessaire de les apporter du dehors, de les hisser à la hauteur d'un second étage, de les descendre, puis de leur faire subir une manœuvre inverse pour les réintégrer, dans un magasin situé hors du théâtre. »

(1) *Journal officiel*, 1900 Partie non officielle, p. 72-2608 et 7236.

décidant ainsi, le Comité consultatif rompait ouvertement avec le système que nous lui avons vu tout à l'heure dégager lorsqu'il s'agissait de déterminer la portée des mots usines et manufactures. A ce moment, il avait formellement déclaré que l'on ne pouvait considérer comme pouvant être assujetties à la loi de 1898 que les entreprises industrielles, c'est-à-dire seulement celles où l'on procédait à une transformation de la matière première. Il avait ainsi posé la définition de l'industrie pour englober dans les mots usines et manufactures, les ateliers et immédiatement après il l'avait abandonnée pour interpréter le mot chantier.

L'adoption du système que nous venons d'exposer avait donc eu pour résultat de contraindre le Comité consultatif à se déjuger. D'autre part et au regard du Conseil d'Etat, elle avait eu cette conséquence vraiment inadmissible de l'amener à déclarer assujetties des entreprises commerciales alors que le même système, ainsi que nous l'avons constaté plus haut, lui faisait exclure du domaine d'application de la loi certains ateliers industriels.

Cela avait suffi à ruiner ce système. Certes le but-poursuivi par le Conseil d'Etat et le Comité consultatif, ainsi que ceux qui les avaient suivis avait été des plus séduisants. Il eût été vraiment à désirer qu'il fût possible de parvenir à l'extension qu'ils avaient souhaitée de la loi de 1898.

C'était malheureusement chose impossible. Leur système était en contradiction absolue avec l'esprit de la loi tel que les travaux préparatoires l'avait révélé. Nous savons en effet que les entreprises industrielles seules avaient été visées par le législateur.

La Cour de Cassation, consultée à son tour, était revenue à une appréciation plus rigide et exacte et juridique et faisant l'application intégrale du principe doctrinal qu'elle avait proclamé dans son arrêt du 3 août 1903, elle avait statué par deux nouveaux arrêts des 27 octobre et 21 décembre 1903 : « Que si » les ouvriers ou employés occupés dans les chantiers » sont nommément appelés à bénéficier de la loi de » 1898, le mot chantier ne doit pas être séparé des » mots usines et manufactures qui le précèdent et en » précisent le sens ; qu'il désigne l'endroit où les ou- » vriers travaillent ensemble, soit à des terrassements, » soit à la préparation industrielle de matériaux ; qu'il » ne saurait s'appliquer aux magasins ou entrepôts, » quelque considérables qu'ils soient, dans lesquels les » commerçants déposent des marchandises qui en » doivent sortir sans y avoir subi aucune transfor- » mation (1). »

C'était, on le voit, l'application formelle du critérium de la transformation industrielle imaginé par le Comité consultatif des assurances et si peu respecté par lui. Seuls, les chantiers industriels, distingués des autres en vertu de ce critérium, étaient reconnus assujettis à la loi de 1898.

La Cour de Cassation, dans l'arrêt précité, avait d'ailleurs mieux précisé ce critérium en citant comme travaux caractéristiques des chantiers assujettis les

(1) Rubod, Opusc. cité, p. 120 et 142. — Voir aussi. Trib. Bourg, 11 novembre 1904 : « Attendu qu'aux termes d'une jurisprudence aujourd'hui constante l'on ne peut dire qu'un patron a un chantier par le seul fait qu'il emploie un grand nombre d'ouvriers ; que pour qu'il y ait chantier, ces ouvriers doivent être employés à un service industriel, c'est-à-dire à une transformation industrielle de la matière. »

terrassements et la préparation industrielle des matériaux.

Les terrassements supposaient les travaux de creusement ou déplacement des terres ou des pierres, relatifs notamment à la construction ou à l'entretien des routes, chemins, voies ferrées, canaux, etc.

La préparation industrielle des matériaux supposait une transformation de la matière première. Il en résultait l'exclusion des entrepôts de commerce, marchands de bois, vins, fers, grains, chiffons, denrées coloniales, etc. . . . Le simple mélange, les manipulations et coupages de matières ne suffisaient point. Dans quelques rares cas, la question de savoir s'il y avait transformation de la matière était controversée. Ainsi pour les sècheries de morues (1), les fabriques de pruneaux, de vins champagnisés. . . etc. . .

Tel était l'état de la question lorsque fut votée la loi nouvelle du 12 avril 1906. Cette loi a mis fin aux dissidences encore nombreuses, car les partisans de l'extension de la loi n'avaient pas voulu plier devant la théorie juste mais restrictive de la Cour de Cassation. Ces dissidences ont eu d'ailleurs un heureux résultat, et il faut se féliciter qu'elles se soient produites, de même qu'il faut être reconnaissant au Conseil d'Etat et au Comité consultatif de l'attitude qu'ils avaient prise. C'est surtout, en effet, aux controverses soulevées par l'interprétation du mot chantier que l'on doit le vote relativement rapide de l'extension de la loi de 1898 aux entreprises commerciales. Ces controverses

(1) Pour l'affirmative : Avis du Comité consultatif, 24 oct. 1900 *Journ. officiel.*, 1^{er} nov. 1900.

avaient montré combien il était injuste de refuser la protection de la loi aux chantiers commerciaux, à ces entreprises dangereuses par leur importance, leur agencement, la nature de leurs travaux, dans lesquelles les ouvriers étaient journellement exposés, sans protection, à des dangers réels et manifestes. Elles avaient révélé la nécessité d'une unification. La loi nouvelle s'est chargée en partie de la réaliser. Désormais on n'aura plus à discuter sur la portée du mot chantier. Tous les chantiers industriels ou commerciaux, de bâtiments ou de terrassements; seront également assujettis sans que l'on ait plus à se préoccuper de la nature des travaux auxquels on s'y livre.

SECTION V

Entreprises de transports par terre ou par eau

A l'exception des transports maritimes qui n'y sont pas assujettis pour les raisons que nous allons préciser ci-dessous, toutes les entreprises de transports sont astreintes à l'application de la loi du 9 avril 1898.

M. Sachet s'est efforcé de donner la nomenclature des entreprises ainsi visées par la loi (1). Son énumération est certainement incomplète, mais n'est pas cependant dénuée d'intérêt. Dans les transports par terre, dit-il, on comprend le roulage, le camionnage, la traction sur voies ferrées (chemins de fer à vapeur, électricité, pétrole, air comprimé, à force animale), entreprises d'omnibus, de tramways, de fiacres, de

(1) Sachet. Opusc. cit., 4^e édition, p. 81 et 82.

diligences, de pataches, de voitures suspendues, de voitures de remises et de location, de cabriolets, de charrettes, de bandeliers, de chaises à porteurs ou fauteuils roulants, entreprises de relais, exploitation de wagons ou de voitures pour le transport des marchandises ou voyageurs par voies ferrées, entreprises des commissionnaires porteurs pour les fabricants de tissus, celles de porteurs d'eau, entreprises d'inhumation et de pompes funèbres, exploitations de pontons ou débarcadères, entreprises de transports des détenus, entreprises d'enlèvement des boues, immondices et ordures. Les transports par eau s'appliquent à la navigation fluviale ou par canaux, aux entreprises de location de canots ou bateaux, de bêtes de trait pour le halage et le renfort, aux entreprises de chefs de ponts et pertuis, au flottage par radeaux, au passage de cours d'eaux par bacs et bateaux, ou remorques, etc...

Pour certaines des entreprises de transports qui viennent d'être énumérées, la difficulté fut grande de savoir si elles devaient ou non être considérées comme assujetties. Ainsi notamment pour les entreprises de pompes funèbres. Beaucoup, en effet, se refusaient à les considérer comme des entreprises de transports. Ainsi le Tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 30 mars 1901 (1), se reportant au décret du 22 prairial an XII et au décret du 18 mai 1806, qui organise les pompes funèbres, en avait conclu que la spécialité des pompes funèbres et leur utilité était celle des fournitures d'enterrement et que les transports qu'elles

(1) Seine, 30 mars 1901. Recueil min. com., n° 3. Jurisp.; mars 1902, p. 554.

effectuaient n'étaient que des services accessoires de leur entreprise principale qui n'était point une entreprise de transports. Le Tribunal de la Seine avait en conséquence déclaré la loi de 1898 inapplicable.

Le Conseil d'Etat, consulté à son tour, le 25 mars 1904, émit l'avis contraire. Il le fit dans les termes suivants (1) :

« Considérant que son industrie comporte le transport des corps à inhumer ainsi que celui des personnes qui les accompagnent, que les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de 1898 s'étendant, sans aucune distinction à toutes les entreprises de transports par terre ou par eau, la Société n'est pas fondée à se prévaloir du caractère particulier des transports qu'elle effectue pour soutenir qu'elle n'est pas une entreprise de transports. »

Depuis lors, la Cour de Paris a statué, le 5 août 1904 (2), dans le même sens et personne ne conteste plus l'assujettissement à la loi de 1898 des entreprises de pompes funèbres.

Les transports maritimes sont exclus de l'application de la loi. La preuve de cette exclusion résulte tout d'abord de l'examen des travaux préparatoires. Félix Faure l'avait déjà proposée en 1888. Elle fut décidée en principe et dès 1892, M. Lecourt déposa une proposition de loi spéciale sur les accidents dont les marins

(1) Recueil ministère commerce, t. IV. Jurisprudence, mars 1904, p. 302.

(2) Cour de Paris, 5 août 1904. « Considérant que des documents de la cause il résulte que l'objet de la Société est d'assurer le transport par voitures des corps à inhumer ainsi que des personnes qui les accompagnent ;

» Considérant qu'il en résulte que la Société exploite une véritable entreprise de transports au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. »

et pêcheurs sont victimes dans l'exercice de leur profession. Enfin, le 23 avril 1898, a été promulguée une loi qui institue une caisse de prévoyance entre les marins français et contre les risques et accidents de leur profession. Cette institution d'un régime spécial indique donc nettement que la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable aux transports maritimes.

Une seconde preuve d'ailleurs, c'est que d'ordinaire lorsque le législateur emploie les mots entreprises de transports par terre et par eau, les entreprises de transports maritimes n'y sont jamais comprises. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter au Code de commerce. Les transports par terre et par eau y sont mentionnés au titre section III, titre IV, alors que le livre II est spécialement consacré aux transports maritimes. De même les premiers sont mentionnés à l'art. 632 et les seconds à l'art. 633.

D'autre part, la Cour de Cassation, dans deux arrêts des 2 février 1903 (1) et 5 juillet 1904 (2), dégage encore du texte même de la loi une nouvelle preuve de l'exclusion des entreprises de transports maritimes : « Attendu, » disent ces arrêts, que de la nature des risques que la » loi du 9 avril 1898 a eu en vue, comme de ses diverses » dispositions et en particulier des articles 11-12-13, il » résulte que cette expression (transports par terre ou » par eau) ne comprend pas les transports par mer ; » que spécialement l'impossibilité matérielle dans » laquelle seraient presque toujours les armateurs ou » les capitaines de se conformer aux prescriptions de » l'art. 11 montre manifestement que l'industrie

(1) Rubod. Opusc. cité, p. 63.

(2) Rubod. Opusc. cité, p. 185.

» maritime a été laissée par le législateur en dehors
» des règles nouvelles qu'il a édictées. »

A notre avis, cette exclusion des transports maritimes est totale et absolue. Telle n'est pas l'opinion du Comité consultatif des assurances qui, dans un avis du 24 avril 1899, déclare que la loi du 9 avril 1898 ne cesse d'être applicable aux transports par mer que dans les cas seulement où la loi spéciale du 21 avril 1898 est elle-même applicable. Le Comité consultatif en conclut que la loi du 9 avril 1898 peut être invoquée :

1^o Par les inscrits maritimes victimes d'accidents en dehors de leur embarquement ;

2^o Par les non inscrits maritimes employés à bord des navires.

Cette opinion du Comité consultatif est partagée par M. Cabouat (1) et par MM. Moural et Berthiot (2). Nous ne la partageons pas et nous estimons que les arguments qui nous ont conduit à conclure à l'exclusion des transports maritimes démontrent surabondamment que cette exclusion est absolue. Comment, en effet, concevoir le contraire alors qu'il est établi que les mots entreprises de transports par terre ou par eau, seuls employés par la loi de 1898, n'englobent point et n'ont jamais englobé dans aucun texte légal les transports maritimes. Comment d'autre part concevoir l'application de la loi de 1898 à certains transports maritimes, alors qu'il est certain qu'il est matériellement impossible aux ouvriers employés à ces transports d'employer la procédure instituée par cette loi.

(1) Cabouat. Opusc. cité, p. 262.

(2) Moural et Berthiot. Opusc. cité, p. 27.

Les transports maritimes sont donc exclus de l'application de la loi de 1898. Tous les autres transports y sont au contraire assujettis, sans qu'il y ait à distinguer les transports de personnes des transports de marchandises.

Il y avait toutefois une importante restriction à apporter à cette affirmation. Le texte de la loi ne visait en effet que les entreprises de transports. L'emploi par le législateur du mot « entreprises » signifiait, comme l'indiquait M. le Garde des Sceaux dans la circulaire du 10 juin 1899 (1), « que la loi de 1898 ne doit recevoir » son application que lorsqu'il s'agit d'opérations de » transports spécialisées par un industriel dans un but » de lucre et effectuées pour le compte d'autrui ». Il en résultait jadis que lorsqu'on se trouvait en présence de commerçants ou d'agriculteurs opérant des transports avec leur propre matériel pour leur propre compte et leurs besoins personnels, la loi de 1898 ne pouvait être considérée comme applicable. Il n'y avait pas en effet d'entreprise.

La jurisprudence avait fait de nombreuses applications de ce principe proclamé par un arrêt de la Cour de Cassation du 28 mars 1904 (2) qui n'avait fait d'ailleurs que consacrer la jurisprudence généralement adoptée.

(1) *Bulletin officiel du ministère de la justice*, 1899, p. 75.

(2) Cass., 28 mars 1904 : « Attendu que si les ouvriers et employés occupés dans les entreprises de transports sont nommément appelés à bénéficier de la dite loi, les mots « entreprises de transports » ne peuvent s'entendre que d'opérations de transports pour autrui spécialisées par un industriel dans un but de lucre et nullement de transports qu'un commerçant peut faire de ses propres marchandises à l'aide de ses propres véhicules mus par une force humaine ou animale ».

— Trib. Seine, 7 août 1903 : « Attendu que les charretiers ne bénéficient

Ainsi la Cour de Montpellier en avait fait l'application aux marchands de vins en gros dans un arrêt du 24 mai 1902 rendu par la deuxième Chambre, sous la présidence de M. Andruéjol (1) et ainsi motivé :

« Attendu qu'il résulte des enquêtes que P*** est » négociant et commissionnaire en vins et qu'il n'a » jamais été entrepreneur de transports. Qu'il ne » possède qu'un cheval et qu'une charrette pour les » besoins de son commerce et n'a pas le matériel nécessaire pour exercer l'industrie d'entrepreneur de » transports au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril » 1898 ;

» Que s'il se sert parfois de son cheval et de sa charrette pour transporter à la gare le vin vendu à ses » clients, ces faits isolés ne sauraient être considérés » comme se rattachant à une entreprise de transports » au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ;

des dispositions de la loi sur les accidents que s'ils sont au service d'un entrepreneur effectuant des transports pour autrui ou au service d'un industriel dont l'établissement est assujéti à la loi ».

— Trib. Rouen, 8 août 1903 : « Attendu que pour être assujéti à la loi de 1898, il ne suffit pas d'effectuer des transports quelconques, mais qu'il faut être à la tête d'une entreprise de transports ; que pour se trouver dans ce dernier cas, il est indispensable qu'il y ait une opération spécialisée dans un but de lucre et consistant dans le camionnage d'objets appartenant à des tiers et pour le compte d'autrui ; qu'il n'y a pas d'entreprise de transports si, d'une manière accessoire à sa profession, on transporte sa propre chose pour les besoins de son commerce ».

— Cour Lyon, 9 avril 1903 : « Attendu que le fait de transporter des marchandises soit chez sa clientèle, soit de l'un à l'autre de ses magasins, ne l'assimile pas à l'entrepreneur de transports tel qu'il est visé par la loi de 1898 ; qu'en véhiculant des marchandises pour les besoins de son commerce, elle ne sort nullement de son caractère professionnel pour revêtir le caractère industriel propre à l'entrepreneur qui fait des transports pour le compte des tiers ».

(1) Cour Montpellier, 24 mai 1902. Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

» Qu'on ne peut voir dans ces faits qu'une opération
» accessoire de son commerce et non l'exercice d'une
» industrie spéciale et distincte. »

Aujourd'hui et par suite de l'adoption de la loi du 12 avril 1906, portant extension aux entreprises commerciales de la loi de 1898, cette jurisprudence ne peut plus trouver son application que lorsqu'il s'agit seulement des transports faits par un agriculteur pour ses besoins personnels. Les commerçants étant désormais assujettis, il n'est point douteux que les transports par eux effectués sont également soumis à l'application de la loi de 1898.

SECTION VI

Entreprises de chargement et de déchargement

Dans son commentaire de la loi de 1898, M. Valensi (1) affirmait que ces expressions visaient uniquement les entreprises de chargement et de déchargement des navires.

Il s'appuyait, pour fonder son opinion, sur le rapport de M. Ricard à la Chambre des députés, en date du 20 juin 1888, ainsi conçu (2) : « Ceux qui penseront comme
» nous que les conditions dans lesquelles se font au-
» jourd'hui le chargement et le déchargement des
» navires sont absolument différentes des conditions
» dans lesquelles on les faisait autrefois voteront avec
» nous. Ceux qui penseront qu'il n'y a rien de changé
» depuis l'époque où l'on accordait aux réclamateurs

(1) Valensi. Commentaire de la loi sur les accidents du travail, p. 62.

(2) *Journal officiel*. Chamb. des députés, Débats, année 1888, p. 1898.

» 10-15-20 jours de planche, qui ne voudront pas voir
» que les jours de planche ne se comptant plus par
» jours mais par heures et même par heures de nuit;
» que l'on n'accorde plus que trente, trente-six ou
» quarante heures pour le déchargement d'un grand
» steamer à vapeur, ceux-là feront disparaître de l'ar-
» ticle les entreprises de chargement ou de déchar-
» gement. Quant à nous, il nous semble que le charge-
» ment et le déchargement faits avec cette rapidité
» vertigineuse pour ne pas payer de surestaries expo-
» sent les ouvriers à des risques qu'ils ne couraient pas
» autrefois... »

Il semble bien en effet que, dans l'esprit de M. Ricard, seules les entreprises de chargement et déchargement de navires étaient assujetties à la loi. C'était d'ailleurs également l'opinion exprimée en 1896 au Sénat par M. Trarieux (1).

Cependant les termes inscrits dans l'article 1^{er} n'étaient nullement limitatifs. C'étaient, au contraire, des termes absolument généraux, et nous n'hésitons pas en conséquence, puisqu'au surplus nous avons admis que l'énonciation de l'article 1^{er} était purement énonciative, à affirmer avec d'ailleurs tous les autres commentateurs et avec l'ensemble de la jurisprudence, que toutes les entreprises qui ont pour objet le chargement, le déchargement ou la manutention de marchandises sont assujetties à la loi.

Ainsi notamment les entreprises de déménagement (2). Une question controversée est celle de savoir si les en-

(1) *Journal officiel*. Sénat, Débats, année 1896, p. 280.

(2) Cour Bourges, 7 février 1901. Rec. minist. com., n° 3. Jurisp., mars 1902, p. 744.

treprises d'emballage sont ou non assujetties. M. Sachet (1) estime que non, motif pris de ce que ces entreprises ne présentent aucun danger et de ce que, d'autre part, les termes « entreprises de chargement et déchargement » seraient trop limitatifs pour permettre cette extension.

Nous ne pensons pas comme lui. Les entreprises d'emballage ne sont que l'accessoire des entreprises de chargement et déchargement ainsi que des entreprises de transports. Il n'y a point de bonne raison pour que l'accessoire ne suive pas le sort du principal.

En tous cas, pour que les entreprises comprises dans les termes de « chargement et déchargement » soient assujetties, il faut, comme pour les entreprises de transports, qu'il y ait réellement une entreprise, c'est-à-dire que les opérations effectuées le soient pour le compte d'un tiers et dans un but de lucre. Le chef d'une entreprise non assujettie ne tomberait pas sous l'application de la loi par le fait que, pour les besoins de son entreprise, il effectuerait le chargement et le déchargement de ses propres marchandises. Il en résulterait autrefois que les travaux de chargement et déchargement opérés par des commerçants ou des agriculteurs accessoirement à leurs professions n'étaient point assujettis à la loi. Depuis l'extension de la loi de 1898 aux entreprises commerciales, cela n'est plus vrai que pour les agriculteurs.

(1) Sachet. Opusc. cité, p. 85.

SECTION VII

Magasins publics

Ces établissements ont été introduits dans la loi sur la demande de MM. Basly et Camélinat.

Il faut entendre par là, non pas les magasins des particuliers ouverts au public, mais les magasins généraux et les docks institués par les lois des 28 mai 1850 et 31 août 1870 et par le décret du 31 août 1848.

Il faut également entendre par là d'une façon générale tous les magasins ou entrepôts ouverts au public en vertu d'une autorisation administrative. Ainsi les monts-de-piété et salles de ventes publiques (loi du 24 juin 1851 et décret du 24 mars 1852), les entrepôts de douanes énumérés dans l'édition de 1855 du tarif des douanes et les bâtiments des expositions constitués en entrepôts de douanes (décret du 25 août 1886 pour l'Exposition universelle de 1889, décret du 28 juillet 1894 pour l'Exposition universelle de 1900), enfin les bureaux publics de conditions.

SECTION VIII

Mines, minières et carrières

Il suffira de se reporter aux quatre premiers articles de la loi du 21 avril 1810 pour y trouver la définition des mots « mines, minières et carrières » et connaître leur portée.

Aux termes de cette loi, les mines sont celles qui

contiennent en filon, couches et amas, de l'or — argent — platine — mercure — plomb — fer — cuivre — étain — zinc — calamine — bismuth — cobalt — arsenic — manganèse — antimoine — molybdène — plumbagine ou autres matières métalliques, — soufre — charbon de terre ou de pierre — bois fossile — bitumes — alun et sulfates à base métallique.

Les minières comprennent les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes.

Les carrières renferment les ardoises, grès, pierres à bâtir et autres, marbres, granits, pierres à chaux, à plâtre, pozzolanes, trass, basaltes, laves, marnes, craies, sables, pierres à fusil, argile, kaolin, terres à foulon, à poterie, substances terreuses, cailloux de toutes natures, les terres pyriteuses regardées comme engrais, notamment les phosphates et les cendres noires, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines.

D'autre part, l'art. 2 de la loi du 17 juin 1840 rend applicables aux mines de sel les lois et règlements généraux sur les mines. Il est donc certain que les mines de sel seront comprises dans le champ d'application de la loi, bien qu'elles ne figurent pas dans les définitions légales des mines, minières et carrières.

Il n'en sera pas de même des salines ni des exploitations d'eaux minérales qui ne peuvent rentrer dans la catégorie des mines, minières et carrières.

On s'est demandé si pour les mines, il n'y avait pas à distinguer les ouvriers du fond des ouvriers du jour pour ne protéger que les premiers. La négative n'est

pas douteuse. Les ouvriers du jour participent autant que ceux du fond à l'extraction. Ils sont un des éléments nécessaires de l'exploitation et non un élément accessoire, et cela est vrai aussi bien pour les machinistes que pour les ouvriers des ateliers et dépendances de la mine. Au surplus, la question n'a aucun intérêt, car les ouvriers du jour sont évidemment des ouvriers industriels et dès lors assujettis à la loi comme ouvriers d'usines, manufactures ou ateliers.

D'autre part, lors de la discussion de la loi au Sénat, M. Blavier avait également demandé s'il n'y avait pas à distinguer pour les carrières d'ardoise entre les ouvriers occupés dans les carrières à l'extraction de l'ardoise et ceux occupés dans les annexes de ces carrières à fendre les ardoises, pour ne protéger que les premiers. M. Thévenet, rapporteur, avait éludé la question en déclarant qu'il appartiendrait aux tribunaux de la trancher. En réalité, cette question ne présentait aucun intérêt. Nous croyons, en effet, que les fendeurs d'ardoise ; ouvriers nécessaires pour l'exploitation et la mise en œuvre d'une carrière, sont assimilés pour l'application de la loi de 1898 aux ouvriers chargés de l'extraction de l'ardoise. Mais en tout cas, les fendeurs d'ardoise sont toujours protégés par la loi, comme les ouvriers d'une industrie transformant la matière première et rentrant dans la catégorie des usines et manufactures ou ateliers, voire même des chantiers.

SECTION IX

Exploitations ou parties d'exploitations dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvres des matières explosibles ou dans lesquelles il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

A côté des exploitations ayant un caractère purement industriel et de celles ayant un caractère nettement commercial ou agricole, l'on peut concevoir des entreprises présentant un caractère mixte.

Nous avons déjà examiné la situation des entreprises commerciales, annexes des entreprises industrielles (1). Nous avons vu qu'elles n'étaient point assujetties à la loi de 1898.

Cette loi avait, au contraire, déclaré expressément trouver son application lorsque des travaux de nature industrielle étaient opérés dans des entreprises commerciales ou agricoles. C'est ce qu'elle avait formulé en complétant dans son article 1^{er} l'énumération que nous venons d'étudier des entreprises purement industrielles par la mention des exploitations ou parties d'exploitations fabriquant ou mettant en œuvre des matières explosibles ou faisant usage d'un moteur.

Les exploitations ainsi visées étaient de leur essence commerciales ou agricoles, et par suite exclues en principe de l'application de la loi, mais soumises cependant, par exception, à ses dispositions pour marquer clairement que son désir et son but étaient d'atteindre

(1) Voir plus haut, p. 65.

toutes les manifestations du travail industriel sous quelque forme qu'elles se présentent.

Mais de ce que c'était par exception que de telles exploitations étaient soumises à l'application de la loi, il en résultait, et le législateur avait eu soin de bien l'indiquer, que cette extension était restrictivement limitée au point que lorsque une partie seulement de ces exploitations réunissait les conditions imposées par la loi, cette partie seule était soumise au risque professionnel.

Les conditions imposées par la loi étaient, ainsi que nous l'avons énoncé, la fabrication ou la mise en œuvre de matières explosibles ou l'usage d'un moteur.

Le simple emploi de matières explosibles n'avait pas été visé par le texte de la loi et n'avait donc point les mêmes effets que leur fabrication ou leur mise en œuvre. La fabrication, c'était la confection même de ces substances; leur mise en œuvre, c'était leur manipulation ayant pour objet leur mélange à d'autres matières ou leur utilisation dans la fabrication d'autres produits.

Dans le texte du projet adopté par la Chambre des Députés en 1897, il était expressément dit que le simple emploi de matières explosibles suffisait pour entraîner l'assujettissement à la loi.—Au terme « emploi » on avait substitué par la suite le terme « mise en œuvre » qui ne visait plus l'emploi, mais lui était au contraire nettement opposé, ainsi qu'il est établi par les explications suivantes données au Sénat par M. Thévenet dans son rapport du 25 janvier 1898 ainsi conçu : « Au lieu de dire dans les exploitations où » seront employées des matières explosibles, nous avons » écrit « où seront mises en œuvre ». Une fausse interpré-

» tation pouvait en effet se produire. Le gaz, l'acétylène,
» peuvent, en effet, être considérés comme des matières
» explosibles. On les emploie pour l'éclairage d'ateliers,
» d'ouvriers, de salles de réunion quelconques. Le seul
» emploi de ces substances ne doit évidemment pas
» donner lieu à l'application de la loi. Il faudra mettre
» en œuvre ces matières. En d'autres termes, l'ar-
» ticle 1^{er} vise la fabrication, la manipulation indus-
» trielle de ces substances et seulement les accidents
» qui peuvent survenir dans les usines où elles sont
» préparées pour la consommation et à l'occasion de
» la préparation. »

De ce qui précède, il résultait implicitement que les simples dépôts d'explosifs où on ne les fabrique ni ne les met en œuvre, et où on ne les emploie également pas n'étaient point assujettis à la loi. De même la simple mise en vente de matières explosibles n'assujettissait pas à la loi. La jurisprudence en avait fait l'application pour les droguistes et pharmaciens notamment, qui n'étaient point déclarés assujettis lorsqu'ils se bornaient à débiter ces matières, mais qui le devenaient lorsqu'un accident se produisait au cours d'une préparation de laboratoire dans laquelle intervenait la manipulation d'une matière explosive (1).

Le pouvoir de déterminer quelles étaient les matières qu'il fallait considérer comme explosibles appartenait exclusivement aux tribunaux, qui étaient libres d'apprécier en se basant sur les données de la science. Il est toutefois certain que les tribunaux ne pouvaient assimiler les matières seulement dangereuses aux

(1) Cour Paris, 10 mai 1902. Rec. acc. trav., année 1902, p. 251.

matières explosibles. C'est ainsi que le Comité consultatif avait été conduit à décider, par un avis du 31 mai 1899 (1), que l'alcool, malgré les risques spéciaux que sa manutention pouvait entraîner, ne pouvait être assimilé à une matière explosive au sens de la loi.

L'usage d'un moteur visait l'emploi de machines destinées à produire un mouvement mécanique et actionnées par une force élémentaire quelconque, vapeur, gaz, électricité, pétrole, vent, eau, air chaud ou comprimé, etc.

Les machines ou appareils non destinés à servir de moteur n'étaient point compris dans cette catégorie. C'est ainsi que le tribunal de Montpellier, sous la présidence de M. Molière, avait jugé en 1904 (2) que le fait, par un marchand de vins en gros, de posséder dans ses chais une chaudière étuveuse et des alambics ne suffirait point, malgré les dangers évidents dus à la présence de ces appareils de manipulation dangereuse, pour entraîner l'assujettissement de ce commerçant à la loi de 1898.

On avait enfin discuté sur le point de savoir si l'emploi d'un moteur ou la fabrication et mise en œuvre d'explosifs, dans une exploitation ou une partie d'exploitation, avaient pour résultat de soumettre à la protection de la loi tous les accidents, de quelque nature que ce soit, survenus dans ces entreprises ou seulement les accidents produits par les explosifs ou la machine.

Deux opinions s'étaient fait jour. Les uns pensaient avec M. Loubat (3) que le législateur avait entendu

(1) Bulletin de l'Office du travail, année 1900, VII, p. 59.

(2) Jugement inédit. Extrait des minutes du greffe.

(3) Loubat. Opusc. cit., p. 114.

n'assujettir au risque professionnel dans ces exploitations que les accidents causés par le travail fait avec les moteurs ou les explosifs.

Les autres, avec M. Cabouat (1) et M. le Ministre du Commerce dans sa circulaire du 24 août 1899 (2), affirmaient que les ouvriers attachés à ces exploitations pouvaient se prévaloir des dispositions de la loi nouvelle pour tous les accidents dont ils sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail, alors même que la cause en serait étrangère à la manipulation des substances explosibles ou au fonctionnement de la machine.

A l'appui de la première opinion venaient les déclarations, au cours des travaux préparatoires, de M. Béranger, président de la commission du Sénat (3). La seconde opinion avait cependant triomphé, et ce qui avait porté à s'y rallier, c'était le vote de la loi du 30 juin 1899 applicable à l'agriculture, aux termes de laquelle les seuls accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles survenus aux seules personnes occupées à leur conduite ou à leur service étaient déclarés soumis au régime de la loi du 9 avril 1898. On avait, en effet, opposé son texte à celui de la loi du 9 avril 1898 et on en avait conclu que cette nouvelle loi avait voulu apporter une dérogation à la règle générale posée par l'art. 1^{er} de la loi et en limiter la portée que l'on admettait s'étendre à tous les accidents et à tous les employés sans distinction des

(1) Cabouat. Opusc. cit., p. 265.

(2) Recueil ministère commerce, n° 1. Lois, circulaires et règlements, p. 108.

(3) *Journal officiel*. Sénat, débats, année 1896, p. 281.

exploitations ou parties d'exploitations faisant usage de moteur ou d'explosifs.

La majorité avait penché en faveur de cette opinion, Nous croyons cependant que c'était à tort. La loi du 30 juin 1899 n'a pas eu pour but de restreindre le champ d'application de la loi du 9 avril 1898, mais au contraire de l'élargir.

Il s'ensuit donc que la loi du 30 juin 1899 n'a pu avoir d'autre désir ni d'autre portée que de confirmer, en termes plus précis pour l'agriculture, ce que la loi de 1898 disposait déjà de façon générale pour toutes les exploitations ou parties d'exploitations.

D'autre part, il est certain que le législateur de 1898 a nettement marqué son intention de ne protéger que les accidents dus à l'usage du moteur ou des explosifs réduisant l'application de la loi aux seules parties d'exploitations dans lesquelles les moteurs ou explosifs étaient employés.

La première opinion nous semblait donc plus justifiée.

Les quelques questions ou controverses que nous avons étudiées dans la présente section ont perdu leur intérêt aujourd'hui.

Nous avons vu, en effet, que l'emploi de moteurs ou d'explosifs était la condition requise par la loi de 1898 pour assujettir certaines exploitations ou parties d'exploitations commerciales ou agricoles de leur nature et de leur essence, et comme telles exclues en principe par la loi de 1898. La loi du 30 juin 1899 avait précisé la situation faite à celles de ces exploitations ou parties d'exploitations se rattachant à l'agriculture et mis fin à la plupart des difficultés. La

nouvelle loi du 12 avril 1906 vient de supprimer les dernières en réglant la situation des exploitations ou parties d'exploitations de nature commerciale qui sont désormais toutes assujetties à la loi de 1898, sans qu'il soit plus besoin qu'il y soit fait usage d'un moteur ni qu'il y soit fabriqué ou mis en œuvre des explosifs.

APPENDICE AU CHAPITRE PREMIER

La loi du 12 avril 1906

Cette loi, dont nous avons déjà maintes fois parlé, a étendu aux exploitations commerciales la responsabilité des accidents du travail.

Son adoption et sa promulgation ont été chaleureusement applaudies par tous. Elle était, en effet, attendue avec impatience non seulement parce qu'elle réalisait un sérieux acheminement vers le but désiré de l'extension de la législation sur les accidents du travail à tous les salariés, mais aussi et surtout parce qu'elle mettait un terme nécessaire à la plupart des difficultés que l'application et la mise en pratique de la loi de 1898 avaient révélées.

Nous avons signalé à ce point de vue les bienfaits qu'elle avait rendus au fur et à mesure que nous avons étudié les difficultés qu'elle a heureusement solutionnées.

Il nous faut maintenant faire un rapide historique de ses origines et, par un court commentaire de son texte, préciser sa portée exacte.

L'œuvre du législateur de 1898 avait été une œuvre d'essai et la loi alors votée une loi incomplète d'attente.

Elle avait été dominée par le désir de rechercher si le régime du risque professionnel était pratiquement réalisable et s'il pouvait s'accommoder avec nos mœurs et nos esprits.

Elle avait été ainsi conçue avec l'arrière-pensée chez le législateur de la généraliser si sa mise en œuvre pratique en révélait la possibilité.

Or, l'essai loyal de la loi auquel se prêta, il faut le reconnaître, d'assez bonne grâce l'industrie française, eut bien vite démontré que cette généralisation était non seulement possible mais nécessaire, et les hardis promoteurs du principe nouveau n'eurent point à s'en constituer les défenseurs, mais seulement les apôtres.

Dès le 20 novembre 1900, une proposition de loi fut déposée à la Chambre des Députés par M. Groussier et divers de ses collègues (1) qui demandaient l'extension de la loi de 1898 à tous les ouvriers et employés des deux sexes de l'industrie et du commerce.

A dater de ce moment, l'impulsion était donnée et devait aboutir au dépôt et à la discussion de nombreux projets de loi.

Le 13 décembre 1900, M. Mirman propose d'étendre le bénéfice de la loi de 1898 à tous les salariés, à l'exclusion des salariés agricoles pour lesquels il demande l'institution d'un régime spécial (2).

Le 7 novembre 1901, M. Poulain et divers collègues déposent une proposition de loi appelant tous les salariés à bénéficier de la loi sur les accidents du travail (3).

(1) *Journal officiel*. Chamb. Doc. parl., année 1900, n° 1934, p. 55.

(2) *Journal officiel*. Chamb. Doc. parl., année 1900, n° 2027, p. 100.

(3) *Journal officiel*. Chamb. Doc. parl., année 1901, n° 2179, p. 73.

Le 20 mai 1901, M. Perrette dépose à son tour une semblable proposition de loi (1).

Cependant la majorité trouve ces efforts encore trop prématurés. D'autant plus que l'élan est un moment arrêté par la nécessité où l'on est de refondre au préalable quelques dispositions de la loi de 1898 relatives à son exécution. Il y a là, en effet, une véritable urgence qui amène à renvoyer à plus tard les tentatives d'extension. Il faut d'abord asseoir le régime nouveau avant tout.

C'est à M. Mirman qu'il appartient, cela fait, de provoquer de nouvelles tentatives en faveur de l'extension de la loi. Très habilement et pour gagner du terrain tout en évitant de susciter de sérieuses oppositions, il propose d'autoriser les patrons qui le voudraient à se soumettre volontairement au régime du risque professionnel (2). Cette tentative échoue devant le Sénat.

Toujours timide et lent, le Sénat déclare ne pas s'opposer à améliorer et généraliser la loi de 1898, mais manifeste l'intention de procéder par étapes.

M. Mirman, sans abandonner l'espoir d'arriver tôt ou tard à son but qui est l'application intégrale et sans réserve du risque professionnel à tous les salariés sans exception, s'incline momentanément devant la volonté exprimée par le Sénat et dépose en 1903 un nouveau projet de loi élaboré avec la commission de prévoyance et d'assurances sociales dont le texte est voté par la Chambre des Députés le 9 juin 1904.

(1) *Journal officiel*. Chamb. Doc. parl., année 1901, n° 2352, p. 377.

(2) *Journal officiel*. Chamb. Doc. parl., année 1902, nos 2273-2898-2946.

Ce texte contenait deux parties. Dans un premier article, la loi nouvelle, interprétant légalement la loi de 1898 pour mettre fin au désaccord existant entre le conseil d'Etat et la Cour de Cassation sur la question de l'assujettissement des ateliers et la compréhension du mot chantier, disposait que désormais la loi de 1898 serait applicable aux ateliers et aux chantiers de manutention et de dépôt. La loi nouvelle consacrait ainsi la jurisprudence de la Cour de Cassation pour les ateliers, mais la condamnait et se ralliait à celle du Conseil d'Etat pour les chantiers.

Dans son article 2, la loi nouvelle étendait la loi de 1898 à toutes les entreprises soumises à la patente ainsi qu'aux coupes et exploitations forestières.

Le Sénat repoussa ce texte dans sa séance du 27 mars 1906 sur le rapport de M. Cordelet (1). Il repoussa l'article 1^{er} parce qu'il constituait une interprétation de la loi de 1898, ayant dès lors un effet rétroactif. Le Sénat voyait là un danger pour les patrons ainsi rétroactivement assujettis qui auraient pu se trouver non assurés devant de grosses responsabilités inattendues. L'article 2 fut repoussé parce que d'une part les coupes et exploitations forestières étaient des entreprises agricoles, et que le Sénat ne voulait point les séparer des autres entreprises agricoles pour lesquelles une loi spéciale est actuellement en préparation; parce que d'autre part, en assujettissant toutes les entreprises soumises à la patente, la loi nouvelle atteignait non seulement les entreprises commerciales mais aussi les professions libérales. Or, à ce point de vue, le

(1) *Journal officiel*. Sénat. Débats, 27 mars 1906.

Sénat estimait que les professions libérales ne présentaient point de risques suffisants pour mériter qu'on leur étende le bénéfice de la loi de 1898.

Au texte ainsi repoussé par lui, le Sénat en substitua un autre qui est devenu le texte définitif de la loi du 12 avril 1906, la Chambre des Députés l'ayant adopté dans sa séance du 10 avril 1906 (1).

Ce texte est ainsi conçu :

« La législation sur les responsabilités des accidents
» du travail est étendue à toutes les entreprises com-
» merciales. »

Quelle est la portée de ce texte ?

M. Cordelet, dans son rapport, la précisait ainsi (2) :
« La proposition de la loi a l'avantage de préciser le
» domaine d'application de la loi. On n'aura plus à se
» demander si certaines professions qui sont sur la
» limite parfois indécise de l'industrie et du commerce
» y sont assujetties. De même que la loi atteint dès
» maintenant toute l'industrie, de même elle atteindra
» désormais tout le commerce. Il n'y aura plus d'incer-
» titude sur la sphère d'application. »

La loi nouvelle avait donc un double but. Le premier consistait à dissiper toutes les équivoques soulevées par les divergences de la Jurisprudence sur la portée exacte de la loi de 1898. Il fallait de toute nécessité intervenir pour mettre fin au conflit survenu entre le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation sur le point de savoir si toute l'industrie, petite et grande, était ou non assujettie à la loi, ainsi que sur la signification du

(1) *Journal officiel*. Chamb. Débats, 10 avril 1906.

(2) *Journal officiel*. Sénat. Débats, 27 mars 1906.

mot chantier et la distinction à faire entre les chantiers commerciaux et industriels.

Sur le premier point, la loi nouvelle apportait une déclaration de principe d'où il résultait que toute l'industrie sans exception était visée par la loi du 9 avril 1898.

Sur le second point, elle faisait cesser toute difficulté et atteignait du même coup son second but en étendant le régime du risque professionnel aux entreprises commerciales.

« Il y a eu, disait M. Millerand, président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale (1), jusqu'à la loi actuelle un certain flottement qui a tenu précisément à ce que, pour certaines industries ou pour certaines entreprises, on pouvait hésiter sur la question de savoir si elles étaient industrielles ou commerciales. Or, comme la loi de 1898, avant l'adoption que vous allez voter, ne visait que l'industrie et non pas le commerce, si on jugeait qu'une entreprise n'était pas industrielle ni commerciale, elle échappait à la loi de 1898. A partir du vote que vous allez émettre, comme toutes les entreprises commerciales et industrielles seront comprises dans la loi de 1898, il n'y aura plus de doute possible et jusqu'à la loi prochaine que l'on demandait et qui j'espère ne se fera pas trop attendre, il ne restera plus en dehors de la loi de 1898 avec les professions libérales, que les industries agricoles. Toutes les autres industries, toutes les autres entreprises commerciales et industrielles profitent de la loi de 1898. »

(1) *Journal officiel*. Chamb. Débats, 10 avril 1906.

Nous avons vu, au cours du présent chapitre, les conséquences nombreuses et heureuses de ce nouvel état de chose. Nous n'y reviendrons pas.

La loi du 12 avril 1906 complète donc d'une façon heureuse la législation sur les accidents du travail. Elle réalise un grand pas en avant vers la généralisation désirable. Un grand nombre d'entreprises sont aujourd'hui assujetties au risque professionnel.

Toutes ne le sont pas encore. Les exploitations agricoles restent en dehors de la protection du principe nouveau, sauf dans les cas très rares prévus par la loi du 30 juin 1899, c'est-à-dire lorsqu'on y utilise des machines agricoles mues par des moteurs inanimés et seulement pour les accidents survenus aux personnes occupées à la conduite et au service de ces moteurs ou machines.

Sont également exclues les professions libérales. Enfin les domestiques attachés aux personnes ou aux maisons ne sont point admis au bénéfice de la loi.

D'autre part, certaines exclusions sont encore prononcées par la loi de 1898 elle-même. Nous avons vu que l'énumération de l'article 1^{er} excluait les transports par mer et les inscrits maritimes qui sont assujettis à des lois spéciales.

L'article 32 de la loi du 9 avril 1898 exclut également de son application pour un motif identique, comme soumis à des régimes spéciaux, les ouvriers, apprentis et journaliers des établissements de la Marine, les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministre de la Guerre et les sapeurs-pompiers communaux.

CHAPITRE II

Personnes assujetties

Jusqu'ici nous nous sommes préoccupés de rechercher quelle était l'étendue d'application de la loi en nous plaçant aux regards des entreprises ou exploitations.

Dans cette seconde partie, nous allons déterminer quelles sont les personnes sur lesquelles pèsent les obligations créées par la loi.

L'article 1^{er} indique comme tenus de ces obligations ceux qu'elle désigne du nom de chefs d'entreprises.

C'est la même appellation que l'on retrouve presque partout dans la loi, sauf cependant dans les articles 7 et 20, où c'est le mot de patron que le législateur emploie pour désigner les personnes assujetties.

Que faut-il entendre par chef d'entreprise ?

Il semblerait à première vue résulter de l'usage indistinctement fait par le législateur de ces deux expressions, que l'on doive en conclure que le chef d'entreprise n'est autre chose que le patron, et que tout patron, c'est-à-dire tout employeur qui loue les services d'un ouvrier pour l'exécution d'un travail déterminé est assujetti à la loi de 1898.

A la vérité, il n'en est pas ainsi. L'on se tromperait fort si, à la faveur de cette confusion de termes faite

par le législateur, on assimilait le chef d'entreprise au patron.

Il est certes évident que tous les chefs d'entreprises sont des patrons, mais à l'inverse il n'est pas vrai que tous les patrons puissent être considérés comme des chefs d'entreprises.

Aux termes de la loi de 1898, certains employeurs échappent à son application, ainsi que nous allons le constater.

En thèse générale, en effet, un patron est tout individu qui, ayant embauché des ouvriers, les emploie sous sa direction, sa surveillance et pour son compte à un travail déterminé.

Pour être patron en dehors de la loi de 1898, il suffit donc de réunir les qualités suivantes :

1^o Avoir, par un contrat de travail régulier, embauché des ouvriers pour l'exécution d'un travail déterminé ;

2^o Avoir la direction et la surveillance du travail à effectuer ;

3^o Avoir une complète indépendance.

La loi de 1898 exige pour les chefs d'entreprises d'autres caractères spéciaux en dehors des précédents, notamment :

1^o Qu'étant à la tête d'une entreprise, ils accomplissent des travaux de leur profession ;

2^o Que ces travaux soient accomplis dans un but lucratif ;

3^o Enfin il ne faut pas que ce soit un ouvrier travaillant seul d'ordinaire et devenu accidentellement patron par le fait de la collaboration momentanée de quelques camarades.

Ce n'est que lorsqu'il présentera tous ces caractères, soit spéciaux, soit communs à tous les patrons, qu'un chef d'entreprise sera soumis à l'application de la loi.

SECTION I

Nécessité d'un contrat de louage

C'est le contrat de louage liant le patron à l'ouvrier qui est la base même de la théorie du risque professionnel mise en action par la loi de 1898. C'est de lui que découlent les obligations qui incombent au chef d'entreprise, non seulement de payer à l'ouvrier le salaire promis, mais aussi d'assurer à celui-ci la sécurité dans son travail et la réparation des accidents survenus.

Il est donc indispensable, pour que le nouveau principe de responsabilité établi par la loi puisse s'appliquer, que celui contre lequel on l'invoque et celui qui en réclame le bénéfice soient liés par un contrat de travail. C'est une condition essentielle et primordiale sans laquelle il ne saurait y avoir ni responsabilité d'une part, ni droit à une indemnité de l'autre (1). La nécessité en a été au surplus proclamée par la Jurisprudence et notamment par un arrêt de la Cour de Montpellier, 3^{me} Chambre, rendu le 26 janvier 1906, sous la présidence de M. Brugère (2), ainsi conçu :

« Attendu que les indemnités prévues par la loi de » 1898 ne sont dues aux ouvriers victimes d'accidents

(1) Moural et Berthiot, opusc. cité p. 43.

(2) Cour Montpellier, 26 janvier 1906. Arrêt inédit. Extrait des minutes greffe.

» que par les patrons qui les ont embauchés pour un
» travail industriel; qu'ainsi la loi n'est applicable
» que s'il y a rapport d'ouvrier à patron... »

Ce contrat de travail s'entend de tout contrat de louage de services, sous quelque forme et avec quelque modalité qu'il se présente. Les modes d'embauchage, de paiement, de travail, seront absolument indifférents. Il importera peu que l'ouvrier soit payé à la journée ou à ses pièces, que le salaire soit réglé individuellement ou par équipes. Il importera peu que l'ouvrier embauché ne soit lié au patron que par un simple contrat d'apprentissage, les apprentis étant formellement déclarés admis au bénéfice de la loi par son art. 8.

Il importera peu encore que l'ouvrier embauché soit de nationalité française ou étrangère. Il importera même peu que le contrat de travail reçoive son exécution en France ou à l'étranger, aucune disposition de la loi ne subordonnant l'application de la loi à cette circonstance que les ouvriers soient employés sur le territoire français.

« Il suffira seulement que le contrat de travail soit valable et qu'il ne soit entaché d'aucun vice. S'il en était autrement, le vice ayant pour effet d'entraîner la nullité du contrat, l'application de la loi serait paralysée.

C'est ainsi que l'ouvrier qui, pour être embauché sur un chantier où ne sont admis que les majeurs de 18 ans, aurait trompé sur son âge, ne saurait être admis au bénéfice de la loi (1).

(1) Trib. Seine, 19 mars 1900. Gazette Palais, 1900-1-563. — Cassation, 2 décembre 1901 : » Attendu que le principe du risque professionnel établi par la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'une con-

SECTION II

Nécessité de la surveillance et direction effectives du patron

La responsabilité du patron n'est justifiée que par l'autorité qui lui appartient. Cette responsabilité trouve, en effet, son fondement dans l'étroite subordination à laquelle est tenu l'ouvrier et dans le pouvoir souverain d'organisation qui appartient au patron. C'est parce qu'il a la direction et c'est parce que la surveillance lui appartient, qu'il est tenu de veiller à ce que l'ouvrier ne coure aucun danger. C'est parce que, en maître souverain, il perçoit tous les bénéfices qu'il est tenu de subir les risques.

Si donc l'embauteur n'a ni la direction ni la surveillance effective des travaux, il est exempt de la responsabilité mise par la loi de 1898 à la charge des chefs d'entreprises. C'est ce qui se présente très fréquemment dans les contrats de louage d'ouvrages où les employeurs traitent avec des ouvriers pour que ceux-ci fassent un travail déterminé. Ainsi dans l'es-

vention préalable de louage d'ouvrage entre le chef de l'entreprise et les ouvriers qu'il emploie ; que cette convention est soumise pour sa validité aux conditions essentielles des autres contrats ;

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt que le sieur C.... victime de l'accident, n'était parvenu à se faire embaucher par les sieurs M.... et D.... qu'en les trompant sur son âge et en se faisant inscrire sous un faux nom ;

» Attendu que les juges du fond ont considéré ces manœuvres comme constitutives d'un dol viciant le contrat intervenu et exclusif de toute responsabilité pour les chefs de l'entreprise dont le consentement avait été surpris. »

pèce solutionnée par l'arrêt suivant de la Cour de, Montpellier, 3^{me} Chambre, présidée par M. Andruéjol, en date du 2 juillet 1903 (1) :

« Attendu qu'il résulte des précisions de fait que
» F*** était lié à la dame C***, non par un contrat
» de louage de services, mais par un contrat de louage
» d'ouvrages ;

» Que F***, en effet, devait extraire des pierres dans
» la carrière appartenant à la dame veuve C***, les
» casser suivant les dimensions convenues, les mettre
» en tas et qu'il recevait 2 francs 25 cent. par mille
» cubes de pierres ; que c'était là, sans contestation
» possible, un travail à la tâche ;

» Que d'autre part F*** n'était point soumis à la
» direction ni à la surveillance de la dame veuve C***,
» qu'il fournissait ses outils, venait travailler à ses
» heures, se faisait aider par qui il voulait, interrom-
» pait son travail quand il lui plaisait, sans que nulle
» observation pût lui être faite à cet égard par la dame
» veuve C*** ;

» Qu'il n'existait donc entre F*** et la dame veuve
» C*** aucune relation de patron à ouvrier ; que dès
» lors la loi de 1898 est inapplicable... »

Si l'employeur ne s'immisce en rien dans la direction et la surveillance du travail, il n'est donc point considéré comme chef d'entreprise et, partant, il ne se trouve pas astreint aux obligations de la loi de 1898. Il le devient, au contraire, s'il s'est constitué son propre entrepreneur en prenant une part personnelle à la

(1) Cour Montpellier, 2 juillet 1903. Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

direction des travaux ou en donnant des ordres aux ouvriers.

Telle est la situation notamment d'un propriétaire, d'un simple particulier faisant faire des travaux pour son compte (1). (Chambéry, 30 mars 1904.)

Les mêmes principes doivent conduire à préciser la situation des employeurs qui ont recours, pour l'accomplissement de leurs tâches, à des intermédiaires.

Si ces intermédiaires substituent complètement leur personnalité à celle de leur employeur de telle sorte que les travaux à eux confiés soient exécutés en toute liberté par leurs soins exclusifs, ils agissent sous leur propre responsabilité et celle de leur employeur, l'entrepreneur principal disparaît entièrement. Tel est le

(1) Chambéry, 30 mars 1904 : « Attendu qu'en thèse générale cette loi qui ne vise que les « chefs d'entreprises » ne s'applique pas au propriétaire non industriel, ni entrepreneur, qui fait exécuter sur son fond et pour son propre compte des travaux de maçonnerie ou autres ;

» Attendu, en effet, que les discussions qui ont précédé le vote de la loi tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, démontrent que l'expression « chef d'entreprises » ne doit s'entendre que de l'industriel ou du commerçant dont la profession exige ou occasionne le travail auquel il emploie ses ouvriers ;

» Attendu, d'autre part, que dans les relations habituelles du patron et de l'ouvrier, ce dernier doit obéir à tous les ordres qui lui sont donnés relativement au mode d'exécution de son travail ; que sa subordination à cet égard a pour corollaire la responsabilité du patron ;

» Attendu que le propriétaire qui charge un ouvrier de faire un travail de sa profession ne devient pas, par ce seul fait, industriel ou commerçant ; qu'il ne s'immisce pas dans les dispositions techniques que l'ouvrier doit prendre pour l'exécution du travail ; qu'il traite avec l'ouvrier comme il aurait traité avec un entrepreneur ; qu'en réalité ce n'est pas lui, mais, au contraire, l'ouvrier qui se substitue au chef d'entreprise ; — attendu que, dans la cause actuelle, rien ne démontre que B..... soit sorti de son rôle de simple propriétaire, qu'il ait pris la direction des travaux ou commandé une manœuvre quelconque ; que la demande de C..... est donc irrecevable. »

cas des sous-entrepreneurs et tâcherons auxquels un travail déterminé a été cédé par le chef d'entreprise et qui l'accomplissent avec leur matériel propre, leur personnel, leurs fonds, dans des chantiers par eux organisés et dirigés.

Si, au contraire, ces intermédiaires n'entendent pas se soustraire à la surveillance et à la direction du chef d'entreprise ; s'ils se bornent à prendre à forfait une tâche déterminée, mais que, pour son exécution, ils emploient les moyens mis en œuvre sur le chantier de l'entreprise, se servent des outils du patron, travaillent avec des ouvriers de celui-ci, ils ne peuvent en aucune façon être considérés comme substitués au chef d'entreprise et celui-ci reste tenu de la réparation des accidents du travail.

Tel est le cas des marchandeurs, des ouvriers à la tâche ou sous-traitants lorsqu'ils demeurent les ouvriers du patron, soumis comme tels à son autorité et dépourvus d'ailleurs de ce pouvoir de contrôle ou de surveillance que le législateur requiert justement comme condition essentielle de la responsabilité édictée à l'égard des chefs d'entreprises (1).

(1) Cabouat. Opus. cité, p. 298. — Cour Montpellier, 3^e Chambre, Brugère, président, 16 mars 1906 :

« Attendu que pour avoir été payé à la tâche et non à la journée N... n'a pas perdu la qualité d'ouvrier pour prendre celle de tâcheron ;

» Que le travail par lui effectué est, en effet, d'une nature toute spéciale et comporte, d'après les usages, un paiement au mètre cube qui n'entraîne pas en principe l'idée d'une entreprise ;

» Attendu que toutes les circonstances de la cause indiquent clairement qu'il y a eu embauchage et non entreprise ;

» Qu'en effet N... travaillait avec des outils fournis par T... sur les chantiers de T... d'après des ordres journaliers donnés par T... ;

» Attendu que T... loin de se désintéresser de la direction du travail

MM. Moural et Berthiot, dans leur commentaire de la loi, citent une autre application de ce même principe que la qualité de chef d'entreprise assujettie est subordonnée à l'exercice de la surveillance et de la direction des travaux. C'est lorsque, par suite de circonstances imprévues, l'autorité du patron et son pouvoir de direction viennent à cesser brusquement. Sa responsabilité disparaît en même temps. Ainsi par exemple lorsqu'un entrepreneur adjudicataire de travaux sera mis en régie (1).

Enfin une autre conséquence de ce que la responsabilité d'un chef d'entreprise est indissolublement liée à son pouvoir de direction et surveillance, c'est que lorsqu'il survient un accident à un de ses ouvriers par lui prêté à un autre patron sa responsabilité ne disparaît pas. Elle découle de l'existence d'un lien non modifié de contrat de louage entre le patron et l'ouvrier, mais résulte surtout de ce fait que le pouvoir de surveillance et direction du chef d'entreprise subsiste et s'exerce sur l'ouvrier directement au moment où il lui donne l'ordre d'aller travailler chez un autre patron, et indirectement, durant le cours du travail par la délégation par lui donnée à l'autre patron (2).

de N... lui imposait l'assiduité au chantier et lui faisait des observations au sujet des actes d'imprudence qu'il commettait dans le travail ;

» Attendu qu'une telle surveillance, reconnue par T... lui-même dans l'enquête, est exclusive de la qualité de tâcheron et caractérise au premier chef celle de l'ouvrier embauché par un patron. »

(1) Moural et Berthiot. Opusc. cité, p. 49.

(2) Cass., 15 mars 1904. Rubod. Opusc. cité, p. 162.

SECTION III

Nécessité de l'indépendance du chef d'entreprise

C'est évidemment à l'indépendance que se distingue un chef d'entreprise. Cette qualité ne peut lui appartenir s'il relève de quelqu'un. Il faut qu'il soit maître absolu de l'organisation à donner à son travail et de la direction de son établissement. A cette seule condition, on pourra concevoir qu'il supporte les charges d'une entreprise qu'il exploitera alors évidemment à ses risques et périls.

Toute immixtion d'un tiers dans la surveillance ou l'administration le réduisant au rang d'un sous-ordre, excepté seulement au cas où elle ne serait qu'accidentelle et momentanée, ferait disparaître sa responsabilité.

SECTION IV

Nécessité d'une entreprise

Pour qu'un patron soit assujetti au risque professionnel, il faut qu'il soit à la tête d'une entreprise. Il sera considéré comme tel lorsqu'il aura l'habitude de traiter avec le public à forfait ou sur devis pour l'exécution de travaux de sa profession dans un but commercial.

Peu importe la forme ou le caractère de cette entreprise qui pourra être indistinctement une entreprise publique, une entreprise privée ou une société.

L'entreprise publique pourra être une entreprise de l'Etat, des départements ou des communes ou établissements publics. La responsabilité incombera alors à l'administration intéressée qui sera considérée comme chef d'entreprise (1).

S'il s'agit d'une entreprise individuelle, c'est l'entrepreneur qui sera personnellement responsable. S'il s'agit d'une société, ce sera la société elle-même qui subira le risque professionnel à l'exclusion de ses administrateurs ou gérants.

L'importance de l'entreprise est également indifférente. Le nombre des ouvriers occupés, le chiffre des affaires traitées, importent peu. Les petits patrons, tels que le maçon, le menuisier, le charpentier, même lorsqu'ils n'emploient qu'un seul ouvrier, sont atteints par la loi nouvelle. La petite industrie est traitée sur le même pied que la grande. La responsabilité y est établie sur la même mesure et d'après les mêmes principes.

De ce qu'une entreprise est nécessaire pour que le chef en soit assujetti à la loi, il résulte que les patrons qui ne sont pas entrepreneurs ne sont pas atteints par le risque professionnel.

C'est ainsi par exemple que le propriétaire qui fera exécuter pour son compte et sous sa direction des travaux par des ouvriers qu'il aura momentanément embauchés ne sera pas responsable des accidents qui pourront survenir à ces ouvriers au cours des travaux.

L'affirmation en a été donnée au Sénat par l'hono-

(1) Avis conforme Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. Bulletin de l'office du travail, 1900, p. 61, 388.

nable M. Tolain, rapporteur de la loi qui, au cours de la discussion, s'expliqua dans les termes suivants, répliquant à M. Béranger qui disait: « Lorsqu'un de vous » fera déplacer une cuve dans son cellier, vider une fosse » dans sa maison, il sera chef d'entreprise. » « Pas du » tout, répondait M. Tolain. Il y a ou il n'y a pas un » chef d'entreprise. Dans tous les cas, quand un pro- » priétaire quelconque charge tel ou tel spécialiste » de travailler pour son compte, si ce spécialiste occupe » un grand nombre d'ouvriers, il est chef d'entreprise, » et s'il est seul à travailler il devient son propre chef » d'entreprise. Il serait, en effet, parfaitement déraison- » nable d'infliger la responsabilité des infirmités qui » peuvent atteindre l'ouvrier au propriétaire qui » l'occupe et qui ne connaît évidemment ni les néces- » sités ni les dangers de la profession. »

Cependant il a été jugé avec raison à notre avis par le Tribunal de la Seine le 24 décembre 1904⁽¹⁾ qu'un particulier qui, ayant à faire d'importants travaux dans l'immeuble dont il est le locataire, a embauché une vingtaine d'ouvriers pour faire exécuter ces travaux dont il conserve la direction, organise ainsi un chantier de construction et devient chef d'entreprise assujetti à la loi. Il est certain que l'importance des travaux et le nombre des ouvriers étaient de nature à donner le véritable caractère d'une entreprise aux travaux effectués par ce particulier et à attribuer à celui-ci les fonctions et le rôle d'un véritable chef d'entreprise. Il est donc juste qu'on l'ait déclaré

(1) Vuilletard de Prunières. Recueil spécial des accidents du travail. Année 1904-1905, p. 408.

astreint à supporter le risque professionnel. Nous estimons pour notre part, avec M. Loubat (1) que, poussant plus avant dans la voie indiquée par le Tribunal civil de la Seine, il conviendrait de considérer comme de véritables chefs d'entreprises tous les particuliers combien nombreux qui emploient des ouvriers même isolés à des travaux ayant un caractère industriel, par exemple à la conduite d'un moulin à vent ou d'un appareil de distillation.

SECTION V

Nécessité d'un but lucratif

C'est la conséquence de la nécessité d'une entreprise.

Pour qu'il y ait véritablement entreprise, il faut, en effet, que les travaux qui en font l'objet soient exécutés, en échange d'une rémunération en argent et dans un but de lucre.

« La loi ne sera donc applicable qu'aux chefs » d'entreprises dont le but sera de réaliser un gain. » Ainsi s'exprime la circulaire du Ministre du Commerce du 24 août 1899.

Cette nécessité d'un but lucratif écarte de l'assujettissement à la loi bon nombre de personnes.

Je n'indiquerai que pour mémoire les particuliers qui font travailler pour leurs besoins sans y être poussés par l'appât du gain. Ceux-là sont déjà déchargés de l'obligation résultant du risque professionnel, comme n'étant point à la tête d'une entreprise.

(1) Loubat. Traité sur le risque professionnel, p. 160.

La loi de 1898 ne les assujettit pas plus au point de vue qui nous occupe.

Elle ne met également aucune obligation à la charge des établissements où les travaux n'ont qu'un but d'enseignement, comme les laboratoires de Facultés ou les écoles techniques. La seule raison en est dans l'absence du but lucratif. D'où il suit que l'on s'accorde sans peine à reconnaître soumis à l'application de la loi les laboratoires qui se chargent de procéder moyennant rémunération à des analyses industrielles.

Cette exclusion des laboratoires de Faculté ou écoles techniques est vraiment des plus regrettables. Ces établissements sont, en effet, fréquentés par deux catégories de personnes : les étudiants qui viennent y chercher l'enseignement et le personnel ouvrier qui est nécessaire à l'entretien du laboratoire et à la préparation de l'enseignement. Toutes ces personnes sont dignes d'intérêt et on leur doit évidemment protection contre les risques très sérieux qu'elles courent à toute heure. Au pis-aller, on pourrait peut-être refuser d'étendre cette protection aux étudiants, en admettant que c'est à leurs risques et périls personnels qu'ils s'exposent volontairement aux dangers qui les menacent. — Mais combien est-il injuste de ne point accorder au personnel salarié la protection bienfaisante que la loi de 1898 a étendue à tous les ouvriers d'industrie qui cependant sont souvent moins exposés que les employés de laboratoire, en contact journalier avec des matières ou des machines de manipulation extrêmement dangereuses !

Une tentative isolée a été faite par la Jurisprudence pour essayer d'étendre à ces intéressants ouvriers le

bénéfice de la loi de 1898. Un jugement du Tribunal de la Seine du 16 juillet 1901 (1) a déclaré assujettie une école professionnelle où il était fait usage de moteurs mécaniques dans le but exclusif cependant d'instruire des apprentis en dehors de toutes préoccupations lucratives. Cette décision n'a soulevé que des critiques qui n'étaient, il faut le reconnaître, que trop justifiées. Il est certain qu'en l'état il est impossible de déclarer assujetties à la loi ces écoles ou laboratoires lorsqu'elles n'ont pas de but lucratif. Il est seulement permis de réclamer avec énergie une prochaine intervention législative.

Les raisons de décider sont les mêmes qui déterminent à exclure du domaine d'application de la loi les établissements qui ont un but de bienfaisance. Cependant le Comité consultatif des assurances contre les accidents, par un avis en date du 20 décembre 1899 (2), a décidé que l'on devrait reconnaître la qualité de patron responsable aux établissements d'assistance par le travail « toutes les fois que des chefs » d'entreprises exécutant les mêmes travaux seraient assujettis ». Cet avis du Comité consultatif n'est nullement motivé, et il est véritablement difficile de comprendre les raisons de cette décision. A la vérité, ces établissements sont bien des ateliers, mais ce sont avant tout des établissements de bienfaisance n'ayant aucun but lucratif (la plupart ne subsistant qu'à l'aide de subventions ou cotisations) et de plus les sommes

(1) Revue des assurances mutuelles, 3^e année, 1901, p. 293.

(2) Rec. minist. commerce, n° 1. Lois, circulaires et règlements, p. 265, avis XIV.

distribuées à leurs assistés sont bien plus un secours déguisé qu'un véritable salaire, comme le font si justement observer MM. Moural et Berthiot (1). La Cour de Poitiers d'ailleurs, par arrêt du 16 juin 1902 (2), a réduit à néant l'avis du Comité consultatif en décidant : « que si le but poursuivi est uniquement l'assistance » et la charité par le travail, l'entreprise ne présente » pas la condition essentielle caractérisée par le mobile » de gain qui constitue l'entreprise industrielle ». Seule la Cour de Paris, par un arrêt resté d'ailleurs isolé du 29 mai 1902 (3), a semblé se rallier à l'avis du comité consultatif en déclarant assujettie à la loi la Société des ateliers d'aveugles de Paris et en jugeant que ladite Société, reconnue d'utilité publique, tirant ses ressources de la charité privée, ne poursuivait pas, il est vrai, la réalisation d'un gain, mais que le caractère industriel du travail était indépendant du but dans lequel il était organisé. Il semble toutefois que la Cour de Paris se soit laissé influencer par le fait établi dans l'espèce dont s'agit qu'il était indéniable que ladite Société était à la tête d'une véritable exploitation industrielle constituant une manufacture au sens de l'art. 1^{er} de la loi et vendant ses produits au public pour un chiffre considérable.

La nécessité d'un but lucratif pour l'entreprise a conduit d'autre part à se poser la question de savoir si les associations coopératives de production ou de consommation pouvaient être considérées comme soumises à l'assujettissement à la loi de 1898.

(1) Moural et Berthiot. Opusc. cité, p. 46.

(2) Recueil ministère commerce. Jurisprudence, n° 7, p. 239.

(3) Recueil ministère commerce. Jurisprudence, n° 7, p. 235.

Cette question a été tranchée dans le sens de l'affirmative par le Comité consultatif des assurances contre les accidents dans deux avis des 31 mai (1) et 29 novembre 1899 (2) où il est dit qu'elles sont assujetties lorsqu'elles se livrent à des fabrications, possèdent des ateliers ou font usage de moteurs inanimés.

Ces décisions sont évidemment fondées, car il est certain que les établissements des sociétés coopératives sont de véritables exploitations commerciales ayant pour but la réalisation directe ou indirecte de bénéfices, malgré leur apparence d'institutions désintéressées. Les sociétés coopératives seront donc considérées comme chefs d'entreprises responsables des accidents survenus à leurs employés ou sociétaires lorsqu'elles se trouveront dans les conditions exigées pour qu'une entreprise soit assujettie à la loi de 1898.

SECTION VI

Exclusion des ouvriers travaillant seuls d'ordinaire

Une responsabilité telle que celle créée par la loi de 1898 ne peut être imposée, dit M. Cabouat (3), qu'à ceux que l'exercice permanent de l'autorité prépare à la conception des devoirs qu'elle entraîne et non aux travailleurs qui, par suite des circonstances temporaires et purement transitoires, se trouvent obligés de faire appel à une collaboration peut-être sans lendemain.

(1) Rec. minist. commerce. Lois, règlements et circulaires, n° 1, p. 259.

(2) Rec. minist. commerce. Lois, règlements et circulaires, n° 1, p. 264.

(3) Cabouat. Opusc. cité, p. 300.

M. Cabouat, dans les quelques lignes qui précèdent, a très exactement analysé la pensée qui a conduit le législateur à exclure de la loi de 1898, par le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, les ouvriers qui, travaillant seuls d'ordinaire, ont recours à la collaboration purement accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

Cette disposition fut introduite dans la loi sur un amendement de M. Baudens. Ce fut une manifestation des plus significatives des efforts faits par certains membres du Parlement pour parvenir à faire exempter la petite industrie des charges créées par la loi de 1898.

Ces efforts n'avaient pas été grandement couronnés de succès, car, malgré de nombreuses discussions, il était resté acquis en définitive que l'importance de l'industrie ou de l'entreprise était inopérante et que la loi recevait son application quel que soit le nombre des ouvriers groupés sous l'autorité du patron.

Ils aboutirent cependant à faire pénétrer dans la loi l'exception ci-dessus indiquée à laquelle d'ailleurs il faut bien se garder d'attribuer plus de portée qu'elle n'en a.

Le législateur, en excluant de l'assujettissement à la loi les ouvriers travaillant seuls d'ordinaire, n'a pas entendu écarter du bénéfice de la loi les petits ateliers ni exempter les petits patrons. Elle a voulu seulement, comme le mettait en lumière M. Baudens, auteur de l'amendement, dans la séance du 20 mars 1896, éviter de transformer en un patron malgré lui un simple ouvrier travaillant habituellement comme tel et n'ayant ni chantier, ni atelier, ni capital, ni exploitation.

Il semble que la Cour de Montpellier, dans un arrêt rendu par la 2^{me} Chambre, sous la présidence de M. An-

druéjol, le 22 mars 1902 (1), n'ait point exactement senti cette nuance. Par cet arrêt, en effet, elle déclare non assujetti à la loi de 1898 un maréchal-ferrant au prétexte qu'il travaillait d'ordinaire seul dans son atelier, et que si parfois il faisait appel à la collaboration d'un unique ouvrier pour l'aider dans son travail, une semblable collaboration ne faisait pas de lui un chef d'entreprise ; la Cour juge en conséquence que le texte et l'esprit de la loi protestent contre l'assimilation de ce patron-ouvrier au chef d'industrie visé par le 1^{er} § de l'article 1^{er}.

Cette décision est critiquable à mon avis. Le maréchal-ferrant qui y est visé étant à la tête d'un atelier réunissait, bien que travaillant seul d'ordinaire, les qualités d'un véritable chef d'entreprise. La collaboration à laquelle il avait recours en certaines circonstances présentait le caractère d'un embauchage régulier pour un travail déterminé et lucratif. Ce n'était pas l'ouvrier qui occasionnellement se fait aider par un camarade dans des conditions telles qu'on n'y retrouve ni le contrat de travail, ni l'autorité et la direction patronales, mais qui révèlent seulement l'intention de solliciter un service. C'était le patron à la tête d'une entreprise accidentelle et discontinue peut-être, mais qui devait être considérée comme suffisante pour faire déclarer assujetti à la loi celui qui la dirigeait.

(1) Cour Montpellier, 22 mars 1902. Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

CHAPITRE III

Personnes protégées

Après avoir recherché dans les chapitres précédents à qui incombent les obligations nées de la législation sur les accidents du travail, il nous faut maintenant déterminer quelles sont les personnes appelées à bénéficier de cette législation.

Aux termes de la loi du 9 avril 1898, ces personnes sont les ouvriers et employés occupés dans les entreprises qu'elle assujettit, ainsi que les représentants de ces personnes.

TITRE I

Ouvriers et employés

C'est à dessein que le législateur a employé à la fois ces deux expressions pour désigner les personnes qui bénéficieraient de la loi.

Il a voulu par là bien nettement marquer qu'il entendait que la nouvelle loi s'applique sans distinction à ceux qui, à un titre quelconque, participent au travail sous la direction et la surveillance du patron.

C'est à dessein également qu'il n'a point donné de définition et qu'il s'est gardé de dire à quels salariés s'appliquaient ces deux termes. Il a voulu que l'on

puisse ainsi les prendre dans leur sens le plus étendu et y englober le plus grand nombre de travailleurs sans autre exclusion que celles spécialement indiquées par la loi.

C'est ce qui résulte clairement des travaux préparatoires.

Le 25 février 1892, à la Chambre, M. Ricard, rapporteur, l'exprime en ces termes : « Les accidents menacent toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise et il n'eût pas été équitable de traiter les contre-maitres, surveillants, les ingénieurs même d'une manière moins favorable que les ouvriers eux-mêmes. »

Le 2 mars 1896, M. Thévenet, rapporteur au Sénat, disait en termes presque identiques : « Nous avons estimé qu'il fallait que le principe général posé dans l'article 1^{er} s'appliquât à toutes les victimes du travail industriel. »

Les ouvriers et employés seront donc d'une manière générale les salariés occupés dans l'entreprise sous l'autorité et la direction du chef d'entreprise.

Plus particulièrement et pour faire une distinction, bien qu'en fait ce soit complètement inutile, les ouvriers seront les travailleurs qui, à la main ou à la machine ou par quelque moyen que ce soit, participeront directement à la fabrication.

Les employés seront ceux qui, étrangers à la fabrication, seront affectés à la direction ou aux services techniques et commerciaux de l'entreprise.

Quelle qu'ait été d'ailleurs l'intention nettement marquée du législateur d'étendre au plus grand nombre possible de salariés le bénéfice de la loi, il n'a pu toute-

fois (sans risquer de s'écarter de l'esprit même qui a guidé la loi et de la conception du risque professionnel qui en est la base) y admettre que les ouvriers et employés occupés effectivement dans les entreprises qu'il assujettissait à la loi et placés sous l'autorité directe du chef d'entreprise.

Tous les travailleurs ne sont donc pas protégés par la loi de 1898. Il importe par suite d'examiner quels sont les caractères que les « ouvriers et employés » doivent présenter pour être admis au bénéfice de la loi, et par là même nous déterminerons quels sont les travailleurs qui en sont exclus.

SECTION I

Nécessité d'un contrat de travail

Seul un contrat de travail donne la qualité d'ouvrier ou employé, de même que nous avons vu, dans le chapitre précédent, que seul il donnait la qualité de chef d'entreprise.

Ce contrat de travail peut se définir, comme le fait très complètement M. Loubat (1), « un louage d'ouvrage » au sens de l'article 1780 du Code civil par lequel une » personne appelée ouvrier ou employé s'engage moyennant un prix convenu d'avance et appelé salaire, soit » à mettre son activité, pour une certaine durée et dans » un but industriel ou commercial, au service d'une » autre personne appelée patron, soit à exécuter pour » le compte de celui-ci, dans le même but, une œuvre » fixée d'avance. »

(1) Loubat. Opusc. cité, p. 96.

Ce contrat de travail est soumis à la seule condition d'être valable. S'il est vicié et déclaré nul, il est censé n'avoir jamais existé, et, par suite, l'ouvrier qui aurait été blessé en travaillant sous l'empire de ce contrat rescindé ne pourrait se prévaloir des avantages de la loi.

Si une difficulté surgit sur la nature ou l'existence de ce contrat, ce sera, conformément au droit commun, à l'ouvrier qui l'invoque à en rapporter la preuve.

Les diverses modalités du contrat de travail et les formes multiples qu'il peut revêtir sont sans influence.

Peu importent l'âge, le sexe ou la nationalité des parties contractantes, les liens de parenté qui peuvent exister entre elles.

L'ouvrier étranger est assimilé à l'ouvrier français et placé sur le même pied que celui-ci. Cela résulte implicitement du texte de la loi qui ne fait allusion aux ouvriers étrangers que pour stipuler qu'au cas où ils quitteront le territoire français après l'obtention d'une rente viagère, ils cesseront d'avoir droit à celle-ci et ne pourront obtenir pour toute indemnité qu'un capital égal à trois fois le montant de la rente qui leur était précédemment servie (art. 3 § 14). D'où il résulte évidemment que lorsqu'ils résident sur le territoire français ils sont absolument assimilés aux ouvriers français.

Les travaux préparatoires sont d'ailleurs très significatifs sur ce point. Le rapporteur, M. Ricard, s'exprimait ainsi, le 25 février 1892 : « Aucune distinction » n'est faite entre les ouvriers français et les ouvriers » étrangers. La loi présente un caractère d'ordre public » tellement absolu qu'elle doit être appliquée aux

» nationaux des autres pays qui travaillent sur notre
» territoire, alors même que ces pays n'accorderaient
» pas aux Français des avantages analogues. »

La durée du contrat du travail, la façon dont le travail est exécuté et dont les salaires sont payés sont absolument indifférents. Ainsi le bénéfice de la loi de 1898 peut être invoqué par l'ouvrier qui n'a été embauché que d'une façon transitoire et temporaire, ne fût-ce que pour une journée ou quelques heures (1).

Le contrat de travail pourra n'être que le contrat d'apprentissage défini par l'article 1^{er} de la loi de 1851, dans les termes suivants : « Le contrat d'apprentissage est
» celui par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un
» commis s'oblige à enseigner la pratique de sa profes-
» sion à une autre personne, qui s'oblige en retour à
» travailler pour lui, le tout à des conditions et pendant
» un temps convenu. » Il est évident que l'apprenti travaillant dans une entreprise assujettie à la loi est exposé comme les ouvriers eux-mêmes aux dangers inhérents à l'entreprise. Il eût donc été injuste de ne point l'appeler à bénéficier des avantages de la loi de 1898. C'est ce que le législateur a compris. Aussi, s'inspirant de la grande analogie que présente le contrat d'apprentissage avec le contrat de louage d'ouvrage,

(1) Justice de Paix, Paris, 20 nov. 1903 : « Attendu qu'il faut entendre
» par ouvrier occupé dans l'une des exploitations visées par l'article 1^{er} de
» la loi sur les accidents du travail celui qui est tenu avec le chef d'entre-
» prise par un contrat de louage tel qu'il est défini par l'art. 1780 Code
» civ. Qu'il importe peu que le salaire soit proportionné à la durée du tra-
» vail ; qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de la durée du contrat et de
» rechercher si elle est d'une année, de plusieurs mois, de plusieurs jours
» ou même seulement de quelques heures ; qu'il suffit que l'accident se pro-
» duise dans une période de réalisation du contrat qui peut être formel ou
» simplement tacite. »

il n'a pas hésité à assimiler les apprentis aux ouvriers et employés, ainsi qu'il résulte implicitement de l'article 8 de la loi qui détermine le salaire de base pour les indemnités dues aux apprentis.

La nature des fonctions auxquelles sont appelés les ouvriers et employés, leur importance, le degré de hiérarchie établi entre eux sont sans aucune influence. Sans aucune distinction, la loi s'appliquera aux ouvriers, employés, contre-maîtres, surveillants, chefs d'ateliers, comptables, dessinateurs, caissiers, employés de bureau, préposés à la manutention, etc. La seule condition, comme nous le verrons plus loin, sera que le lieu de leur travail soit situé au lieu même où s'exerce l'entreprise assujettie. S'il y avait séparation absolue entre les chantiers de l'entreprise et les bureaux ou magasins de manutention et de vente commerciale, les seuls ouvriers ou employés occupés dans les chantiers de l'entreprise pourraient se prévaloir de la loi.

La protection de la loi, en dehors de cette restriction, s'étendra donc à toutes les fonctions, soit subalternes, soit supérieures. Ainsi le directeur technique d'une exploitation appartenant à une société sera protégé même s'il est investi des pouvoirs ou d'une partie des pouvoirs des patrons, parce qu'il n'est qu'un simple agent d'exécution salarié au même titre que tous autres ouvriers ou employés.

Au contraire, les administrateurs de la société propriétaire d'une entreprise assujettie ne seront pas protégés par la loi parce que, loin d'être liés par les obligations dérivant d'un contrat de travail, ils sont les véritables délégués et représentants du chef d'entreprise. Ils ne deviendraient protégés que s'ils cumulaient

leurs fonctions d'administrateurs avec celles de délégués à la direction de l'entreprise.

De ce qu'un contrat de travail liant le patron à ses ouvriers et employés est nécessaire pour que ces derniers puissent se prévaloir des dispositions de la loi, il résulte que sont exclus de son bénéfice tous les travailleurs qui ne sont pas attachés à l'entreprise par un tel contrat.

Ainsi ne pourront bénéficier de la loi ni les ouvriers travaillant à titre purement gracieux et en vue d'un service à rendre pour le compte d'un patron, ni les jeunes gens admis dans une entreprise pour y faire un stage nécessaire à leur éducation personnelle et qui ne reçoivent aucun salaire: ainsi les élèves des écoles d'arts et métiers ou des mines détachés dans une entreprise; ainsi encore les étudiants travaillant pour leur compte personnel dans les pharmacies ou les laboratoires qui réunissent les conditions voulues par la loi pour être assujettis; ainsi les militaires détachés dans un établissement de pyrotechnie, chemins de fer ou autre.

Il faut examiner maintenant la situation des ouvriers dans certains cas où la convention qui les lie au patron ne présente pas les caractères purs et simples d'un contrat de louage, mais ceux d'une convention dont les éléments sont empruntés à divers contrats différents, association, mandat, louage de choses, etc.

Ainsi dans les cas de marchandage, associations coopératives, participations aux bénéfices, contrats à la moyenne, etc.

Dans le marchandage, le travail est rétribué à la tâche, mais avec cette particularité qu'un prix unique

est stipulé pour une tâche nécessitant l'emploi de plusieurs ouvriers.

Tantôt dans le marchandage par association le prix unique stipulé est versé à un groupe d'ouvriers qui se sont associés pour exécuter le travail. Il est clair, en ce cas, que tous les ouvriers ainsi associés sont protégés par la loi de 1898 parce qu'ils restent les employés du chef d'entreprise liés directement à lui et que la façon dont le salaire leur est versé est sans influence, ainsi qu'il a été dit plus haut. Il n'en serait autrement que si le groupe ainsi constitué d'ouvriers associés revendiquait et s'attribuait la qualité de chef d'entreprise soit par une stipulation du contrat, soit en travaillant en dehors de la direction et de la surveillance de celui pour qui le travail est exécuté.

Tantôt le salaire fixé est payé à un entrepreneur qui a lui-même sous ses ordres un certain nombre d'ouvriers engagés par lui et payés avec le salaire qu'il a touché.

Ici une distinction est à faire. Si cet entrepreneur travaille sous la direction et la surveillance directe de celui pour lequel le travail est exécuté, il est protégé par la loi de 1898, et la responsabilité des accidents qui peuvent lui survenir incombe à celui qui dirige le travail, tout comme d'ailleurs celle des accidents qui peuvent survenir aux ouvriers qui ont été embauchés par cet entrepreneur. Ces ouvriers, en effet, sont alors considérés comme embauchés et payés par l'entrepreneur, non pour son compte, mais en vertu d'un mandat à lui donné à cet effet par celui pour qui le travail est effectué. D'où la responsabilité de ce dernier. En pratique, on rencontre des situations de cette nature notamment, chez les foudriers de nos régions. Le foudrier chef d'in-

dustrie traite avec des maîtres tonneliers auxquels il alloue comme salaire des prix convenus à la tâche. Chacun de ces maîtres tonneliers se fait aider dans son travail par une équipe d'ouvriers choisis et payés par lui. Tous travaillent sur les chantiers du chef d'industrie, sous ses ordres, sa direction, sa surveillance et avec le matériel fourni par lui. Tous sont en conséquence protégés contre les accidents dont la responsabilité incombe au chef d'industrie.

Si, au contraire, l'entrepreneur jouit, pour l'exécution du travail pour lequel il a traité, d'une complète indépendance vis-à-vis de celui qui l'a commandé, il devient alors lui-même un patron et travaille ou fait travailler ses aides à ses propres risques. Ainsi il a été décidé par de nombreux arrêts de jurisprudence et par le Comité consultatif des assurances, en application de ces principes, « que l'ouvrier ayant assumé à » prix fait l'entreprise d'un ouvrage déterminé en » dehors de la surveillance et de la direction de celui » pour qui l'ouvrage se fait n'est pas appelé au bénéfice » de la loi. » (Avis du 30 juin 1901. D. 1901-4-83.).

La participation aux bénéfices présente quelques caractères empruntés au contrat d'association, puisque employés participants et patrons se partagent dans des proportions déterminées les bénéfices retirés de l'entreprise. Dans ces conditions, il est intéressant, pour l'application de la loi de 1898, de déterminer si l'on doit considérer les employés participants comme des salariés ou comme des associés du chef d'entreprise.

Dans le premier cas, ils seront protégés ; dans le second, ils ne le seront pas. Il est incontestable que les employés participants ne sont point de véritables asso-

ciés, parce qu'ils ne participent pas aux pertes de l'entreprise, mais seulement aux bénéfices et que, d'autre part, ils restent sous la subordination de leur patron. En réalité, ce sont de simples employés à salaires variables. Ils sont donc indiscutablement protégés par la loi de 1898 dont ils peuvent se prévaloir. Quelle est maintenant la situation des travailleurs qui, par leur réunion, ont constitué une société coopérative de production ? Ici il n'est pas douteux qu'ils forment une association et que chacun d'eux a la qualité d'associé. Ils coopèrent tous au même but, ont tous des droits égaux, partagent les bénéfices et supportent les pertes. A leur tête se trouve bien un gérant qui administre et donne des ordres, mais ce gérant n'est que leur mandataire et non leur patron.

Les coopérateurs sont tous, en leur qualité de co-propriétaires associés de l'entreprise, les patrons. A qui s'adresseront-ils alors au cas d'accident pour en demander la réparation ? Ils ne pourront évidemment s'adresser qu'à la société c'est-à-dire à eux-mêmes. Est-il possible qu'il en soit ainsi et qu'ils puissent sur le fonds social prélever des indemnités au cas d'accident ? Ils seraient alors à la fois créanciers de ces indemnités et débiteurs, puisque le fonds social est leur propre fonds. A première vue cela paraît impossible, et il semble que chez les coopérateurs les qualités de patrons et d'ouvriers se confondent au point de ne pas permettre de trouver le sujet passif de la responsabilité établie par la loi de 1898. Mais à l'examen on s'aperçoit qu'il n'en est pas ainsi.

La société a, en effet, une existence civile distincte de celle de ses membres. Au regard de cette société per-

sonne civile, les coopérateurs sont des employés soumis à la subordination qui travaillent pour son compte, en vertu d'un contrat de travail certain dont la rémunération se trouve dans la participation aux bénéfices du fonds social. Les coopérateurs reçoivent les ordres de la société et sont tenus de s'y soumettre. Dès lors, la société joue à leur égard le rôle et remplit les conditions d'un véritable chef d'entreprise et à son encontre ils pourront se prévaloir des dispositions de la loi de 1898.

Dans le contrat dit : « A la moyenne », passé entre les cochers et une entreprise de transports, l'on a voulu voir non un louage de services, mais un louage de choses combiné avec un mandat. Dans ce contrat, le cocher s'oblige à encaisser pour le patron le montant de la recette (par où on le considérait comme mandataire) et à remettre tous les jours au patron sur le produit de cette recette une certaine somme déterminée d'avance selon une « moyenne » représentant la location du cheval et de la voiture que lui confie l'entreprise (d'où louage de choses). La différence entre cette moyenne et la recette véritable constitue la rémunération du cocher.

La doctrine et la jurisprudence ont décidé que cette rémunération constituait un véritable salaire; que d'autre part, à côté du louage de choses, il y avait un louage de services, le cocher fournissant toujours à l'entreprise son travail qui consiste à conduire la voiture et se trouvant attaché à son patron par un lien de subordination indéniable. En conséquence, elles ont déclaré que le cocher travaillant ainsi à la moyenne était en droit de se prévaloir de la loi de 1898 (1).

(1) Cour Paris, 15 février 1902. Recueil minist. com., t. II, p. 180. — Cass. req., 23 juin 1903, recueil minist. com., t. III, p. 236.

SECTION II

Nécessité d'une entreprise et de l'occupation des ouvriers et des employés dans l'entreprise

Ne seront admis au bénéfice de la loi de 1898 et par suite fondés à réclamer du chef d'entreprise le paiement des indemnités accordées par la loi, que les ouvriers soumis à l'immédiate direction et autorité d'un entrepreneur.

Nous n'insisterons pas sur les caractères que doivent présenter cet entrepreneur et l'entreprise qu'il dirige. Ces caractères ont été précisés dans le chapitre précédent. Ce n'est évidemment qu'à partir du moment où l'ouvrier a mis son activité au service d'une entreprise assujettie à la loi, a accepté et suivi la direction de son chef et s'est placé sous sa dépendance que ce dernier peut être astreint au risque professionnel. Mais ce n'est pas tout. Il faut de plus que l'ouvrier soit effectivement occupé dans l'entreprise pour qu'il puisse se prévaloir de la loi.

De cette double nécessité d'une entreprise et de l'occupation effective dans cette entreprise, il résulte que sont exclus du bénéfice de la loi un grand nombre de travailleurs.

En premier lieu et sur ce point, il existe un texte formel (article 1^{er}, paragraphe final), les ouvriers qui apportent leur collaboration accidentelle à ceux qui travaillent seuls d'ordinaire ne peuvent invoquer le bénéfice de la loi. On a vu, en effet, que les ouvriers faisant appel à cette collaboration n'étaient point des chefs d'entreprises.

Les travailleurs isolés sont, d'autre part, dans l'impossibilité de se prévaloir de la loi. Ils ne font point, en effet, partie intégrante de l'entreprise puisqu'ils ne sont soumis ni à la surveillance, ni à la direction du patron. Il en serait toutefois autrement si l'isolement provenait de ce qu'un patron aurait momentanément détaché un ouvrier de son entreprise pour l'envoyer exécuter un travail chez un particulier ou dans un autre chantier, car, dans ce cas, l'ouvrier dont s'agit ne cesse pas de dépendre de son patron et d'être occupé dans l'entreprise.

L'ouvrier travaillant à son domicile pour le compte de son patron ne peut, par contre, bénéficier de la loi. Ici, en effet, cet ouvrier jouit d'une indépendance absolue. Il est affranchi de toute subordination et livré à lui-même pour l'exécution de son travail. Ce dernier ne s'opère point sur le chantier de l'entreprise ni dans un lieu qui puisse être considéré comme une dépendance où peut s'exercer la surveillance et la direction du patron. La plupart du temps même le travail ne se fait pas avec le matériel du patron, mais avec celui de l'ouvrier lui-même. Comment dès lors celui-ci pourrait-il faire supporter à son patron le risque professionnel ? Un tel travailleur indépendant et non effectivement occupé dans l'entreprise agit sous sa propre responsabilité en ce qui concerne la sécurité de son travail. Il est, en effet, soustrait entièrement aux dangers inhérents à l'entreprise et l'on ne voit point en vertu de quel droit il pourrait demander à son patron la réparation des accidents qui lui surviennent.

Il en est de même des ouvriers travaillant à la tâche ou à forfait hors de l'entreprise et du lieu où le patron

exerce habituellement sa surveillance et en dehors des ordres du patron et de sa direction (1).

Quelle est la situation d'un ouvrier au service d'un patron, mais qui aurait été prêté par ce dernier à un autre entrepreneur pour une durée limitée ? En apparence, il n'y a pas occupation effective dans l'entreprise dans laquelle l'ouvrier s'est engagé. En réalité, et si l'on examine de près la situation d'un tel ouvrier dans le chantier de l'entreprise auquel il a été prêté, on doit reconnaître qu'il n'y travaille qu'en exécution de l'ordre qui lui en a été donné par son patron véritable et qu'au fond c'est à celui-ci qu'il reste lié par son contrat de louage. L'ouvrier pourra donc bénéficier de la loi de 1898 et l'invoquer à l'encontre de son véritable patron, même si l'entreprise à laquelle il avait été prêté n'était pas assujettie (2).

Si maintenant, au lieu d'être mis à la disposition d'un autre entrepreneur par son patron, l'ouvrier, de son propre mouvement, allait sur un chantier autre que le sien prêter son aide à un travail n'intéressant pas son patron, les raisons de décider énoncées ci-dessus n'existeraient plus, et le fait qu'au moment où il a été blessé l'ouvrier ne se trouvait plus effectivement occupé sur les chantiers de son patron suffirait pour qu'il ne puisse plus bénéficier de la loi. Il en a été ainsi décidé notamment pour un ouvrier qui, d'un mouvement spontané et sans ordres de son patron, s'était rendu sur un chan-

(1) Cass., 6 avril 1902. *France judiciaire*, 1902-2-330. — Cass. req., 7 novembre 1904. *Rubod. Opusc. cit.*, p. 201.

(2) Narbonne, 10 févr. 1900. — Cour Nancy, 28 mai 1901. — Cour Toulouse, 13 mai 1901 *Recueil minist. com. Jurisprudence*, t. 1, n° 3, p. 811 et 825.

tier voisin du sien aider à y éteindre un incendie et s'y était blessé (1).

La solution serait cependant différente, et la loi de 1898 serait à bon droit invoquée par ce même ouvrier, si le travail auquel il était allé concourir avait été exécuté dans l'intérêt de son patron.

La nécessité de l'occupation effective des ouvriers ou employés dans l'entreprise assujettie, pour qu'ils soient admis à bénéficier de la loi de 1898, a pour conséquence d'exclure de la protection de la loi les domestiques ou serviteurs attachés à la personne du chef d'entreprise, mais non employés dans l'entreprise.

Les services domestiques sont, en effet, étrangers à l'exploitation de l'entreprise. Les serviteurs ou domestiques attachés à la personne ne collaborent point au travail ni à la production, et par suite ils ne sont point exposés aux dangers et aux risques inhérents à l'entreprise. Il s'en suit donc que les travailleurs appartenant à cette catégorie ne peuvent se prévaloir des dispositions de la loi.

Cependant il en est autrement lorsque les domestiques ou serviteurs attachés à la personne sont employés accidentellement ou par intervalles à des travaux dépendant de l'exploitation ou s'y rattachant. Blessés au cours de ces travaux, ils peuvent invoquer le bénéfice de la loi de 1898. On admet même qu'ils pourraient l'invoquer s'ils avaient été blessés dans l'intérieur de l'usine, non point au cours d'un travail de l'entreprise, mais simplement alors que, sur l'ordre du chef d'entre-

(1) Cour Montpellier, 2^e Chambre. Andruéjol président, 2 mai 1902. (Arrêt inédit.) Extrait des minutes du greffe.

prise, ils s'étaient rendus sur le chantier pour y faire une commission.

D'ailleurs, il convient de faire remarquer que si, à l'inverse, un ouvrier de l'entreprise était, à un moment déterminé, appelé par le chef d'industrie à effectuer un travail purement domestique (porter des malles à une gare par exemple), il cesserait momentanément d'être admis à se prévaloir du risque professionnel (1). C'est une conséquence forcée de la nécessité imposée aux ouvriers d'être effectivement occupés dans l'entreprise pour être protégés par la loi de 1898.

APPENDICE

Nous avons vu ci-dessus que le législateur avait nettement manifesté son intention de ne tenir aucun compte de la nature des fonctions des ouvriers et employés occupés dans les entreprises assujetties, alors même que ces fonctions n'entraînaient en elles-mêmes aucun risque professionnel.

Tous les salariés, à la condition d'être effectivement occupés dans l'entreprise à quelque titre que ce soit, pouvaient en principe se prévaloir de la loi du 9 avril 1898. « Le scribe même d'une usine, disait-on à la » Chambre des députés (2), qui s'était blessé avec son » canif devait être considéré comme ayant droit à une » indemnité. »

Cette règle souffrait cependant deux exceptions

(1) Cour Caen. 6 jun 1904. Viuilletard de Prunières. Recueil spécial des accidents du travail, année 1904-1905, p. 147.

(2) Séances 28 et 29 juin 1898. *Journal officiel*. Chambre, Débats.

avant la loi du 12 avril 1906 qui vient d'étendre la loi de 1898 à toutes les entreprises commerciales, et ces deux exceptions avaient pour effet d'exclure de la protection de la loi un grand nombre de travailleurs.

Tout d'abord, c'était au cas où l'on se trouvait en présence d'une grande entreprise dans laquelle le travail technique et industriel était complètement distinct du travail d'administration ou de la partie commerciale de l'exploitation, les locaux qui y étaient affectés étant eux-mêmes distincts et séparés. On estimait alors que les ouvriers ou employés occupés dans les bureaux ou la partie commerciale ne couraient aucun des dangers spéciaux de l'entreprise à laquelle ils étaient attachés, puisque leur travail ne s'effectuait pas dans le lieu de l'entreprise. On leur refusait donc la protection de la loi et on les considérait non plus comme des salariés d'une entreprise assujettie participant avec les ouvriers proprement dits à la production et partageant avec eux les risques et les dangers de l'industrie, mais comme de véritables étrangers à l'entreprise non protégés parce qu'ils ne travaillaient pas dans l'établissement même assujetti au risque professionnel.

La seconde exception se présentait au cas où l'on se trouvait en présence de ces industries qui n'étaient assujetties à la loi que lorsque, pour des travaux déterminés, il y était fait usage d'un moteur inanimé ou mis en œuvre des matières explosibles. Ici on excluait formellement de l'application de la loi tous les ouvriers qui n'étaient point spécialement occupés à la manipulation des matières explosibles ou à la mise en œuvre du moteur inanimé. On s'appuyait d'ailleurs sur un

argument de texte très concluant à la vérité. Le législateur, disait-on, avait d'abord disposé que les accidents du travail donneraient droit à une indemnité dans toute exploitation dans laquelle seraient fabriquées ou mises en œuvre des matières explosibles, etc. Après quoi il avait modifié à dessein son texte en faisant suivre les mots « dans toute exploitation » de l'expression « ou partie d'exploitation » (1). D'où l'on déduisait que, seuls les ouvriers occupés dans ces parties d'exploitation dangereuses, à l'exclusion de tous ceux occupés dans le surplus de l'exploitation étaient et pouvaient être protégés par la loi du 9 avril 1898, parce que, seuls, ils étaient effectivement occupés dans la partie assujettie de l'entreprise.

La loi nouvelle du 12 avril 1906 est venue fort à propos mettre un terme à ces exclusions désastreuses en pratique, ainsi que j'avais pu m'en rendre compte par mon expérience personnelle au cours de deux procès que je plaidai jadis pour deux intéressantes victimes d'accidents du travail.

L'une d'elles se vit refuser toute rente, bien que très gravement blessée au service de la Compagnie des machines à coudre Singer, établissement industriel cependant assujetti, au prétexte que l'accident lui était survenu non point dans un atelier industriel de la dite Compagnie, mais dans une maison de vente distincte et séparée.

L'autre blessé ne fut pas plus heureux. Il travaillait chez un négociant en vins chez lequel il était fait usage d'un moteur à essence pour animer une pompe. Le

(1) Sachet. opusc. cit. 4^e éd., t. I, p. 103.

même jour deux accidents se produisirent. Mon homme, en manipulant des fûts, eut une jambe fracturée, tandis que le mécanicien chargé de la conduite du moteur eut, de son côté, une phalange d'un doigt écrasée dans un engrenage.

Double procès et à la stupéfaction de mon blessé, qui, je crois, n'en a jamais saisi la raison malgré les efforts louables que je fis pour lui faire comprendre que cette différence de traitement n'était pas une injustice, mon homme n'obtint aucune indemnité, tandis que son camarade, occupé dans la partie d'exploitation assujettie, se vit allouer une rente viagère.

Il est heureux que le législateur ait compris combien il était décevant de voir exclure ainsi du bénéfice de la loi certains accidentés victimes cependant de leur travail et des risques inhérents à leur profession et aussi intéressants, sinon parfois plus, que leurs camarades plus heureux et mieux traités par l'effet d'une distinction injustifiée et déraisonnable de la loi.

SECTION III

Nécessité d'un travail accompli dans un but industriel et par des travailleurs libres.

Ces nouvelles conditions imposées aux travailleurs qui veulent se réclamer de la loi de 1898, entraînent l'exclusion d'un bon nombre d'entre eux, ainsi que nous allons le constater.

Les prisonniers ne réunissent aucune de ces deux conditions. Ils ne sont pas libres; donc leur travail ne procède pas d'un contrat de travail, mais d'une obliga-

tion qui leur est imposée ainsi qu'aux entrepreneurs qui les occupent. D'autre part, leur travail ne leur est pas prescrit dans un but lucratif, mais tend à un but moralisateur. La rémunération de leur travail, très minime et hors de proportion avec celui-ci, ne constitue pas un salaire, mais bien plutôt un secours charitable; enfin, ils ne sont pas sous la surveillance et l'autorité directe de l'entrepreneur qui leur fournit du travail, mais sous celle de leurs gardiens.

Dans ces conditions, il est impossible que la loi de 1898 puisse être invoquée par eux, car l'organisation du travail ne comporte évidemment pas les éléments nécessaires qui servent de base à l'application de la loi.

Il serait à désirer cependant, sinon que l'on étende la loi de 1898 aux prisonniers, ce qui semble difficile, tout au moins, que l'on organise pour eux un système de réparation des accidents qui peuvent leur survenir, car, en somme, la situation économique et sociale des prisonniers victimes d'accidents du travail ne diffère en rien ni par la nature du travail effectué, ni par la qualité de ceux qui s'y livrent, de la situation des travailleurs ordinaires.

M. Cheysson, devant le Comité consultatif des assurances contre les accidents, a très sérieusement étudié cette question délicate (1). Il concluait à l'extension de la loi aux détenus en s'appuyant surtout sur l'identité du travail effectué dans les prisons et du travail libre. Mais cet argument est loin d'être concluant, car si le travail est identique, l'organisation en diffère, comme il a été démontré ci-dessus. Mieux vaut donc

(1) Revue pénitentiaire, 24^e année, février 1900, p. 373 et 374.

instituer un régime spécial, si possible, se rapprochant autant qu'il faudra de la loi de 1898, mais laissant intacts les principes sur lesquels celle-ci a été édifiée.

Nous devons cependant signaler qu'à la séance de la Chambre des députés du 10 avril 1906 et au cours de la discussion de l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales, le gouvernement et le président de la Commission d'assurances et de prévoyance sociale ont pris l'engagement, sur la demande de M. Enguerrand, de déposer sous peu un projet de loi étendant les dispositions de la loi de 1898 à la main-d'œuvre pénale.

Les aliénés internés dans des maisons de santé semblent, comme les prisonniers et pour des raisons identiques, ne pouvoir pas être considérés comme protégés par la loi de 1898.

Il en serait différemment s'ils n'étaient pas internés. En ce cas et s'ils trouvaient à travailler pour le compte d'un entrepreneur leur maladie mentale ne serait pas un obstacle à l'application de la loi.

Enfin au sujet d'un aliéné, la Cour de Montpellier a eu à s'occuper d'un cas assez curieux qu'elle a tranché par un arrêt du 2 mai 1902 (inédit).

Postérieurement à un accident du travail et avant que la rente à laquelle elle avait droit ait été déterminée, la victime était devenue aliénée. La Compagnie d'assurances soutenait que la victime étant déchue de toute faculté de travail par suite de son état mental, il ne pouvait être question de déterminer la réduction subie par une faculté qui avait cessé d'exister. Elle demandait à la Cour de se refuser à allouer toute rente jusqu'au jour où la victime aurait repris l'usage de ses

facultés. La Cour de Montpellier décida très sagement
« qu'une pareille prétention n'était pas sérieuse, que
» le droit à une indemnité, né au moment même de
» l'accident, ne pouvait en rien être diminué ou sup-
» primé par suite d'une maladie mentale ultérieure ».

Les pupilles de l'assistance publique ou les sourds-et-muets sont, comme les aliénés, exclus de l'application de la loi tant qu'ils sont dans l'établissement qui s'est chargé d'eux. Cet établissement a un caractère d'œuvre charitable et non d'entreprise lucrative et il ne constitue pas une entreprise assujettie. Au contraire si les pupilles ou les sourds-et-muets sont placés dans des entreprises privées, soit comme ouvriers, soit comme apprentis, ils peuvent invoquer le bénéfice de la loi.

Les élèves des maisons d'instruction, les étudiants des laboratoires ou les stagiaires des pharmacies assujetties, comme toutes les personnes en général qui ne travaillent point dans un but lucratif dans une entreprise assujettie, ne peuvent se réclamer de la loi de 1898.

Telle est également la situation des militaires envoyés ou admis dans une entreprise pour y faire un stage pour leur éducation en vue des nécessités de la défense nationale.

Il en serait autrement si les militaires détachés travaillaient non point pour eux-mêmes, mais dans l'intérêt d'un patron à la disposition duquel ils auraient été mis pour suppléer à la main-d'œuvre au cas d'urgence, de grève, etc.... La loi de 1898 leur donnerait évidemment droit en ce cas aux indemnités qu'elle prévoit.

Il est encore des travailleurs qui ne sont point protégés par la loi de 1898, bien qu'ils soient appelés à exercer

leurs fonctions dans l'entreprise assujettie. Ce sont ceux dont les fonctions, bien que se rattachant à l'entreprise par un lien étroit, restent cependant dans une situation absolue d'indépendance envers le patron.

Ainsi les inspecteurs du travail, les ingénieurs de l'Etat, les médecins, etc...

Ainsi également les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, bien qu'en ce qui les concerne, la solution soit plus hésitante à raison de ce que ces délégués sont choisis parmi les ouvriers et gardent avant tout leur caractère et leur qualité d'ouvrier.

L'opinion dominante cependant est qu'ils ne peuvent se prévaloir de la loi de 1898, et M. Loubat(1) en donne en excellents termes les raisons dominantes :

« Les délégués mineurs, dit-il, n'ont ni ordre, ni
» instructions à recevoir des exploitants. Ils accomplis-
» sent leurs fonctions à leurs risques et périls, exempts
» de toute surveillance et de tout contrôle de la part des
» Compagnies, et s'ils s'exposent témérairement à des
» dangers, les exploitants n'ont pas le droit de les en
» empêcher. Les Compagnies ne sauraient donc être
» responsables des accidents survenus dans ces condi-
» tions. »

Enfin, une dernière catégorie de travailleurs est formellement exclue du bénéfice de la loi de 1898 par un texte spécial, celui de l'art. 32 de la loi . Ce sont :

1^o Les ouvriers, apprentis ou journaliers appartenant aux ateliers de la Marine ;

2^o Les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la Guerre.

(1) Loubat. Opusc. cité, n° 146, p. 125.

Les raisons de cette exclusion, les plus essentielles sont que ces ouvriers ne travaillent point dans un but lucratif et surtout qu'un régime spécial de protection leur assure, en dehors de la loi de 1898, la réparation du préjudice à eux causé par les accidents dont ils peuvent être victimes dans leur travail.

Ce régime spécial de protection, antérieur de beaucoup à la loi de 1898, n'est d'ailleurs ni aussi souple, ni aussi favorable que le régime de la loi de 1898, surtout pour les ouvriers de la Guerre. Ceux-ci sont encore, au cas d'accident, tenus de remplir les conditions prescrites par la loi du 11 avril 1831. Ces conditions sont difficiles à réunir. Il faut que les blessures aient été reconnues incurables et qu'elles aient atteint un degré de gravité déterminé.

Il est visible que bon nombre d'accidents échappent ainsi à toute rémunération. D'autre part, ceux qui sont indemnisés le sont faiblement.

Une réforme s'impose qui devra conduire à l'extension de la loi de 1898 elle-même, ou tout au moins à la réalisation d'un régime similaire.

TITRE II

Ouvriers et employés dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs

L'art. 2 § 2 de la loi du 9 avril 1898 dispose que les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs ne bénéficient des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à

moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Le principe sur lequel est fondée la loi de 1898 est celui d'une réparation forfaitaire mais non intégrale, fixe et non aléatoire.

Cette réparation mise par la théorie du risque professionnel à la charge exclusive de l'entreprise, il importait qu'elle soit modérée pour qu'elle ne puisse point écraser trop lourdement le patron responsable.

C'est le but qui fut poursuivi par le législateur lorsqu'il introduisit la limitation qui nous occupe dans le texte de la loi.

M. Ricard, dans son rapport de 1892 à la Chambre des députés (1), le proclamait en ces termes : « Il ne faut point donner une portée trop générale à la loi et grever notre industrie de charges excessives. Au delà d'un certain chiffre absolument nécessaire aux besoins de sa vie et de celle de sa famille, le travailleur peut prélever la somme nécessaire pour assurer sa subsistance et son repos dans ses vieux jours. »

La Chambre et le Sénat en 1893 adoptèrent cette façon de voir et fixèrent à 2,000 francs le maximum du salaire devant servir de base au calcul des indemnités.

Dans le projet de 1898, et sur les observations de M. Thévenet, rapporteur, toute limitation fut supprimée pour être ensuite réintégrée en principe dans le texte par la Chambre des députés qui, en définitive, et après diverses hésitations sur le chiffre à fixer comme maximum, s'arrêta à la disposition législative qui forme aujourd'hui le § 2 de l'art. 2 de la loi.

(1) *Journal officiel*. Chambre. Doc. Parl., année 1892, n° 1926.

Ce texte très clair se passe de commentaires. Depuis la loi du 22 mars 1902, qui a supprimé les mots « et indemnités », placés dans le texte primitif après ceux de « au quart de rentes », il est devenu certain que la limitation ne s'applique pas aux indemnités journalières.

TITRE III

Ouvriers étrangers

Leur situation est réglée par l'art. 3 § 14 de la loi qui dispose que : « Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur a été allouée. »

C'est, on le voit, l'assimilation complète à l'ouvrier français tant que l'étranger réside sur le territoire français. L'égalité de traitement ne disparaît que du jour où l'ouvrier étranger quitte la France.

Il importe peu d'ailleurs, et c'est là le seul point intéressant, pour que naisse le droit à l'indemnité, qu'au moment de l'accident l'ouvrier étranger réside ou non en France. Il suffit qu'après la détermination de la rente définitive l'ouvrier étranger se fixe en France pour qu'il puisse jouir du paiement annuel de sa rente. S'il ne le fait point, la rente allouée sera aussitôt capitalisée, pour toute indemnité, dans les termes de notre article.

TITRE IV

Représentants des ouvriers ou employés

Lorsqu'un ouvrier ou employé qui, de son vivant, aurait rempli les conditions nécessaires pour se prévaloir des dispositions de la loi de 1898, vient à décéder des suites d'un accident du travail, la loi accorde à certains de ses représentants ou ayants-droit des indemnités mises à la charge du chef d'entreprise.

La liste des représentants ainsi appelés à bénéficier de la loi est arrêtée par le texte de l'art. 3. Elle comprend : 1^o le conjoint survivant ; 2^o les enfants ; 3^o les ascendants et descendants autres que les enfants.

Cette liste est absolument limitative. Les ayants-droit du défunt qui n'y sont pas énoncés sont par suite exclus du bénéfice de la loi ; ainsi aucun des collatéraux du défunt, pas même ses frères et sœurs, ne peut, même en l'absence d'autres représentants, obtenir une indemnité. A plus forte raison en est-il de même pour les simples alliés du défunt, pour ses beaux-parents par exemple (1).

Aucun prétexte ni aucune considération ne pourrait faire étendre le bénéfice des dispositions légales à toute autre personne que celles indiquées par la loi, même si un préjudice résultait pour cette autre personne du décès de la victime.

(1) Trib. Meaux, 19 février 1904 : « Attendu que la loi de 1898 n'ayant parlé que des ascendants, les alliés sont exclus de son bénéfice. Que la belle-mère de X... ne peut donc prétendre à aucune indemnité. »

— Trib. Seine, 17 nov. 1900. (La Loi, 8 déc. 1900.)

En restreignant ainsi à certains parents pris dans le cercle familial immédiat du travailleur le bénéfice de la loi, le législateur a nettement marqué son intention de ne pas imposer aux chefs d'entreprises une charge trop lourde, tout en assurant à la famille du défunt la réparation du préjudice causé par la disparition du salaire qui assurait son existence.

Au surplus, le législateur, en ce faisant, a affirmé qu'il entendait que l'on considère les indemnités ainsi accordées non pas comme des valeurs successorales présentant un caractère héréditaire quelconque, mais comme des allocations allouées aux bénéficiaires à titre purement personnel. D'où le résultat comme conséquence que le droit aux allocations ne prend pas naissance dans la personne de l'ouvrier décédé mais dans celle des bénéficiaires, et que dès lors les bénéficiaires peuvent en jouir même si, par une répudiation de la succession, ils déclinent la qualité d'héritiers du défunt.

C'est d'ailleurs au moment même où la victime est frappée que l'on doit se placer pour fixer le nombre et la qualité des ayants-droit.

SECTION I

Conjoint survivant

Aux termes de l'art. 3 de la loi de 1898 : « Lorsque
» l'accident est suivi de mort une pension est servie
» aux personnes ci-après désignées, à partir du décès
» dans les conditions suivantes : une rente viagère
» égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le

» conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps,
» à la condition que le mariage ait été contracté
» antérieurement à l'accident. — En cas de nouveau
» mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente
» mentionnée ci-dessus. Il lui sera alloué dans ce cas
» le triple de cette rente à titre d'indemnité totale. »

La première remarque qu'inspire la lecture de ce texte est qu'une égalité de traitement est réservée à chacun des époux. Aucune distinction n'est faite entre le mari ou la femme qui sont réciproquement appelés, au cas de décès de l'un d'eux, à obtenir une indemnité calculée de la même façon et sans aucune différence.

Cette égalité de traitement entre le mari et la femme n'a pas été admise sans difficultés par le législateur. Parmi les nombreux projets qui ont précédé le vote de la loi, certains marquaient une différence entre la situation créée au mari et celle de la femme. Le projet de 1888 notamment n'accordait d'indemnité au mari, au cas de décès de la femme, que s'il était impotent (art. 4 A parag. I). De même le projet de 1890 exigeait que le mari fût incapable de subvenir à ses besoins pour qu'une allocation puisse lui être attribuée.

D'autres projets, comme celui de la commission du Sénat de 1887, établissaient une inégalité entre les droits de la femme et ceux du mari, en accordant à celui-ci une indemnité fixe et de beaucoup inférieure.

Toutes ces différences, dans l'esprit de ceux qui les proposaient, étaient motivées par la pensée qu'il était illogique d'allouer à un mari valide et travaillant régulièrement une indemnité dont le besoin pour lui ne se faisait nullement sentir, la mort de sa femme ne

le privant pas des salaires par lui gagnés et ne lui causant par suite qu'un minime préjudice.

Dès 1892, toutes ces différences furent supprimées et elles ne reparurent dans aucun des projets qui furent discutés puis adoptés par le Parlement. L'égalité de traitement s'imposait en effet, comme étant seule en harmonie avec la théorie du risque professionnel et surtout avec le caractère forfaitaire de la réparation accordée par la loi aux victimes d'accidents du travail ou à leurs représentants.

* * *

Pour que le conjoint survivant puisse obtenir une indemnité, il faut qu'il remplisse deux conditions :

1^{re} Condition : qu'il ne soit ni divorcé ni séparé de corps.

Ce n'est que durant le cours de leur vie commune que les époux mettent en commun les ressources provenant de leur travail. Lorsque la vie commune est rompue et que chacun des époux vit de son côté, il est évident qu'il n'y a plus nécessité à assurer, au cas de décès de l'un d'eux, une indemnité au survivant, puisque celui-ci, privé depuis la rupture du lien conjugal des salaires que gagnait la victime, ne peut exciper d'aucun préjudice causé par le décès.

Tel est le raisonnement qui a conduit le législateur à exiger cette première condition. Il n'est pas à l'abri de toute critique. Si, en effet, il est fondé lorsque le divorce ou la séparation de corps et de biens ont été prononcés aux torts et griefs de l'époux survivant, il n'en est pas de même lorsque c'est au profit de ce dernier que la décision de justice est intervenue,

surtout si, par cette décision, l'époux survivant s'est vu allouer une pension alimentaire et a ainsi conservé un droit sur les salaires de son ancien conjoint. Dans ce cas, le décès de cet ancien conjoint est évidemment préjudiciable au survivant. Il eût été juste et équitable de l'indemniser.

Des tentatives furent faites pour y parvenir. Deux amendements furent, en effet, déposés dans ce but au cours des travaux préparatoires par MM. Sibille et Laroche-Joubert. Celui de M. Sibille était ainsi conçu : « Le conjoint contre lequel le divorce ou la séparation » de corps a été prononcé n'a pas droit à cette rente. » D'autre part, le projet voté par le Sénat en 1895 contenait une disposition conçue dans un même esprit : « Cette rente, y était-il dit, ne sera due au » conjoint divorcé ou séparé de corps que jusqu'à » concurrence du chiffre que lui aurait permis de » réclamer soit le jugement qui aura prononcé le » divorce, soit la convention qui en aura été la suite. »

Toutes ces tentatives échouèrent et beaucoup le regrettent ; le législateur n'eut qu'un but en l'occurrence : ce fut de réduire autant que possible les charges qu'il jugeait déjà bien lourdes, imposées par la loi nouvelle aux chefs d'entreprises.

Ce n'est qu'à dater du moment où le jugement qui prononce le divorce ou la séparation est devenu absolument définitif que cesse le droit pour le survivant d'obtenir une indemnité. C'est ainsi qu'il a été jugé (Tribunal Civil. Beaune 20 juin 1902) (1) que lorsque

(1) Recueil minist. com., t. III, p. 47 : « Considérant... que la demanderesse a été divorcée d'avec son mari par jugement du Tribunal civil de ce siège, le 10 mai 1901, dont elle a suivi l'exécution jusqu'au décès de son

un jugement de divorce, bien que prononcé en dernier ressort, n'avait pas encore été transcrit au moment du décès de l'un des époux, le survivant conservait son droit à indemnité.

Au conjoint divorcé ou séparé de corps, l'on ne peut assimiler celui qui ne vivait pas avec le défunt. Une simple séparation de fait ne saurait faire disparaître le droit à la rente pour le survivant (1) alors même que ce serait ce dernier qui aurait volontairement abandonné le domicile conjugal.

A la vérité, on a bien essayé, au cours des travaux préparatoires, de porter remède à cet état de choses. M. Laroche Joubert avait déposé un amendement ainsi conçu : « Le conjoint qui, sans être divorcé ou » séparé de corps, aurait abandonné le domicile conjugal » n'aurait pas droit à cette rente. » Cet amendement, sur l'opposition de la commission, fut repoussé par la Chambre le 28 octobre 1897. D'autre part, le Sénat, le 12 mai 1890, avait repoussé un projet de loi tendant à donner à la séparation de fait les mêmes effets qu'au divorce ou à la séparation de corps.

mari survenu avant l'expiration du délai fixé par la loi pour la transcription du jugement....

» Considérant que le jugement de divorce n'a pas été transcrit ;

» Considérant que la dissolution du mariage ne se produit en cas de divorce qu'au commencement de la transcription du jugement de divorce sur les registres de l'état civil ; que la Cour de cassation l'a ainsi jugé par arrêt du 18 avril 1893 ; qu'au surplus, le législateur de 1836 a clairement montré sa pensée à cet égard en disposant dans le parag. 3 de l'art. 244 Code Civ. que l'action en divorce s'éteint par le décès de l'un des époux survenu avant que le jugement soit devenu irrévocable par la transcription sur les registres de l'état civil ;

» Considérant... qu'il y a donc lieu d'allouer à la demanderesse la rente prévue par la loi. »

(1) Trib Havre, 12 mai 1900. Rec. ministère commerce, t. 1, p. 305. — Trib. Vienne, 29 mars 1900.

La loi doit donc être appliquée à la lettre, quelque choquantes que puissent être, en fait, les conséquences qui font que la femme qui a volontairement quitté son mari pour vivre maritalement avec quelqu'un, pourra néanmoins tirer profit du décès de son mari.

C'est profondément regrettable, et il est à souhaiter qu'une modification législative intervienne sur ce point.

2^e Condition : que le mariage soit antérieur à l'accident.

Le but de cette condition est de rendre impossible toute fraude par la célébration hâtive d'un mariage dans l'intervalle qui peut s'écouler entre l'accident et le décès de la victime. C'est donc au moment de l'accident et non au moment du décès que l'on devra se placer pour fixer la qualité du conjoint lui donnant droit à la rente.

Une situation des plus intéressantes se présente au cas où le mariage contracté avant l'accident se trouve entâché d'un vice entraînant sa nullité.

Aux termes de l'article 201 du Code Civil, le mariage nul, contracté de bonne foi et dénommé mariage putatif, produit tous les effets d'un mariage valable jusqu'au moment où intervient la décision qui en prononce l'annulation.

S'appuyant sur ce texte et en faisant très justement l'application dans l'interprétation de la loi de 1898, la jurisprudence a décidé qu'au cas de mariage putatif non encore annulé au moment du décès de l'un des époux, le survivant avait incontestablement le droit de se prévaloir de la loi de 1898 et d'obtenir l'indemnité qu'elle alloue au conjoint survivant.

Voici d'ailleurs un jugement très intéressant rendu par le tribunal civil de Moutiers le 16 janvier 1904 (1) :

« En ce qui concerne le mariage :

» Attendu que si tout ce qui touche à l'état ou à la
» capacité des personnes est régi par le statut personnel,
» il n'en est pas de même pour la forme extérieure des
» actes, qui reste essentiellement soumise aux lois,
» aux usages et aux coutumes du pays où ces actes sont
» passés ; que c'est là un principe de législation supé-
» rieur et incontestable, dont l'application n'est point
» facultative pour les tribunaux, mais doit être consi-
» dérée comme d'ordre public ;

» Attendu qu'aux termes de l'article 194 du Code
» Civil nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets
» civils du mariage s'il ne présente un acte de célébra-
» tion inscrit sur le registre de l'état-civil, sauf les
» cas prévus par l'article 56, et que, d'après l'article
» 165, le mariage doit être célébré devant l'officier de
» l'état-civil du domicile de l'une des deux parties ;

« Attendu qu'aucun acte de célébration inscrit sur
» les registres de l'état-civil du domicile de W...
» ou de V... n'est représenté ; que le certificat
» produit constate simplement un mariage entre les
» susnommés célébré devant le curé de la paroisse
» Saint-Marcel et ne saurait suppléer au défaut d'acte
» de célébration devant l'officier de l'état-civil ; que
» ce ministre du culte n'avait aucun pouvoir pour
» procéder à un mariage ayant une existence légale en
» France ;

» Attendu dès lors que le prétendu mariage de

(1) Recueil ministère commerce, t. IV, p. 61.

» W... et de V..., qui peut être valable selon la
» loi autrichienne, est inexistant en France aux yeux
» de la loi française ;

» Mais, attendu qu'aux termes de l'article 201 du
» Code civil, le mariage qui a été déclaré nul produit
» néanmoins les effets civils tant à l'égard des époux
» qu'à l'égard des enfants lorsqu'il a été contracté de
» bonne foi ; que ces dispositions sont générales et
» s'appliquent à toutes les nullités quelle qu'en soit la
» nature ; que la bonne foi est la seule condition mise
» par le législateur à la reconnaissance du mariage
» putatif ; que cette bonne foi peut exister même si
» les parties ont commis une erreur de droit et si cette
» erreur a porté sur la forme de l'acte ;

» Attendu qu'il n'est pas contestable en l'espèce
» que les parties, en célébrant leur mariage dans les
» conditions où elles l'ont fait, ont été de la plus
» entière bonne foi ;

« Que W..., simple ouvrier mineur sans instruction,
» originaire d'un pays où le mariage religieux est
» admis, et V..., dont la position sociale n'est pas plus
» élevée, ont eu la conviction absolue de contracter un
» mariage valable ; que le consentement d'un ministre
» du culte à procéder à leur union sans justification
» d'un acte de mariage préalablement reçu par l'officier
» de l'état-civil n'a pu que les confirmer dans leur
» conviction ;

» Attendu, dès lors, que l'existence d'un mariage
» putatif est pleinement établie ; que ce mariage doit
» produire à l'égard des époux jusqu'à son annulation
» tous les effets qu'aurait produits un mariage valable-
» ment formé ;

» En ce qui concerne les enfants :

» Attendu qu'un mariage putatif a pour effet non
» seulement de faire considérer les enfants issus des
» deux conjoints depuis la célébration du mariage et
» avant l'annulation de ce dernier, comme enfants
» légitimes, mais encore de légitimer les enfants nés
» antérieurement à la célébration du mariage ; que la
» légitimation étant un des effets civils et immédiats du
» mariage doit résulter d'un mariage putatif tout
» comme d'un mariage valable ; que pour soutenir le
» contraire on se prévaut vainement des termes de
» l'article 202 du Code civil, « enfants issus du mariage »
» que ces termes ne figurent pas dans l'article 201 où
» se trouve cependant établi le principe général sur
» les effets du mariage putatif ; qu'on doit s'en tenir
» exclusivement à ce dernier article, considérer les
» mots « enfants issus du mariage » de l'article 202
» comme simplement énonciatifs et ne pas en faire
» ressortir, au détriment des enfants, une restriction
» au principe général posé dans l'article 201 ;

» Attendu qu'il reste donc seulement à rechercher
» si les trois enfants nés avant le mariage des époux
» se trouvaient dans les conditions requises pour être
» légitimés par ce mariage ; qu'aucun doute ne peut
» subsister de ce chef ; que ces trois enfants ne sont ni
» incestueux ni adultérins ; qu'ils ont été réellement
» reconnus par V... dans l'acte même de célébra-
» tion du mariage ; que la reconnaissance par V...
» résulte de leurs actes de naissance...»

*
* *

Effets d'un nouveau mariage. — Aux termes de la
loi de 1898 (art. 3 alinéa A, § 7), l'indemnité annuelle

et viagère allouée au conjoint survivant cesse d'être due au cas où ce dernier contracte un nouveau mariage.

Dans ce cas, le conjoint reçoit, à titre d'indemnité définitive, un capital égal à trois fois le montant de la rente.

Là encore le législateur a voulu diminuer les charges déjà bien lourdes de l'industrie. Il l'a fait d'autant plus volontiers qu'il a estimé que, par l'effet du nouveau mariage, le bénéficiaire de la rente acquerrait une situation meilleure ; qu'il retrouvait dans son nouveau conjoint l'appui pécuniaire que lui procurait l'ancien, et que dès lors le besoin d'une rente ne se faisait plus sentir pour lui puisque le préjudice causé par le décès du premier mari n'existait plus.

L'on a beaucoup critiqué cette disposition que certains accusent de favoriser les unions irrégulières au détriment des seconds mariages. Il est possible, en effet, que le bénéficiaire d'une rente ne veuille pas se résoudre à perdre en se remariant son droit à la rente dont il jouit. Il est possible que, de ce fait, les unions libres soient favorisées. Mais ce résultat est-il plus immoral que celui que l'on obtiendrait dans un système contraire qui n'aurait d'autre effet que de permettre à deux nouveaux époux de vivre du prix de l'accident ayant entraîné la mort du premier conjoint de l'un d'eux ? Le développement des unions libres est-il vraiment, d'autre part, un danger social comme le prétendent certains ?

Il faut bien reconnaître que c'est tout au moins discutable.

La solution du législateur est, en somme, très défen-

dable. Elle a tout au moins l'avantage d'être conforme aux principes généraux de notre droit qui veulent que l'on ne puisse maintenir une réparation après la disparition des causes qui ont poussé à l'établir, et d'avoir su empêcher ces principes de fléchir devant des considérations plus ou moins justifiées.

SECTION II

Enfants

Les indemnités accordées aux enfants d'un ouvrier décédé victime des suites d'un accident du travail sont fixées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 dans l'un de ses paragraphes qui est ainsi conçu : « Pour les » enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'acci- » dent, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de » 16 ans, une rente calculée sur le salaire annuel de » la victime à raison de 15 % de ce salaire s'il n'y a » qu'un enfant ; de 25 % s'il y en a deux ; de 35 % » s'il y en a trois et de 40 % s'il y en a quatre ou » un plus grand nombre. — Pour les enfants orphelins » de père et de mère, la rente est portée pour chacun » d'eux à 20 % du salaire. — L'ensemble de ces rentes » ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire » ni 60 % dans le second. »

Le taux des rentes accordées par la loi aux enfants varie donc selon que ceux-ci sont orphelins de père ou de mère ou orphelins de père et de mère. Le tableau ci-dessous indiquera nettement la différence de taux des rentes allouées :

	Pour les orphelins de père ou de mère	Pour les orphelins de père et de mère
Pour un enfant.....	15 %	20 %
Pour deux enfants	25 %	40 %
Pour trois enfants	35 %	60 %
Pour quatre enfants et plus.	40 %	60 %

C'est à bon droit que le législateur a institué cette inégalité de traitement. Il était juste et équitable de traiter plus favorablement les orphelins de père et de mère, c'est-à-dire les malheureux enfants qui, déjà privés avant l'accident d'un de leurs parents, voient disparaître brusquement, par le fait d'un accident du travail, le seul appui qui leur restait dans la personne de leur autre parent.

C'est, par contre, par le même sentiment d'équité que le législateur de 1898 a été poussé à rompre ouvertement avec les traditions et les principes de notre vieux droit et à supprimer au contraire toute différence de traitement entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Il les a purement et simplement assimilés les uns aux autres, et leur a accordé, sans distinction, les mêmes avantages et les mêmes bénéfices.

Cette solution, de tous points conforme aux aspirations et aux idées de notre temps, est par trop juste pour avoir besoin d'être défendue. Elle a cependant été critiquée, notamment par M. Jourdain (rapport au Congrès de Paris de 1900) qui estimait que l'on n'aurait dû faire participer les enfants naturels aux bénéfices de l'indemnité que dans les limites où le Code les admet à la succession. C'était, comme a sagement répondu M. Sachet (1) : « confondre le droit à l'aliment

(1) Sachet. Opusc. cité, t. I, p, 275.

» avec les droits successoraux. Un père, dit-il, doit des
» aliments aussi bien à ses enfants naturels qu'à ses
» enfants légitimes; Or, la pension allouée ayant un
» caractère alimentaire on ne comprendrait pas que
» les uns fussent plus favorisés que les autres. »

La seule condition imposée par le législateur pour que les enfants naturels aient droit à une indemnité, c'est qu'ils aient été reconnus avant l'accident. Bien entendu, la loi exige une reconnaissance régulière. Contrairement à l'avis de M. Sachet (1), nous pensons qu'il ne suffirait pas que l'enfant naturel puisse établir sa filiation naturelle en se fondant sur une possession d'état antérieure à l'accident concordant avec l'indication du nom de sa mère sur son acte de naissance.

La possession d'état, en effet, ne peut suppléer à une reconnaissance expresse. Elle peut tout au plus, et c'est encore très discutable, être invoquée pour parvenir à prouver la filiation naturelle, mais ne peut suffire à donner à celui qui s'en prévaut la qualité d'enfant naturel légalement reconnu.

Une question intéressante s'est posée en pratique sur le point de savoir quelle qualité l'on devait reconnaître à un enfant naturel reconnu par un seul de ses parents, lorsque celui-ci venait à décéder à suite d'accident. Devait-on, pour l'allocation de la rente qui lui revenait considérer cet enfant naturel comme orphelin de père et de mère ou seulement comme orphelin de père ou de mère ? Le taux de la rente à allouer variait selon la solution. On a admis que l'enfant devait être considéré comme orphelin de père et de

(1) Sachet. Opusc. cité, t. I, p. 276.

mère lorsque le parent qui ne l'avait pas reconnu était prédécédé (1). On a jugé, au contraire, que si ce parent existait encore, on devait assimiler l'enfant naturel à un orphelin de père ou de mère seulement (2). L'on raisonne en disant que dans le premier cas toute reconnaissance ultérieure est impossible de la part de l'autre parent, alors qu'elle est encore possible dans le second cas, par suite de la survivance de l'autre parent. Tout cela est fort bien en théorie, mais d'une application souvent difficile en pratique. La plupart du temps, en effet, l'autre parent est inconnu jusqu'au jour où il révèle lui-même son existence par la reconnaissance qu'il fait de son enfant. Comment, dès lors, savoir s'il est ou non prédécédé au moment de l'accident ? comment présumer en ce cas si une reconnaissance se produira ou non ultérieurement ? Quelle qualité donner à l'enfant ? Nous croyons qu'il serait préférable et plus conforme à l'esprit de la loi de considérer dans tous les cas l'enfant comme orphelin de père et de mère. Il est hors de doute, en effet, que c'est au moment même où se produit l'accident que l'on doit se placer pour fixer la qualité des ayants-droit de la victime. Or, à ce moment, il est clair que l'enfant naturel, qui n'a été reconnu que par celui de ses parents qui décède victime de l'accident, se trouve de ce chef privé du seul appui qu'il avait légalement. L'autre parent n'existe point pour lui au regard de la loi civile. Dès lors il paraît équitable d'assimiler cet

(1) Cour Paris, 2 mars 1901. *Gaz. Trib.* 1901-2-412.

(2) Fontainebleau, 20 novembre 1901. *France Jud.*, 1902-2-76.

enfant à l'orphelin de père et de mère. En fait, sa situation et ses besoins seront presque toujours ceux de l'enfant privé de tout secours familial.

Les enfants légitimes et les enfants naturels reconnus avant l'accident, soit orphelins de père ou de mère, soit orphelins à la fois de père et de mère, sont donc appelés, au cas de décès accidentel de l'un de leurs parents, à recueillir des rentes. Il est à noter qu'aux enfants légitimes, il faut assimiler les enfants adoptifs qui, aux termes de l'article 350 du Code Civil, ont des droits identiques à ceux des enfants légitimes. — De même il faut assimiler aux enfants naturels les enfants adultérins et incestueux dans les cas, extrêmement rares d'ailleurs, où la preuve de leur filiation peut être fournie, par suite de l'exercice d'une action en désaveu ou de l'annulation d'un mariage entaché de bigamie ou d'inceste.

Les enfants appelés à bénéficier des rentes prévues par la loi peuvent n'être pas encore nés, mais simplement conçus au moment de l'accident. Le droit à indemnité existe néanmoins à leur profit par application de la vieille règle : « *Infans conceptus pro nato habetur.* »

C'est là un point qui n'est aujourd'hui contesté par personne. La seule difficulté est de déterminer le moment où l'action en indemnité devient recevable. Il est indiscutable, en tout état, que la pension ne commence à courir que du jour de la naissance de l'enfant (1).

(1) Le Tribunal de la Seine avait jugé, contrairement à cette opinion, que l'enfant étant né viable, le point de départ de la rente devait remonter au jour du décès de la victime. — Trib. Seine, 10 octobre 1900. D. P. 1901-2-308. C'est là une opinion isolée.

Certains en déduisent que l'action n'est ouverte qu'à dater de ce moment(1). D'autres, au contraire, pensent que l'action peut s'exercer pendant la grossesse (2) pour tendre à la reconnaissance d'un droit conditionnel. — Les deux opinions peuvent également se défendre. Pour notre part, nous nous rallions à la seconde. Il nous paraît, en effet, logique d'accorder l'action durant la grossesse puisque, dès ce moment, le droit est né.

Déterminons maintenant le caractère des rentes ainsi accordées aux enfants et les conditions de leur allocation.

1^{re} Condition d'âge exigée des enfants. — Les enfants d'une victime d'accident du travail, qu'ils soient légitimes ou naturels, adoptifs ou adultérins, doivent, pour pouvoir être appelés à bénéficier d'une indemnité, être mineurs de 16 ans. Au-dessus de cet âge, aucune rente n'est accordée. Le législateur a pensé que l'enfant parvenu à l'âge de 16 ans était capable de travailler pour gagner sa vie et que, par suite, il ne se trouvait plus, à partir de ce moment, à la charge de ses parents. Il lui a dès lors refusé toute indemnisation en posant en principe que le décès de son auteur ne lui était plus, à partir de cet âge, une cause de dommage.

Quelques parlementaires avaient proposé, au cours des travaux préparatoires, de fixer à 18 ans au lieu de 16 ans la limite d'âge imposée ainsi aux enfants. Leur proposition se justifiait dans une certaine mesure.

(1) Trib. Dax, 28 février 1901. Gaz. Pal., 1901-1-404.

(2) Sachet. Opusc. cité, p. 275.

En effet, la loi du 2 novembre 1892 a fixé à 18 ans l'âge auquel un mineur peut être, au point de vue du travail, considéré comme un adulte et comme capable de travailler normalement pour gagner un salaire rémunérateur. Il eût semblé logique dès lors que l'on eût choisi cet âge de 18 ans comme terme fixé pour l'allocation des rentes. Le législateur s'arrêta cependant à la limite de 16 ans, dans le but évident de réduire autant que possible les charges nouvelles dont il grevait les chefs d'entreprise.

2° Caractère temporaire des rentes allouées aux mineurs de 16 ans.— Seuls donc auront droit aux rentes prévues par la loi les enfants de la victime âgés de moins de 16 ans au moment de l'accident. Mais les rentes ainsi allouées à ces enfants vont-elles être viagères, comme toutes les autres rentes accordées par la loi de 1898 ? Nullement. Elles seront purement temporaires. Le texte de l'art. 3 de la loi de 1898 signifie, en effet, non seulement que les enfants majeurs de 16 ans au moment de l'accident n'auront droit à aucune rente, mais encore que les enfants mineurs de 16 ans au moment de l'accident cesseront d'avoir droit aux rentes prévues par la loi à partir du moment où ils atteindront l'âge de 16 ans. Au delà de cet âge, le service des rentes leur sera supprimé.

3° Caractère non réversible des rentes allouées à chacun des enfants. — Les rentes allouées par la loi aux enfants sont individuelles. Ceci est démontré à l'évidence par deux arguments tirés du texte même de l'article 3 de la loi de 1898. Sans doute ce texte parle bien d'une

rente allouée aux enfants, ce qui semblerait indiquer qu'il veut instituer une masse à répartir entr'eux, mais d'autre part, il parle *in fine* du maximum que ne doivent pas dépasser les rentes allouées à ces enfants, ce qui démontre que chacun de ceux-ci a un droit distinct.

En second lieu, fixant les rentes allouées aux orphelins de père et de mère, le même texte dit que *pour chacun d'eux* la rente est portée à 20 %.

Les rentes sont donc incontestablement individuelles. — Chaque enfant y a un droit distinct et dès lors prélève sur l'ensemble fixé par le tarif légal sa part virile.

Il suit de là que les rentes qui compètent à chacun des enfants ne sont point reversibles sur la tête des autres enfants lorsque le premier vient à décéder ou atteint l'âge de 16 ans. Le droit à la rente disparaît avec celui qui l'avait fait naître et la part de celui-là ne profite point aux autres ayants-droit.

Chaque fois que l'un des enfants succombera ou atteindra l'âge de 16 ans, le chef d'entreprise sera donc déchargé du service de la rente née du chef de cet enfant, et il y aura lieu en conséquence à réduction des indemnités annuelles mises à sa charge.

Mais comment s'opèrera cette réduction ? Il semblerait, d'après ce qui vient d'être dit, que le chef d'entreprise devrait être déchargé du service d'une portion de la rente globale, allouée à l'ensemble des enfants, égale à la part virile de celui qui disparaît. Mais ce procédé de réduction, logique en apparence, ne serait point, dans son application, en concordance avec l'esprit ni la lettre de la loi de 1898. Le tarif propor-

tionné au nombre d'enfants établi par cette loi se trouverait, en effet, violé au détriment des enfants survivants. Supposons par exemple qu'un ouvrier décède laissant 2 enfants. Le total des rentes allouées à ces enfants, en observant le tarif légal, est de 25 %. La part de chaque enfant est de 12,50 %. Si l'un des enfants cesse d'avoir droit à la rente et que le chef d'entreprise réduise d'une portion égale à sa part virile la rente mise à sa charge, l'autre enfant n'aura plus droit qu'à une rente de 12,50 %. Or, le tarif légal lui accorderait en ce cas une rente de 15 %. Cet enfant se trouverait donc lésé. Il en serait de même dans tous les cas, quel que soit le nombre d'enfants et le taux de la rente primitive.

Pour éviter cet inconvénient, il convient dès lors d'opérer la réduction en faisant une application nouvelle du tarif légal. Deux enfants ont obtenu une rente globale de 25 % — l'un cesse d'avoir droit à indemnité. L'autre enfant touchera une rente de 15 % comme s'il avait été seul au moment de l'accident.

La règle suivie sera donc celle d'une application nouvelle du tarif légal à chaque modification survenue dans la situation juridique des ayants-droit.

Par application de cette même règle, comme le fait justement observer M. Sachet (1), l'orphelin d'un seul parent qui, après fixation de sa pension, viendrait à perdre son dernier parent, serait fondé à réclamer une majoration de pension.

4^e — Nécessité pour le total des rentes allouées de ne point dépasser un maximum déterminé. — Malgré l'ap-

(1) Sachet. Opusc. cité, p. 283.

parente clarté du texte sur ce point, de sérieuses difficultés d'interprétation ont apparu dans la pratique. La formule de la loi est, en effet, incomplète car elle n'envisage point toutes les situations qui peuvent se présenter.

Le texte se borne à fixer deux maxima que le total des rentes allouées aux enfants ne peut dépasser, quel que soit le nombre des ayants-droit.

40 % lorsqu'il n'y a que des orphelins de père ou de mère.

60 % lorsqu'il n'y a que des orphelins de père et de mère.

Mais que deviennent ces maxima lorsqu'il y a concours entre des orphelins des deux catégories ? Cette hypothèse se présente lorsqu'il y a des enfants de deux lits différents.

Deux solutions ont été présentées :

Pour les uns, les rentes allouées à chaque catégorie d'enfants sont indépendantes les unes des autres et les maxima de 40 et 60 % s'appliquent séparément, chacun dans leur cas. De sorte que le total des rentes allouées, si les enfants de chaque catégorie sont nombreux, peut atteindre le total des deux maxima réunis, soit 100 %. Les partisans de ce système le défendent en exposant que c'est le seul qui respecte à la lettre la loi du 9 avril 1898 ; que c'est le seul qui évite des réductions de pensions inévitables dans tout autre système.

Pour les autres, au contraire, il a été créé par le législateur de 1898, sinon expressément, du moins en fait, un maximum que les pensions accordées aux ayants-droit ne peuvent en aucun cas dépasser. Ce

maximum est de 60 % et, par suite, des réductions des rentes allouées doivent être opérées proportionnellement à la part qu'aurait pu avoir chacun des ayants-droit. Les défenseurs de cette solution se voient opposer un argument de texte qui consiste à dire que l'article 3 de la loi de 1898 ne prescrit de réductions proportionnelles que lorsqu'il s'agit des rentes allouées aux ascendants et descendants et non de celles dont bénéficient les enfants. Sachet répond énergiquement à cette objection dans les termes suivants : « A défaut » d'un texte précis, le bon sens et l'équité commandent » de faire ces réductions proportionnelles. Une interprétation judaïque conduirait à admettre que le » législateur autorise en cas de concours entre les » enfants d'un premier lit et ceux d'un second, le » cumul du maximum de pension de 60 % afférent » aux orphelins de père et mère et celui de 40 % afférent » aux orphelins d'un seul parent, ce qui, ajouté » à la rente de la veuve, porterait à 120 % la pension » totale des ayants-droit. Un tel résultat serait manifestement contraire au vœu de la loi (1). »

Le vœu de la loi ! Il semble bien évidemment qu'il ait été de ne pas écraser le chef d'industrie sous le poids de charges trop lourdes. C'est la pensée qui a poussé le législateur à accorder aux victimes d'accident une réparation forfaitaire, mais non intégrale. Peut-on admettre, dans ces conditions, qu'il ait pu imposer aux patrons l'obligation de payer dans certains cas des indemnités dont le total dépasserait le taux du salaire annuel de la victime ? Evidemment non.—Ce qui le

(1) Sachet. Opusc. cité, p. 280.

démontre, c'est que, dans le cas le plus grave d'incapacité de travail, dans le cas d'incapacité absolue, le plus préjudiciable et de beaucoup aux intérêts de la victime et des siens, la loi n'accorde qu'une rente de 66 %. — Cela marque bien l'intention du législateur de ne jamais voir les indemnités prévues par la loi de 1898 dépasser ce maximum de 66 %. — Et c'est par une manifestation de cette volonté que le même législateur, sans tenir compte des charges de famille ni du nombre d'enfants, a fixé en tous cas le maximum des rentes accordées aux ayants-droits à 60 %, soit dans le cas où il y a un conjoint survivant (20 %) et des enfants orphelins de l'autre conjoint (40 %) ; au total 60 %, — soit dans le cas où il n'y a plus de conjoint survivant mais seulement des orphelins de père et mère 60 %.

Mais, d'autre part, peut-on admettre que le vœu de la loi ait été tel, alors qu'il est constant que la commission d'assurance et de prévoyance sociale de la Chambre des députés a repoussé une proposition qui tendait à fixer en tous cas à 60 % le maximum des pensions d'enfants, — alors qu'il est aussi constant que dans sa séance du 20 mai 1901 la Chambre des députés a adopté une disposition fixant à 100 % le maximum des pensions d'ayants-droit sur le rapport de M. Mirman (1).

Dans ces conditions, il est vraiment difficile de se prononcer à coup sûr. La jurisprudence s'est cependant décidée en faveur du deuxième système (2), et

(1) *Journal officiel*. Ch. des dép. Doc. parl., n° 2332, p. 339.

(2) Nantes, 18 juin 1900. Rec. acc. trav., 1900, p. 306. — Cour Paris 5 juillet 1901. France judic., 1902-2-277. — Compiègne, 26 décembre 1900, Gaz. Pal., 1901-1-250.

nous croyons avec elle et M. Sachet que c'est bien celui qui répond le mieux aux intentions du législateur de 1898 et au vœu de la loi.

SECTION III

Ascendants et Descendants

« Si la victime n'a ni conjoint ni enfants dans les termes des paragraphes *a* et *b*, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %. — Chacune des rentes prévues par le (présent) paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement. »

Ainsi s'exprime l'article 3 de la loi de 1898 que nous avons à interpréter.

Il ouvre, sous certaines conditions que nous allons préciser, aux ascendants et descendants d'un ouvrier décédé victime d'accident du travail un droit à une indemnité forfaitaire.

Cette indemnité est fixée à un chiffre invariable quelles que soient les circonstances. Il importe peu que les ascendants ou descendants soient à la charge d'un nombre plus ou moins grand de personnes. Il importe peu également que leurs besoins soient plus ou moins grands et avivés. La rente allouée sera invariablement de 10 % du salaire de la victime.

De même que les enfants naturels reconnus avant

l'accident bénéficient des mêmes avantages que les enfants légitimes, de même les ascendants naturels sont complètement assimilés aux ascendants légitimes lorsque ils ont reconnu leurs enfants antérieurement à l'accident. Le texte ne le dit point formellement, mais cela découle par voie de conséquence de la situation faite aux enfants naturels.

Toutefois, aux termes de notre Code civil, aucun lien de parenté n'existant entre un enfant naturel et ses ascendants autres que ses père et mère, ceux-ci seuls ont droit à une rente. Dès lors les autres ascendants ou descendants ne peuvent, en aucun cas, obtenir d'indemnité.

Les conditions exigées des ascendants et descendants pour obtenir l'allocation des rentes dont s'agit sont au nombre de deux.

1^{re} CONDITION. — *Il faut qu'il n'existe plus ni conjoint survivant ni enfants d'aucun lit, dans les termes des paragraphes A et B.*

Cela signifie qu'il ne faut pas que les ascendants ou descendants se trouvent en concours avec un conjoint survivant ou un enfant ayant droit aux indemnités prévues par la loi. — Si donc le conjoint ou les enfants ne remplissaient pas les conditions voulues pour obtenir une rente (conjoint divorcé, enfant majeur de 16 ans), leur présence n'enlèverait en aucune façon aux ascendants ou descendants leur droit à indemnité (1).

C'est au jour du décès de la victime qu'il faut se

(1) Circ. Garde des Sceaux, 10 juin 1899. Recueil ministère commerce. Lois, règlements et circulaires, n° 1, p. 57.

placer pour fixer la qualité des ayants-droit, et pour déterminer si ascendants et descendants peuvent prétendre à une rente. S'ils ne le peuvent à ce moment, il importera peu que, par la suite, ils arrivent à se trouver par le décès des autres ayants-droit ou l'anéantissement de leurs droits, dans une situation telle qu'ils soient seuls capables de recueillir une indemnité. Leur droit, en effet, s'il ne naît point au jour du décès, est impuissant à naître par la suite.

Un amendement du sénateur Grivart, repris ensuite par le sénateur Martin et tendant à accorder le droit à indemnité aux ascendants et descendants devenus postérieurement au jour du décès de la victime aptes à obtenir une rente, en déclarant réversibles sur leurs têtes les rentes des enfants arrivés à l'âge de 16 ans, fut repoussé par le Sénat à la séance du 15 mars 1898.

L'exclusion absolue des ascendants par les enfants ou le conjoint survivant a été très critiquée. MM. Laroche-Joubert et Leydet ont essayé, par voie d'amendements, de faire accorder des rentes aux ascendants même en concours avec des enfants ou un conjoint. Ces honorables parlementaires n'admettaient point, en effet, que l'on pût exposer les vieux parents à être privés dans certains cas de tout secours, alors que l'on assurait une rente au conjoint survivant, souvent moins intéressant, puisque presque toujours ce dernier est à même de gagner sa vie pour se suffire à lui-même. Leurs amendements furent repoussés. Il ne fallait point, en effet, créer pour les chefs d'entreprises des charges excessives et de toute nécessité, il était indispensable de limiter au strict minimum le nombre des bénéficiaires de rentes. D'autre part, le législateur

avait toujours fermement exprimé la volonté de n'indemniser que ceux des parents très proches qui vivant de la même vie que la victime, bénéficiaient directement des salaires gagnés par elle. Il était dès lors naturel de donner la préférence aux conjoints et enfants. Ce sont d'ailleurs les mêmes considérations qui ont poussé le législateur à n'accorder le bénéfice d'une indemnité qu'aux seuls ascendants qui étaient effectivement à la charge de la victime.

2^e CONDITION. — *Il faut que les ascendants ou descendants soient, au moment du décès, à la charge de la victime.*

Dans le premier projet de loi voté en 1896 par le Sénat et en 1897 par la Chambre, on accordait indemnité « aux ascendants qui auraient eu droit à une pension alimentaire ». A ces termes, l'on substitua en 1898 ceux de « à chacun des ascendants ou descendants qui étaient à la charge de la victime ».

A cette substitution, la formule a perdu en clarté en même temps qu'elle perdait en étendue.

La formule de 1896, en effet, reconnaissait un droit à indemnité non seulement aux ascendants qui, avant le décès de la victime, recevaient d'elle des secours effectifs, mais aussi à ceux qui, n'en ayant pas encore reçu en fait, avaient cependant le droit virtuel d'en demander.

Avec l'ancienne formule, en un mot, il suffisait que l'ascendant soit dans le besoin au moment de l'accident pour qu'il ait droit à une rente. La portée de la formule définitive est plus restreinte.

Elle vise seulement ceux des ascendants qui, en

fait, recevaient, au moment de l'accident, une aide de la victime ou qui, tout au moins, ayant le droit d'en exiger des secours, avaient nettement manifesté antérieurement à l'accident leur désir d'en obtenir.

Tous les auteurs ne pensent pas ainsi. Certains comme M. Loubat (1) et M. Cabouat (2), estiment qu'une rente peut être accordée en vertu de la loi à tout ascendant qui, au moment de l'accident, aurait eu, à raison de sa situation pécuniaire, droit à une pension alimentaire.

En ce sens, un arrêt de la Cour de Montpellier, 2^e Chambre, du 6 juin 1902, rendu sous la présidence de M. Andruéjol (3) et ainsi motivé : « Attendu que la » seule condition imposée par la loi à l'ascendant qui » invoque les dispositions de l'article 3, paragraphe 6, » de la loi du 9 avril 1898 est de justifier qu'au moment » de l'accident il avait besoin pour vivre du secours » » de son enfant et que celui-ci était à même de l'assis- » ter. » — Voir aussi Bourg, 3 avril 1900, *Gaz. Pal.*, 17 mai 1900 — Rennes 28 juin 1900. S. 1900-2-182.

Nous ne sommes point de l'avis de ces auteurs qui semblent méconnaître les travaux préparatoires et la substitution pourtant significative de la formule actuelle à l'ancienne formule de 1896. Nous croyons, au contraire, avec MM. Baudry Lacantinerie et Wahl (4), qu'il importe peu que l'ascendant ait ou non le droit à une pension alimentaire ; que cette condition n'est

(1) Loubat. Opusc. cité, p. 229.

(2) Cabouat. Opusc. cité, p. 405.

(3) Cour Montpellier, 6 juin 1902. Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

(4) Baudry Lacantinerie et Wahl. Traité de droit civil. — Du contrat de louage, t. II, p. 262.

point nécessaire. Nous pensons avec lui qu'un ascendant qui, même sans grand besoin, recevait des subsides de la victime, doit être réputé à la charge de celle-ci, tandis qu'un ascendant qui, au contraire, ayant besoin de subsides, n'en recevait point et n'en avait point réclamé au jour de l'accident, ne doit pas obtenir de rente. C'est à cette conception que se sont ralliés la plupart des auteurs, et c'est celle qui semble triompher devant la Cour de Cassation, à en juger par l'arrêt suivant en date du 29 novembre 1901 : « Attendu que » l'article 3, paragraphe 6, de la loi du 9 avril 1898 » n'implique, non plus que l'article 205 du Code Civil » ni par son texte, ni dans son esprit, que l'exercice du » droit de l'ascendant privé de son soutien par un » accident survenu dans le travail soit subordonné à » la condition de ne posséder ni immeubles ni autres » ressources ; que l'obligation qu'il fait naître résulte » du fait que l'ascendant était à la charge de la victime ; » qu'en cette matière les tribunaux ont nécessaire- » ment un pouvoir d'appréciation très étendu qui » s'exerce en considération des circonstances et de la » situation réelle des demandeurs. »

En somme, en exigeant que les ascendants soient à la charge de la victime pour leur ouvrir un droit, le législateur a manifesté que son intention n'était point de leur donner un secours alimentaire, mais seulement d'indemniser ceux qui avaient souffert un préjudice pécuniaire du chef du décès de la victime. Or, ceux-là sont seulement les ascendants qui tiraient profit en fait ou avaient nettement demandé à tirer profit des salaires que gagnait la victime de son vivant.

Ceci posé en principe, il est maintenant facile en

pratique de déterminer les cas dans lesquels ces ascendants devront être considérés comme à la charge de la victime. Ce sera là une pure question de fait.

Dans certaines circonstances, l'ascendant devra être réputé à charge sans qu'il y ait de doute possible. Ainsi lorsque l'ascendant aura obtenu en justice, avant l'accident, l'allocation d'une pension alimentaire. Ainsi même lorsque l'ascendant aura seulement formulé en justice une demande de pension alimentaire sur laquelle la justice n'a pas encore statué au moment de l'accident, à condition toutefois que le laps de temps écoulé entre cette demande et l'accident ne soit pas trop considérable et ne fasse point présumer un désistement ou un abandon de la demande (1). Ainsi encore lorsque, sans avoir eu recours aux voies judiciaires, l'ascendant aura obtenu à l'amiable une pension alimentaire ou lorsque des négociations seront entamées dans ce but.

Dans d'autres cas, au contraire, la solution sera moins aisée. Ainsi le fait que l'ascendant recevrait tout ou partie des salaires de la victime ne suffira pas pour faire déclarer qu'il était à la charge de cette dernière. Il faudra encore établir que l'abandon que la victime leur faisait d'une partie de ses salaires n'était point l'équivalent d'avantages que la victime retirait de ses parents en logeant ou mangeant chez eux, ou bien que cet abandon ne constituait point une simple libéralité. D'autre part s'il n'est pas nécessaire de démontrer que les ascendants sont dans le besoin et dénués de toutes ressources, il faudra

(1) Lyon, 24 février 1900. Gaz. Pal., 5 avril 1900.

cependant qu'il ne soit pas établi qu'ils sont encore dans la force de l'âge, sans infirmités ni maladies et en état de subvenir eux-mêmes à tous leurs besoins (1).

Les trois arrêts suivants de la Cour de Cassation, qui refusent de reconnaître à certains ascendants un droit à indemnité dans les circonstances de fait qu'ils précisent, sont très nets sur ces divers points.

Cassation, 23 octobre 1901 — Rubod, opusc. cité, page 6 :

« Attendu que l'arrêt déclare qu'il résulte des documents produits que les époux P... n'étaient pas à la charge de leur fils; qu'ils étaient encore jeunes et en état de se livrer à un travail quotidien; qu'ils n'étaient atteints d'aucune infirmité et que si P... leur faisait l'abandon d'une partie de ses salaires, ils le logeaient, le nourrissaient et subvenaient à ses besoins. »

Cassation, 10 avril 1902 — Rubod, opusc. cité, p. 25 :

« Attendu que l'arrêt déclare que la victime habitait avec ses parents et leur versait une forte part de ses salaires, mais que ses versements, qui, sans doute, augmentaient le bien-être de la famille, avaient surtout pour objet de couvrir les dépenses personnelles occasionnées par la vie commune et d'ailleurs pouvaient aussi avoir le caractère de simples libéralités; que l'arrêt ajoute que les circonstances de la cause ne permettent pas d'admettre que les époux eussent besoin de ces versements pour vivre. »

Cassation, req., 20 juillet 1903. — Rubod, opusc. cité, page 110 :

(1) Circul. Garde des Sceaux, 10 juin 1899. Rec. minist. commerce. Lois, règlement et circulaires, n° 1, p. 57.

« Attendu qu'il est constaté que les époux P... sont
» tous deux dans la force de l'âge et peuvent, malgré
» certaines infirmités, se livrer au travail;

« Attendu qu'il est déclaré en même temps que s'ils
» recevaient la presque totalité des salaires de leur
» enfant, ces versements n'étaient que l'équivalent des
» avantages que ce dernier, habitant avec eux, trouvait
» au domicile paternel ou constituaient en tous cas une
» libéralité. »

Il est à noter que lorsque la victime décède en laissant à sa survivance plusieurs ascendants, la situation de chacun d'eux est absolument indépendante de celle des autres. Un seul peut être déclaré à la charge de la victime à l'exclusion des autres, selon les circonstances de la cause. Ainsi jugé, Cour de Montpellier, 2^e Chambre Denayrouse président, 22 mai 1903 (1) :

« Attendu que le législateur n'a accordé un droit à la
» rente qu'aux ascendants qui au moment de l'accident
» étaient à la charge de la victime sans qu'il y ait lieu
» de se préoccuper du préjudice éventuel que la mort
» d'un enfant peut faire éprouver aux parents sur leurs
» vieux jours ;

« Que l'application de ces principes conduit au cas
» où l'un des ascendants seulement est à la charge de
» la victime, l'autre pouvant, au contraire, se suffire
» à n'allouer la rente prévue qu'à celui des deux, le père
» ou la mère, qui avait besoin des secours de l'enfant
» décédé. »

Cet arrêt juge également, ce qui est indiscutable,

(1) Cour Montpellier, 22 mai 1903, Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

que c'est au moment de l'accident que l'on doit se placer pour déterminer si les ascendants qui demandent l'allocation d'une rente étaient ou non à la charge de la victime.

Il est superflu d'indiquer que c'est à l'ascendant demandeur à prouver qu'il était à la charge de la victime s'il veut obtenir une indemnité.

Reste enfin à signaler un point intéressant.

De ce que la loi exige que les ascendants ou descendants soient à la charge de la victime, il ne s'en suit pas qu'ils doivent être à sa charge exclusive. Si donc les ascendants ou descendants recevaient, en dehors des subsides qui leur étaient fournis par la victime, d'autres secours émanant d'autres personnes, cela ne leur enlèverait point leur droit à une rente. C'est admis par tous sans contestation. Il a été notamment jugé dans les termes suivants par la Cour de Montpellier, 2^e Chambre, Président Birot-Letourneur, le 5 décembre 1903 (1) : « Attendu que l'article 3, paragraphe 6, de la » loi du 9 avril 1898 n'exige pas que l'ascendant fût » à la charge exclusive de la victime de l'accident ; — » que le législateur en employant le mot charge sans » aucun qualificatif, a envisagé l'hypothèse de la » charge exclusive comme celle de la charge relative. »

Il est à remarquer au surplus que, dans l'hypothèse de la charge relative, les tribunaux ne sont point autorisés à réduire le taux de la rente à allouer aux ascendants ou descendants. Celle-ci, ayant un caractère nettement forfaitaire, reste fixée au taux invariable

(1) Cour Montpellier, 5 décembre 1903. Arrêt inédit. Extrait des minutes du greffe.

déterminé par la loi (1). Cette solution a d'ailleurs été assez controversée (2), mais elle a aujourd'hui définitivement triomphé.

TITRE V

Représentants des ouvriers étrangers

Les représentants des ouvriers étrangers ont les mêmes droits que les représentants des ouvriers français et bénéficient des mêmes avantages, mais à une double condition seulement. C'est de résider en territoire français au moment de l'accident et de ne point quitter ensuite le territoire français.

1^{re} CONDITION. — *Nécessité de résider en territoire français au moment de l'accident.*

Il semblerait équitable que les ayants-droit d'un ouvrier étranger puissent toujours, au cas de décès accidentel de leur auteur, réclamer et obtenir la réparation du préjudice à eux causé. Il n'en est pas ainsi cependant. Le législateur a redouté les fraudes et a craint le danger d'exposer les chefs d'industries à des revendications d'étrangers inconnus, ne présentant aucune garantie de loyauté et dont l'identification aurait été souvent impossible et toujours délicate.

Pour remédier à cet état de choses, le législateur a décidé de ne protéger et de n'indemniser que les ayants-

(1) Douai, 29 mai 1900. Gaz. Pal., 1900-2-140. — Nancy, 5 mars 1901. Rec. Nancy, 1901, 468.

(2) Nice, 3 janvier 1900. Rec. min. acc., t. III, p. 89.

droit des ouvriers étrangers pouvant justifier d'une résidence en France au moment de l'accident.

Par résidence, il faut entendre un établissement durable. On s'accorde à décider que le simple fait d'avoir fait une déclaration d'étranger conformément à la loi du 8 août 1893 ne suffirait point à établir la résidence.

2^e CONDITION. — *Nécessité de continuer à résider en territoire français après l'accident.*

C'est là une obligation nouvelle pour les ayants-droit des ouvriers étrangers qui leur a été imposée par la loi du 31 mars 1905. La loi de 1898 n'avait pas, en effet, édicté à l'encontre des ayants-droit des ouvriers étrangers la déchéance qu'elle édictait à l'égard des ouvriers étrangers en personnes. On a vu plus haut, en effet, que lorsque les ouvriers étrangers bénéficiaires de rentes cessaient de résider en France, ils n'avaient plus droit aux arrérages de leurs rentes, mais seulement au versement d'un capital égal à trois annuités. Rien de pareil n'existait pour leurs ayants-droit qui, même hors de France, continuaient à bénéficier de leurs rentes. C'était évidemment une lacune, car rien ne justifiait cette différence de traitement. Elle est aujourd'hui comblée par la loi nouvelle ainsi conçue :

« Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui
» cesseraient de résider sur le territoire français
» recevront pour toute indemnité un capital égal à
» 3 fois la rente qui leur avait été allouée. — Il en sera
» de même pour leurs ayants-droit étrangers cessant
» de résider sur le territoire français sans que toutefois
» le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de
» la rente d'après le tarif visé à l'article 28. »

CONCLUSION

En nous efforçant de déterminer de façon aussi exacte et aussi précise que possible le champ d'application de la législation sur les accidents du travail, nous avons été amenés à constater les lacunes et l'insuffisance de la loi.

Et certes, nous avons pu, au cours de l'examen auquel nous nous sommes livrés, constater combien les imperfections de cette loi sont nombreuses et combien il serait utile d'y porter rapidement remède.

Ces imperfections, ces lacunes, ces vices qui ont eu pour résultat de faire de la loi de 1898 une loi imprécise, timide, illogique, nécessitant, à chaque cas d'application pour ainsi dire, de longues et délicates discussions, prêtant à des interprétations diverses et plus ou moins compréhensibles, permettant d'inexplicables divergences de solutions, doivent être attribuées à diverses causes.

En premier lieu et en grande partie l'une des causes principales réside dans les vicissitudes de l'élaboration de la loi.

Bien qu'elle soit restée en chantier pendant une longue période de plus de 28 ans, la loi de 1898 a été conçue sans méthode et votée sans étude préalable sérieuse. Les travaux préparatoires révèlent de longs débats infructueux, nés sans idée directrice bien nette

au hasard des inspirations du moment, et de conceptions multiples et le plus souvent irréalisables. Ils révèlent aussi de longues discussions stériles entre la Chambre et le Sénat, de nombreux travaux parlementaires, rapports, travaux de commissions, dépôts de projets ou propositions de lois rendus inutiles et caducs par des changements de législature.

Par contre, ils établissent que le texte définitif de la loi de 1898 a été rapidement élaboré en fin de législature, sans préparation technique, après des débats très écourtés et des concessions multiples à tous ses adversaires. Ils démontrent que la loi a été votée en 1898 par des législateurs plus préoccupés de se ménager par ce moyen les suffrages de leurs électeurs que de faire œuvre législative sérieuse.

Comment, de ce vote rapide, ne devait-il pas résulter des obscurités de rédaction, des lacunes, des illogismes ?

Une seconde cause des imperfections de la loi de 1898 se trouve dans ce que c'est une loi incomplète.

C'est volontairement, il est vrai, et pour lui donner le caractère d'une loi d'essai et d'attente, que le législateur a voulu que la loi de 1898 ne vise et n'assujettisse au risque professionnel que les exploitations industrielles. Mais nous avons vu combien le législateur a créé, par ce fait, de difficultés d'interprétation. Il était impossible qu'il en fût autrement, et il est surprenant que le législateur ait pu croire un seul instant pouvoir, sans inconvénients, imposer une limite à l'extension d'un principe aussi impérieusement absolu et général que celui du risque professionnel.

Enfin, une autre cause de difficultés pour l'application de la loi de 1898 vient encore de ce que cette loi,

incomplète, pleine de lacunes, d'obscurités de rédaction, se trouve être déferée à la censure de trois autorités ayant mission de l'interpréter et sans cesse en conflit.

Les tribunaux de l'ordre judiciaire, le Conseil d'Etat, le Comité consultatif des assurances, sont appelés à donner leur avis et à solutionner simultanément les difficultés qui peuvent naître.

Or, nous avons constaté, au cours de notre étude, que ces trois autorités se sont constamment trouvées en désaccord et ont toujours donné des interprétations nettement différentes à la loi de 1898. Situation à tous égards déplorable, qui a jeté l'incertitude et l'incohérence dans l'application de la loi et qui tenait à la diversité des tendances de chacune de ces autorités.

Les tribunaux de l'ordre judiciaire se sont toujours et obstinément montrés hostiles à la loi de 1898 et ont essayé de tous leurs efforts d'en restreindre le champ d'application.

En vain le Comité consultatif a-t-il tenté de réagir contre ces tendances restrictives en en prenant le contre-pied et en leur opposant ses propres aspirations nettement portées vers une extension progressive et raisonnée de la loi. En vain l'Administration elle-même, par l'organe du Ministère du Commerce, a-t-elle, poursuivant en cela une curieuse tâche qu'elle s'était imposée, essayé de guider vers une conception plus large l'opinion des tribunaux de l'ordre judiciaire. Ceux-ci sont restés absolument réfractaires. Ils se sont nettement refusés à suivre les conseils et les exemples de l'Administration et n'ont point voulu aider celle-ci à réaliser l'amélioration de la loi par une interprétation largement compréhensive.

Quant au Conseil d'Etat, peut-être à raison de son caractère de tribunal administratif, exposé à subir tant l'influence de l'Administration que celle des tribunaux de l'ordre judiciaire, il manifesta tour à tour des tendances tantôt restrictives, tantôt extensives, augmentant encore, par cette attitude, la confusion et l'incertitude.

Cette attitude des tribunaux de l'ordre judiciaire tient à de multiples raisons. Il serait difficile de les préciser toutes.

Il semble surtout qu'il leur en a coûté d'abandonner leurs vieilles habitudes de jugement et de renoncer à l'application des principes de droit commun.

Imprégnés de cette idée traditionnelle et classique que le fondement de la responsabilité civile ne peut résider que dans l'existence d'une faute prouvée ou présumée, ils paraissent n'avoir admis que contraints et forcés la conception nouvelle du risque professionnel inconciliable avec les principes anciens.

Leur répugnance à se rallier à la théorie nouvelle a été d'autant plus grande qu'ils avaient la sincère conviction d'avoir, par l'évolution de leur jurisprudence que nous avons rappelée au début de notre étude, adapté de façon parfaite les principes anciens aux besoins nouveaux.

D'autre part, et c'est plus regrettable, beaucoup étant, soit par suite d'un préjugé inconscient de classe, soit par l'effet de toute autre cause, manifestement hostiles à la classe ouvrière, il leur a déplu de favoriser l'extension d'une loi qu'ils considéraient comme imposant aux patrons des charges injustifiées.

Enfin, il est possible que, de bonne foi, ils aient cru

devoir donner à la loi de 1898 non point le caractère d'une loi d'essai, mais celui d'une loi d'exception, et qu'à ce titre ils se soient tenus pour obligés de l'interpréter restrictivement.

A cette situation, il n'y a qu'un remède. Le seul moyen de faire disparaître toutes contrariétés de décisions jurisprudentielles et toutes difficultés d'interprétation, en même temps que de combler les lacunes de la loi et de la rendre véritablement équitable et bienfaisante, c'est de lui donner au plus tôt, par voie législative, ses limites naturelles et nécessaires.

L'extension est une œuvre nécessaire. La loi de 1898 avait été une œuvre d'essai, une loi d'attente. Il fallait expérimenter le risque professionnel, le faire pénétrer dans les mœurs et les habitudes, démontrer aux patrons que sa mise en pratique ne les grèverait point lourdement et leur assurerait, au contraire, des avantages incontestables. Tout cela est chose faite à l'heure actuelle. L'essai a pleinement réussi. Il serait impardonnable d'hésiter plus longtemps à généraliser et il serait injuste de maintenir encore l'inégalité de traitement créée par la loi de 1898 entre les diverses classes de salariés.

Déjà la loi du 12 avril 1906, étendant la loi de 1898 à toutes les exploitations commerciales, a réalisé un grand progrès. Il ne faut point que le législateur en reste là. Il doit parachever son œuvre.

La conception du risque professionnel doit être élargie. Non seulement il doit s'appliquer aux accidents, mais encore il doit étendre sa protection aux maladies professionnelles. N'est-il pas souverainement inique de ne point indemniser le malheureux ouvrier

qui s'use à son travail et y contracte lentement un mal incurable. N'est-il pas aussi intéressant que celui qui se blesse accidentellement ? Quelle raison donnerait-on pour lui refuser une indemnité ? Dira-t-on que l'on ne peut équitablement imposer au dernier patron l'obligation de réparer le préjudice causé par une maladie dont le germe n'a pas été pris chez lui ? Soit. Mais rien n'empêche si l'on ne veut purement et simplement étendre aux maladies professionnelles le régime de la loi de 1898, de compléter ce régime en instituant soit une participation entre les divers patrons, soit des caisses mutuelles entre eux, soit encore en instituant une assurance obligatoire pour tous les patrons dont les industries seraient susceptibles de procurer une maladie professionnelle. Les fonds provenant de cette assurance seraient versés dans une caisse de l'Etat qui, se substituant aux patrons, paierait à toutes les victimes des indemnités calculées sur les bases de la loi de 1898 (1).

Ce système nous paraît d'une application facile et nous n'hésitons pas à nous y rallier.

A brève échéance certainement la solution législative sera acquise en ce qui concerne cette première extension désirable de la loi de 1898, car le gouvernement a déposé, le 14 juin 1906, un projet de loi sur les maladies professionnelles.

Le risque professionnel doit également être étendu de façon à protéger intégralement tous les accidents, même dus à une faute inexcusable de la victime. Toute les fautes, même inexcusables, commises par un ouvrier

(1) Voir le projet en ce sens de M. André Lacroix. *Maladies professionnelles et assurance contre les accidents*. Revue politique et parlementaire, juillet 1904, p. 37.

au cours de son travail, ne sont, en somme, que le résultat d'une imprudence ou d'un mépris du danger qui trouvent leur origine dans ce fait que l'ouvrier, à force de vivre dans le danger, s'y habitue et se familiarise avec lui. Les accidents dus à ces fautes sont donc des accidents purement professionnels. On doit donc leur étendre la protection totale de la loi. Au surplus, cette solution aura l'avantage de mettre fin à l'arbitraire des tribunaux pour la détermination de ce qu'il faut entendre par faute inexcusable.

Dans sa portée d'application, le risque professionnel doit être étendu à toutes les professions qui emploient des ouvriers ou employés, industrielles, commerciales, agricoles ou libérales. Pour les deux premières catégories, c'est chose actuellement faite. Pour l'agriculture, un projet de loi portant extension va être déposé par le gouvernement incessamment (1). Espérons une très prochaine adoption. Aucune raison ne s'y oppose. Bien au contraire, les risques courus par les ouvriers agricoles sont très sérieux. Il est de toute nécessité qu'on les protège.

En ce qui concerne les personnes assujetties, il faut faire disparaître la distinction entre les patrons et les chefs d'entreprises. Tout employeur doit, en principe, être déclaré assujetti à la loi. Ainsi, par réciproque, tout salarié sera protégé par la loi. Plus de ces distinctions subtiles et décevantes que nous avons signalées dans nos chapitres deuxième et troisième. Applicabilité de la loi de 1898 notamment au propriétaire qui fait

(1) Le nouveau ministère constitué sous la présidence de M. Clémenceau a, dans sa déclaration gouvernementale, lue aux Chambres le lundi 5 novembre 1906, annoncé comme très prochain le dépôt de ce projet de loi.

travailler pour son compte, aux laboratoires de Faculté, aux établissements de bienfaisance. Applicabilité également aux domestiques attachés à la personne. Plus de distinction entre les travailleurs occupés dans un but industriel et lucratif et ceux qui ne remplissent pas cette condition. Extension, en un mot, à tout le monde du travail.

Quand ce résultat sera acquis, il sera encore nécessaire de procéder à une œuvre d'unification et de se préoccuper de la situation des ouvriers formellement exceptés du régime du risque professionnel et protégés par des lois spéciales : ainsi les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la guerre, les ouvriers des ateliers de la Marine, les sapeurs-pompiers communaux et les inscrits maritimes. Il conviendra pour eux, comme aussi pour les travailleurs non libres, détenus, aliénés, pupilles de l'assistance, de leur étendre les dispositions de la loi du 9 avril 1898, ou tout au moins d'organiser des régimes spéciaux établis sur des bases identiques à celles de la législation sur les accidents du travail (1).

D'autre part, et en ce qui concerne les personnes appelées à bénéficier de la loi, il conviendra, à notre avis, de supprimer tout droit à indemnité au conjoint survivant d'une victime d'accident du travail lorsqu'il

(1) Le Gouvernement a déjà déposé en ce sens un projet de loi tendant à l'application de la loi de 1898 aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat.

D'autre part, le 6 mars 1905, M. Mirman a déposé une proposition de loi ayant pour objet d'étendre les principes essentiels de la loi du 9 avril 1898 à la réparation pécuniaire des infirmités dont les soldats sont victimes par le fait ou à l'occasion du service.

séra établi qu'au moment de l'accident les époux étaient séparés de fait.

Le conjoint survivant, dans ce cas, n'éprouve aucun préjudice du fait de la perte des salaires de la victime, puisqu'il n'en tirait pas profit du vivant de celle-ci. Il n'existe donc aucune raison de lui accorder l'indemnité que la loi de 1898 attribue en thèse générale à ceux seulement qui tiraient profit des salaires de la victime.

Par contre, il sera équitable d'accorder une indemnité au conjoint divorcé survivant, lorsque le divorce aura été prononcé en sa faveur et qu'une pension alimentaire lui aura été accordée par le jugement prononçant le divorce. Le décès de la victime lui cause évidemment un préjudice dont il est juste de l'indemniser.

Enfin, il nous paraît désirable que les ascendants qui étaient à la charge de la victime cessent d'être exclus de droit à une rente lorsqu'ils sont en concours avec des enfants ou un conjoint survivant. Cette exclusion donne en pratique des résultats déplorables. Elle prive de toutes ressources des vieillards le plus souvent infirmes et hors d'état de gagner leur vie, et ce au profit du conjoint survivant et des enfants, cependant presque toujours valides et en état de travailler pour vivre. Il faut faire cesser cet état de chose en indemnisant dans ce cas les ascendants à charge concurremment avec les enfants et le conjoint survivant.

Nous souhaiterions également que le législateur reprenne la proposition faite le 15 mars 1898 par M. le sénateur Grivart et reprise par M. le sénateur Martin, qui tendait à accorder le droit à indemnité aux ascendants ou descendants devenus, postérieure-

ment au décès de la victime, dénués de ressources et aptes à recevoir une rente. Pour eux aussi, il est incontestable que le décès prématuré de la victime, sur les secours de laquelle ils étaient en droit de compter, est préjudiciable.

Telle est la réforme désirable. Certes, nous ne nous dissimulons pas qu'elle est considérable. Cependant nous sommes portés à penser, avec M. Mirman, « que l'extension la plus facile à réaliser sera celle qui sera la plus large parce qu'elle sera la plus juste. » Elle s'imposera, en effet, par sa logique autant que par son équité, et seule sera en harmonie avec nos principes essentiellement français de justice et d'égalité.

Ainsi complétée et étendue, la loi de 1898 aura réalisé une œuvre essentiellement heureuse et féconde. Déjà les services qu'elle a rendus ne sauraient être méconnus. Elle a pleinement rempli son but de loi d'essai et de préparation. Elle a su faire pénétrer dans nos mœurs et accepter par tous le principe du risque professionnel. Elle a su triompher des dernières résistances de ceux qui, par respect des traditions et des anciens principes, s'attardaient à vouloir s'en tenir à l'antique notion de la faute.

Elle a victorieusement démontré, par l'accueil qu'elle a reçu et le succès qu'elle a remporté, que cette ancienne notion et l'application qui en était faite par les articles 1382 et suivants C. Civ., n'étaient plus en harmonie avec les conditions modernes du travail.

Ce résultat n'était point d'ailleurs pour surprendre. Depuis longtemps l'on avait compris que l'application rigoureuse des principes du Code civil devenait

de plus en plus difficile ; que le Code civil de 1804 n'avait pas prévu les situations nouvelles créées par l'évolution des conditions du travail, la modification des rapports entre ouvriers et patrons, l'augmentation sans cesse croissante des risques inhérents au travail. Depuis longtemps l'on avait compris la nécessité de substituer à cette législation surannée des dispositions nouvelles plus appropriées aux besoins nouveaux.

L'ancien régime était reconnu très préjudiciable aux intérêts des patrons, aussi bien qu'à ceux des ouvriers.

Les patrons étaient, en effet, sans cesse exposés à répondre de leurs fautes les plus légères au prix de sacrifices dont il leur était impossible de prévoir les conséquences.

Quant aux ouvriers, leur situation était vraiment plus malheureuse encore ; le plus souvent ils ne pouvaient prétendre à aucune indemnité. Dans le plus grand nombre de cas, en effet, les accidents et leurs conséquences restaient à leur charge exclusive. Lorsque, par exception, ils se trouvaient dans une hypothèse leur permettant, en droit, d'être indemnisés, ils se heurtaient à des difficultés souvent insurmontables pour parvenir à la reconnaissance de leurs droits ; nécessité de procès longs et incertains, difficultés de preuves, etc.

Une réforme était nécessaire. Elle était d'ailleurs réclamée par tous les intéressés. Les chefs d'entreprises eux-mêmes reconnaissaient que l'organisation d'une législation sur les accidents du travail s'imposait. Ils étaient seulement retenus par la crainte qu'il

ne résultât pour eux, de l'établissement d'un régime nouveau, des charges trop lourdes.

La loi de 1898 a eu le grand mérite de réaliser la réforme attendue dans des conditions que sa mise en pratique a révélées équitables et avantageuses pour tous.

Elle a assuré aux ouvriers la réparation qui leur était légitimement due des conséquences des accidents auxquels ils sont exposés. Elle a cherché à leur rendre facile et rapide l'obtention de l'indemnité à laquelle ils avaient droit. Elle a essayé et est en partie parvenue à supprimer, selon l'expression de M. Maruéjols à la Chambre des Députés, tous les frais, toutes les lenteurs, toutes les misères qui étaient au seuil des prétoires dans les actions en indemnité.

Elle a, en somme, répondu de façon suffisante et acceptable aux aspirations du monde des ouvriers. Sans doute la réparation qui leur est allouée n'est pas intégrale mais seulement forfaitrice. Telle qu'elle est, les ouvriers l'ont acceptée, car ils ont su comprendre qu'exiger davantage eût été écraser les chefs d'entreprise sous des charges qu'ils n'auraient pu matériellement supporter.

Enfin la loi de 1898 a permis, et c'est là le plus heureux résultat qu'elle a obtenu, de démontrer au monde patronal, que l'application de la théorie du risque professionnel, en même temps qu'elle découlait d'un principe de justice et d'humanité impossible à méconnaître, présentait le double avantage d'organiser un système de réparation des accidents du travail, à la fois plus favorable aux ouvriers, moins

onéreux et moins incertain pour les patrons que le régime ancien.

Modifiée et généralisée dans le sens que nous avons ci-dessus déterminé; légèrement retouchée pour faire disparaître quelques imperfections de détail que la pratique a révélées dans le mode de détermination des indemnités ou dans le fonctionnement de la Procédure, la loi de 1898 aura résolu à la satisfaction de tous l'un des plus difficiles problèmes qui s'étaient posés dans les relations du Capital et du Travail.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
Montpellier, le 8 novembre 1906.
J. CHARMONT.

Vu :
Montpellier, le 9 novembre 1906.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 9 novembre 1906.
Le Recteur,
ANT. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil. — Du contrat de louage, tome II. (Larose, 1901.)
- BELLOM (Maurice). — De la responsabilité en matière d'accidents du travail. (Arthur Rousseau, 1902.)
- BERT (Émile). — Revue judiciaire des accidents du travail (Chevalier Marescq.)
- Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation.*
- Bulletin de l'Office du Travail* (Berger-Levrault).
- Bulletin Officiel du Ministère de la Justice.* — Année 1899.
- CABOUAT (Jules). — Traité des accidents du travail. (Larose, 1901.)
- CHEYSSON. — Accidents du Travail. (Revue de la Prévoyance et de la Mutualité, année 1899.)
- Circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899.* (Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Commerce, n° 1. — Lois, règlements et circulaires. page 51.)
- Circulaire du Ministre du Commerce du 24 août 1899.* (Même recueil que le précédent, page 102.)
- DALLOZ. — Recueil périodique et critique de jurisprudence générale et répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- DUBIEF, ancien Ministre du Commerce. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. — Février 1905. (Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Commerce, n° 16.)
- DUCHÉ, député. — Rapport au nom de la Commission de la Chambre des Députés, 28 novembre 1887. (Journal

officiel, année 1887, Chambre. Documents parlementaires, annexe 1250, page 386.)

ESMEIN. — Note sous Cass. req., 23 février, 29 et 30 mars 1897. (Sirey, 1898-1-65.)

France judiciaire (La) — Revue hebdomadaire de Législation et de Jurisprudence.

FUZIER-HERMANN. — Répertoire général alphabétique de Droit Français. Verbo : Responsabilité civile

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

GIRARD (Alfred) et MARTIN-NADAUD, *députés*. — Rapport au nom de la Commission de la Chambre des Députés, 16 février 1884. (Journal officiel, année 1884. Chambre : Doc. parl., annexe 2634, page 256.)

LACROIX (André). — Maladies professionnelles et assurances contre les accidents (Revue politique et parlementaire, juillet 1904, page 37.)

La Loi. — Journal judiciaire quotidien.

LECOUTURIER. — Traité théorique et pratique des accidents du travail. (Fontemoing, 1899.)

LÉGER (Robert). — Le risque professionnel et les exploitations commerciales. (Revue politique et parlementaire, juin 1905, page 488.)

LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel. (Chevalier Marescq et C^{ie}, 1900.)

MARUÉJOULS, *député*. — Rapport au nom de la Commission de la Chambre des Députés, 7 juillet 1897 et 24 mars 1898. (Journal officiel, Ch., doc. parl., année 1897, annexe 2624, page 1509. — Année 1898, annexe 3150, page 930.)

MOURAL et BERTHIOT. — Loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902, sur les accidents du travail. (Giard et Brière.)

OLLIVE et LE MEIGNEU. — Les accidents du travail, médecine légale, jurisprudence. (de Rudeval, 1904.)

Pan lectures françaises. — Nouveau répertoire de doctrine, législation et jurisprudence.

- PAULIER (Georges). — Rapport présenté au Congrès international des accidents du travail, tenu en 1900, à Paris. (Rec. Minist. Commerce, n° 1, Lois, Règlements, Circulaires, page 243.)
- Rapport présenté au Congrès international des accidents du travail, tenu en 1902, à Dusseldorf. (Même recueil que le précédent, 2^{me} partie, page 25.)
 - Maladies professionnelles. — Rapport préparatoire au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. (Même recueil que le précédent, n° 13).
- PLANIOU (Maurice). — Traité élémentaire de Droit Civil, tome II. (Pichon, 1902.)
- Recueil de documents sur les Accidents du Travail réunis par le Ministère du Commerce.* — (Abréviation : Rec. Minist. Commerce.) Jurisprudence, n° 3 (mars 1902), n° 7 (mars 1903), n° 9 (novembre 1903), n° 11 (mars 1904), n° 17 (mars 1905), (Berger Levrault.)
- Recueil des arrêts de la Cour de Nancy.*
- Revue des assurances mutuelles*, 3^{me} année, 1901.
- Revue pénitentiaire*, 24^{me} année, février 1900. (Bulletin de la Société Générale des prisons)
- RICARD, député. — Rapport au nom de la Commission du Travail à la Chambre des Députés, 25 février 1892. (Journ. off., année 1892. Ch , doc. parl , annexe 1926, page 301.)
- RUBOD (Pierre). — Accidents du travail. — Jurisprudence de la Cour de Cassation, mai 1905 (Vallier Edouard, Lyon.)
- SACHET (Adrien). — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail (4^e édition, Larose et Tenin, 1906.)
- SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie. (Bruxelles 1884.)
- SALEILLES. — Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur. Année 1894, page 659.
- SARRUT. — Note sous cassation, 21 janvier 1903. (D. P., 1903-1-105.)

SAUZET. — Responsabilité des patrons. (Revue critique, année 1883)

SIREY — Recueil général des Lois et Arrêts.

THÉVENET, *sénateur*. — Rapport au nom de la Commission du Sénat, 2 mars 1896 et 25 janvier 1898 (Journ. off., Sénat, Doc. parl. Année 1896, annexe 48, page 118. Année 1898, annexe 5. page 55)

TOLAIN, *sénateur*. — Rapport au nom de la Commission du Sénat, 24 janvier 1889 (Journ. off , année 1889. — Sénat. Doc. parl., annexe 9, page 21.)

TROUILLOT, *ancien Ministre du Commerce*. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. mars 1906. (Rec. minist. commerce, n° 19.)

VALENSI (Raoul). — La loi sur les accidents du travail. (Marchal et Billard 1899.)

VASSART et NOUVION-JACQUET. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents industriels. (Larose, 1900.)

VUILLETARD DE PRUNIÈRES. — Recueil spécial des accidents du travail. Revue mensuelle de jurisprudence, législation et doctrine. (Gout et C^{ie}, Orléans.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	
SECTION PREMIÈRE. — La responsabilité patronale avant l'adoption de la théorie du risque professionnel.	5
SECTION II. — Le risque professionnel.....	12
SECTION III. — Étendue du risque professionnel.....	16
I. — Le risque professionnel ne s'applique qu'aux accidents. — Définition des accidents. — Exclusion des maladies professionnelles.....	16
II. — Le risque professionnel ne s'applique qu'aux accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail.....	22
III. — Le risque professionnel s'applique à tous les accidents quelle que soit leur cause, sauf à ceux dus à la faute intentionnelle de la victime. — Il s'applique en partie seulement à ceux dus à la faute inexcusable de la victime.....	28
1° Accidents dus à la faute du patron.....	28
2° — à des cas fortuits.....	29
3° — à des cas de force majeure.....	29
4° — à des causes inconnues.....	31
5° — à la faute de la victime....	31
A Faute intentionnelle : Définition et caractères.....	34
B Faute inexcusable : Définition et caractères.....	36
IV. — Le risque professionnel s'applique seulement aux accidents entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours.....	40

CHAPITRE PREMIER

Professions assujetties

GÉNÉRALITÉS.....	41
SECTION PREMIÈRE. — L'énumération de l'article 1 ^{er} de la loi du 9 avril 1898 est-elle limitative ou purement énonciative.....	46
SECTION II. — Industrie du bâtiment.....	52
SECTION III. — Usines et manufactures	55
SECTION IV. — Chantiers.....	67
SECTION V. — Entreprises de transports par terre et par eau.....	76
SECTION VI. — Entreprises de chargement et de déchargement.	83
SECTION VII. — Magasins publics.....	86
SECTION VIII. — Mines, minières et carrières.....	86
SECTION IX. — Exploitations ou parties d'exploitations dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosibles ou dans lesquelles il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.....	89

APPENDICE AU CHAPITRE PREMIER

La loi du 12 avril 1906 portant extension aux entreprises commerciales de la loi du 9 avril 1898.	95
--	----

CHAPITRE II

Personnes assujetties

GÉNÉRALITÉS. — Définition du chef d'entreprise. — Caractères auxquels l'on reconnaît un chef d'entreprise.....	102
SECTION PREMIÈRE. — Nécessité d'un contrat de louage.	104

SECTION II. — Nécessité de la surveillance et de la direction effectives du patron.....	106
SECTION III.—Nécessité de l'indépendance du chef d'entreprise.....	111
SECTION IV. — Nécessité d'une entreprise.....	111
SECTION V. — Nécessité d'un but lucratif.....	114
SECTION VI. — Exclusion des ouvriers travaillant seuls d'ordinaire.....	118

CHAPITRE III

Personnes protégées

TITRE PREMIER.— Ouvriers et employés.....	121
SECTION PREMIÈRE. — Nécessité d'un contrat de travail.	123
SECTION II. — Nécessité d'une entreprise et de l'occupation effective des ouvriers et employés dans l'entreprise.....	132
Appendice à la section II.....	136
SECTION III. — Nécessité d'un travail accompli dans un but industriel et par des travailleurs libres..	139
TITRE II. — Ouvriers et employés dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs.....	144
TITRE III. — Ouvriers étrangers.....	146
TITRE IV. — Représentants des ouvriers et employés.	147
SECTION PREMIÈRE. — Conjoint survivant.....	148
SECTION II. — Enfants.....	158
SECTION III. — Ascendants et descendants.	170
TITRE V. — Représentants des ouvriers étrangers...	180
CONCLUSION.....	182
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	195

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI.
